

SIBIRIENS

1

SEPTEMBRE
2012

Revue anarchiste de critique sociale



Encore une revue ? Pas tout à fait. D'un côté, il nous semble qu'au moment où les idées tendent toujours plus à devenir des marchandises ou de simples opinions (virtuelles qui plus est), continuer à faire circuler par écrit quelques réflexions reste plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, si on peut toujours tenter de disséquer à l'infini la énième restructuration en cours de la domination, la question serait également d'affiner nos angles d'attaque pour mieux lui porter des coups. Théorie, agitation, analyse ou propositions se mêleront donc en un mélange que nous souhaitons subversif.

Le fait que certains textes soient publiés ici ne signifie pas nécessairement que nous en partageons l'intégralité, car il nous importe davantage de susciter des discussions qui rompent avec l'activisme mouvementiste ou avec les spéculations autoritaires. Cela pourrait être aussi une manière d'explorer quelques pistes, tout en sachant que c'est dans notre vie même, au quotidien, que s'élaborent les hypothèses révolutionnaires avec toutes les conséquences qui en découlent.

Encore une revue ? Peut-être. Mais en tout cas un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale, de l'intérieur d'une conflictualité qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions. Une petite contribution pour approfondir, en quelque sorte, les mauvaises passions d'une liberté démesurée pour toutes et tous.

Pot-pourri

- Discours sur la méthode la lutte avec des harragas à Paris 4
- Aux insoumis de la pacification sociale 13
- La répression et son petit monde 14
- A l'air libre 15
- Dans le marécage 17

Démocratie

- Démocratie blues 20
- Le criminel c'est l'électeur 20
- Crève la démocratie ! 22
- Des pavés dans les urnes 24
- Il fallait se décider à lutter 25
- Quelques apports pour un dépassement de la démocratie 27
- Le plus violent de tout serait de retourner à la normalité 28
- L'incendie 30

Focus

- Un retour sur l'insurrection et ses contours 32
- Sur quelques vieilles questions d'actualité parmi les anarchistes (et pas seulement) 39
- Quarante 45

Fil de l'histoire

- Blanqui ou l'insurrection d'Etat 46



Subversions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75019 Paris

subversions@riseup.net

A l'unité : 2,5 euros
5 exemplaires : 10 euros
10 exemplaires : 15 euros

Discours sur la méthode

la lutte avec des harragas à Paris

Pour certains lecteurs, il pourrait peut-être sembler paradoxal de donner autant d'importance à l'expérience de lutte parisienne avec des harragas tunisiens¹ en y revenant ici. Quel intérêt pourrait en effet offrir une lutte qui ne s'est déployée que sur très peu de temps avant de s'épuiser faute de combattants (les deux mois de mai et juin 2011), dans un espace restreint (quelques quartiers d'une métropole), et n'a obtenu que de bien maigres résultats d'un point de vue matériel ? Pourtant, si on enlève deux minutes les grosses lunettes d'un quelconque «sujet révolutionnaire» ou de la fameuse «lutte de classe mondiale du prolétariat contre les possédants», bref, si on se pose les questions différemment, ce paradoxe devient déjà plus relatif. On pourrait ainsi davantage réfléchir en termes d'intensité et de réciprocité, de tension et de méthode, qu'en fonction de critères quantitatifs comme la durée, l'étendue, la participation ou la satisfaction de revendications. Vue ainsi, cette expérimentation passée pourrait alors peut-être apporter quelques suggestions pour les luttes à venir, contribuant à tracer les contours de divergences comme de complicités, autour de la question de l'intervention dans la conflictualité sociale.

2

Pyrex, septembre 2012

PARADOXE ?

Comme c'est généralement le cas dans toute lutte partielle, et a fortiori dans un contexte qui n'est pas en ébullition, il faut peut-être d'abord clarifier d'où nous partons. A ce titre, vu les contradictions et la confusion qui règnent souvent dans les milieux dits radicaux, débarrassons-nous d'emblée de fausses questions, quitte à développer un peu longuement quelques hypothèses théoriques.

Le manque d'expérience dans ce type de luttes en dehors des «mouvements sociaux», le fétichisme des formes («il faut s'organiser !», mais... pour faire quoi ?), ou encore la tentation d'une partie de la mouvance de faire de l'élargissement «à d'autres gens» un objectif *en soi*, porte bien entendu à des bilans souvent contradictoires. Pour notre part, l'enjeu de cette lutte avec des harragas ne nous semblait pas être d'accroître on ne sait quelle puissance collective, celle d'une mouvance en quête désespérée d'«ancrage», ou à l'inverse celle de nouveaux sujets (les «derniers arrivés munis d'une expérience révolutionnaire et qui n'ont rien à perdre»), une puissance qu'il aurait alors suffi de révéler. Si la quête d'une catégorie-clé (*la* «classe ouvrière», *les* «paysans du tiers-monde», *les* «enragés des métropoles», etc.) à même d'enclencher un bouleversement a conduit nombre de révolutionnaires à bien des déconvenues par le passé, laissons donc toute spéculation sociologique aux poubelles du gauchisme. Ce ne sont pas des entités abstraites qui transforment le monde mais des individus, avec tout ce qu'ils sont et

projetent, et dont les conditions matérielles ne sont qu'un des aspects. Il faut en finir avec les illusions de la dialectique sur les catégories : les exploités ne sont en tant que tels porteurs d'aucun projet positif, y compris d'une société sans classes. Pour se libérer, ils n'ont rien à autogérer, sinon leur propre négation, en détruisant tout ce qui les fait exister : le salariat, les marchandises, les rôles et les hiérarchies.

Dans ce cadre, notre intervention dans une lutte partielle ne peut qu'être liée à une analyse, celle de ses possibilités de *rupture* avec l'ordre des choses, afin de déterminer comment agir ou pas, à l'intérieur ou à côté. Pourquoi la rupture ? Parce qu'il est impossible d'expérimenter la liberté sans scier de barreaux, parce que seule une rupture de la normalité peut arracher du temps et de l'espace aux impératifs de la domination, afin d'expérimenter d'autres rapports à mêmes d'approfondir la destruction du vieux monde.

LUTTES PARTIELLES ET RUPTURES

Inutile de nier ici que cette conception en terme d'espaces d'intervention sociale et de possibilités de ruptures s'oppose à la vieille pratique progressiste et possibiliste. Selon cette dernière en effet, de petits pas en petits pas, d'accumulation de forces en augmentation de sympathisants, de radicalisations en dépassements, toutes les luttes partielles finiront peut-être un jour par «converger» en une sorte de grand orgasme collectif, quand les conditions qui ne dépendent de personne seront enfin mûres. C'est peut-être



3

même pour cela que beaucoup refusent dans un premier temps d'affronter les limites évidentes de toute lutte particulière en y replongeant à chaque fois. Mais chaque petit pas compte en attendant que les bons gagnent à la fin, n'est-ce pas ? A cette manière cumulative de parvenir à l'insurrection ou à la révolution, nous opposons l'idée et la possibilité de *sauts*, de passages brusques vers l'inconnu des mille et unes possibilités, qui peut certes révéler toute la barbarie que nous portons en nous comme des fruits pourris qui ont grandi dans ce monde-là, mais aussi tout le reste, tout ce qui n'est jamais advenu. Face aux petits comptables de la révolution, nous préférons l'explosion sociale avec toutes ses incertitudes, au maintien d'un existant d'exploitation et de domination.

La manière cumulative d'envisager les bouleversements sociaux, et donc l'intervention dans les luttes qui en découle, pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, quand elle n'est pas «classiquement» idéologique, elle repose sur l'idée que nous sommes dans un contexte de pacification sociale, où aucune rupture partielle ne pourrait entraîner le tout. Pourtant, nous ne sommes plus dans les années 80 et 90 d'après la dernière restructuration, et il nous semble à l'inverse qu'aussi bien de part le degré supplémentaire d'intégration du capital (par la globalisation comme par la technologie) qu'à cause des nouvelles restructurations en cours de ce côté-ci du globe (démantèlement de l'Etat social, diminution de la quantité de travail disponible, passage à une gestion plus autoritaire des rapports sociaux), une hypothèse actuelle serait plutôt celle de barils de poudre qui s'enflamment régulièrement. Dans ce cadre, la question n'est alors plus de «s'élargir» ou de prendre des forces, mais comment contribuer à notre mesure à allumer cette poudre de l'insatisfaction sociale, quelles contributions spécifiques nous pouvons apporter pour enrichir ce mélange explosif. Au sein d'une lutte partielle, l'objectif de l'intervention serait alors davantage de l'approfondir en faisant des liens pour qu'elle puisse alimenter la conflictualité existante, plutôt que d'accentuer ses aspects particuliers en la séparant du reste de la question sociale (en mettant en avant la beauté d'un bocage ou la sagesse d'une vallée, l'horreur de l'enfermement des enfants, la brutalité de la police dans des quartiers). Approfondir signifie ici également rompre avec tout ce qui dialogue avec la gôche ou les institutions, et lutter avec cette partie de la population qui se fait moins d'illusions sur les énièmes replâtrages de la domination, parce qu'elle les subit sur sa propre peau.

Enfin, le second point problématique dans cette vision clas-

sique, est qu'elle se rattache souvent à la vieille méthodologie marxisante, celle des conditions objectives et éminemment economicistes de ces ruptures. Vu que c'est de «la classe» ou «des prolétaires» dans leur ensemble que tout dépend, il n'y a plus qu'à espérer qu'ils se manifestent. Et c'est ainsi que selon certains, toute lutte partielle ne pourra au mieux qu'être une des expressions des limites du rapport capital/travail, et au pire un simple condensé des contradictions existantes qui nous fournirait matière à réflexion théorique. Dans ce vieux débat, on peut aussi pencher dans l'autre sens, c'est-à-dire du côté des révoltés (souvent minoritaires) qui se manifestent déjà, y compris avec leurs contradictions, et faire l'hypothèse qu'il est toujours possible que se produisent des ruptures vers un bouleversement des rapports sociaux. Ou en tout cas, qu'aucune condition prétendument objective ne les détermine, ou ne les réduit par avance à l'échec. L'expérience récente en Tunisie nous montre encore s'il le fallait, que c'est *une partie* de la population qui, en partant de zones précises (centre-ouest et sud) et en affrontant le pouvoir pendant de longues semaines avec détermination et sans aucune garantie, a réussi à forcer les portes vers un tel bouleversement à grande échelle.

Prendre à bras le corps la question des luttes signifie alors peut-être revenir à la question des minorités agissantes : quelles contributions peuvent apporter les révolutionnaires, et les anarchistes en particulier, pour aller vers des moments de rupture ? Et si agir à peu nombreux ne signifie pas agir isolément, comment intervenir dans la conflictualité à la fois pour favoriser sa diffusion et participer à son approfondissement ?

LUTTES PARTIELLES ET RÉVOLTES

En réalité, ces questions sont liées à la projectualité de chacun, c'est-à-dire à la capacité de développer des instruments et des méthodes liés à des objectifs qui découlent de l'analyse qu'on fait de la conflictualité. Si on pense par exemple qu'il ne s'agit pas de porter la critique sur des détails mais directement sur la totalité de ce monde, on ne peut qu'envisager différemment les *révoltes* et les *luttes partielles*.

Dans des révoltes comme celle de novembre 2005 ou celle qui secoue la Grèce depuis quelques années, la question essentielle nous semble être celle de sa généralisation, c'est-à-dire l'extension de sa charge de *négativité* hors de toute médiation. Dans une lutte partielle par contre, la question ne peut pas être celle de la diffusion de ses objectifs et re-

vendications, à moins d'adhérer au modèle mythique d'une grève qui deviendrait générale, mais serait plutôt celle de son approfondissement *qualitatif*.

Comment une lutte partielle, donc avec un objectif déterminé (résoudre un problème matériel ou s'opposer à un projet du pouvoir) et limité (son temps est souvent celui de la satisfaction de ses revendications), pourrait-elle en effet passer à une critique plus générale de l'existant ? Il ne fait aucun doute en effet que le réformisme correspond plutôt bien aux caractéristiques des luttes partielles, en ce qu'il souhaite agir sur le détail et d'une façon quantitative, c'est-à-dire mobiliser de grands nombres pour modifier certains éléments particuliers de la domination. Alors, sauf à retomber dans les travers de l'idéologie (relier artificiellement avec des mots des thèmes parcellaires) ou de la politique (adapter ses idées au gré des moments et du plus grand nombre), c'est-à-dire renoncer à la nécessaire cohérence entre les moyens et les fins, il nous semble que ce n'est qu'en partant de la dimension *qualitative* de ces luttes partielles qu'on pourra agir pour qu'elles se transforment en révoltes, c'est-à-dire vers une remise en cause de l'existant.

Dit autrement, c'est le mélange d'autres rapports au sein de la lutte (à travers l'auto-organisation), de la conflictualité permanente (s'opposer à l'ennemi plutôt que de composer avec lui) et de l'attaque diffuse (frapper les différents rouages qui découlent de chaque aspect partiel, c'est-à-dire proposer une analyse pratique de l'ensemble des rapports de domination) qui pourra nous permettre de rencontrer d'autres réalités en lutte à partir de nos bases, mais aussi partager avec d'autres individus un avant-goût de liberté, d'autonomie et de plaisir de combattre. Ce faisant, nous ne partons pas de l'idée que seul un océan d'indifférence et de résignation nous entoure, ni que nous serions les seuls à préférer vivre la liberté à l'autorité, la rage et la colère à la pacification, la conflictualité à la négociation, mais au contraire que l'antagonisme social recèle également de nombreux complices potentiels.

A travers des méthodes et des contenus comme ceux-là, on ne rencontrera certainement pas un *maximum* d'inconnus, mais on contribuera peut-être à ouvrir des espaces d'enrichissement réciproque avec d'autres individus qui partent de l'opposition radicale à un aspect de la domination. Des espaces qui, même si la lutte partielle ne se transforme pas en révolte et s'éteint, pourront en tout cas continuer à faire écho comme expérience et à diffuser socialement un rapport anti-autoritaire.

C'est à partir de ces dimensions-là que nous souhaitons revenir sur la lutte avec des harragas de l'année dernière, à l'aune donc des possibles qui s'y sont ouverts en termes de rencontres sur des bases subversives, mais aussi d'expérimentation commune en matière d'auto-organisation et de conflictualité.

Avant d'aborder ces quelques points, et afin de préciser quelque peu les deux côtés de la rencontre qui s'est produite à Paris, nous allons d'abord nous attarder encore un peu sur la situation précise des deux côtés de la Méditerranée, sachant bien entendu que rien n'est aussi homogène que cela, c'est-à-dire que certains harragas n'ont pas participé aux événements tunisiens et ont suivi un autre parcours, et que de la même façon certains camarades n'avaient pas participé auparavant à d'autres luttes avec des sans-papiers ou contre la machine à expulser.

DE SIDI BOUZID À PANAME...

Deux semaines après le 14 janvier 2011 et la chute de Ben Ali en Tunisie, on pouvait lire une affiche sur les murs de Paris en solidarité avec les insurgés des deux côtés de la Méditerranée. S'interrogeant à haute voix sur les soulèvements populaires, elle commençait ainsi :

« Ces dernières semaines en Tunisie ou en Algérie, des milliers et des milliers d'individus sont sortis dans la rue pour manifester leur rage et leur révolte contre des conditions de vie insupportables.

En plein hiver, ces blocages de routes, ces pillages massifs de supermarchés et d'entrepôts, ces incendies de sièges de partis politiques, ces saccages de villas de riches et de lycées, ces attaques de commissariats, ces mutineries et autres assauts victorieux contre des prisons nous ont réchauffé le cœur...

Aujourd'hui, malgré des centaines de morts, la soif de liberté des insurgés ne semble pas prêt de s'éteindre. Mieux encore, elle pourrait se diffuser un peu partout. Car partout, c'est un peu la même poudre qui s'accumule, celle de la misère et de l'écrasement quotidien. Car partout, et ici aussi, c'est un même monde qui voudrait nous soumettre : un monde de fric et de pouvoir pour quelques-uns, d'enfermements et de coups assassins pour tous les autres. Un monde au service des patrons et des Etats, quelle que soit leur couleur, et quelle que soit la manière dont ils entendent nous exploiter et nous contrôler. A présent que de nouveaux maîtres plus démocrates se précipitent pour se partager le gâteau en Tunisie, est-ce vraiment pour cela que des milliers de révoltés se sont battus au cri de "Liberté" ?»²



Et la réponse n'a pas tardé, avec d'un côté la diffusion des soulèvements et insurrections en Egypte, puis en Libye ou en Syrie, et d'un autre avec l'afflux de migrants tunisiens qui ont débarqué dans la petite île italienne de Lampedusa. Suite à l'instabilité du pouvoir, les opérations de contrôle aux frontières effectuées par la Tunisie ont en effet commencé à diminuer, et parfois même à s'interrompre. Les lourdes portes du continent européen – blindées à coups de camps de rétention externalisés dans le désert libyen, de navires de guerre au large des côtes italiennes et espagnoles ou de champs de mines à la frontière grecque – se sont alors entrouvertes. Près de 26 000 harragas tunisiens ont débarqué en l'espace de deux mois à Lampedusa.

Sous couvert d'«urgence humanitaire», la réaction du pouvoir italien a été la création de 13 camps de rétention temporaires dans le sud de la péninsule. La mise en place d'un tel dispositif était également liée à l'impossibilité d'enfermer directement tous les nouveaux arrivants dans les centres de rétention habituels (les CIE), qui existent depuis 1998, parce qu'ils avaient subi des dégâts considérables ces dernières années suite aux révoltes qui s'y sont succédées. Pour les seuls mois de février et mars 2011, révoltes et évasions avaient par exemple partiellement endommagé les camps de Gradisca, Modena, Turin et Bari.

5

Pour transférer les harragas par centaines sur le continent dans ces 13 «centres d'accueil et d'identification» (CAI), l'Etat a alors aussi bien réquisitionné des navires de tourisme que déployé des bateaux militaires. Dans ces camps, l'objectif était de les ficher et les trier selon leur nationalité et les nombreux statuts en vigueur (demandeur d'asile, réfugié, sans-papier déjà enregistré ou pas dans l'espace Schengen,...). Dans le premier de ces centres, ouvert le 27 mars à Manduria dans les Pouilles pour 3 000 personnes, d'immenses tentes bleues estampillées «ministère de l'Intérieur» ont été dressées en rase campagne, au milieu d'une double enceinte de grillages de deux et quatre mètres de haut. Militaires, policiers et humanitaires du type Croix Rouge gardaient et géraient le camp, les uns utilisant la matraque, les autres la persuasion et le chantage.

Dès le 28 mars, près de 500 harragas se sont mutinés et évadés de Manduria : la plupart voulaient poursuivre le voyage et gagner la France, ou d'autres pays où ils avaient des contacts. Le 2 avril en début de journée, 200 retenus munis de pierres contre leurs geôliers parvenaient à défoncer les grillages et à s'évader. L'après-midi, tandis que se déroulait une manifestation de solidarité, 400 autres sortaient du camp : beaucoup pour s'enfuir, d'autres pour se joindre à la manifestation, avant de bloquer ensemble la route au cri de «Liberté !». Face à une situation inattendue, les renforts militaires n'ont rien pu faire : ou bien ils tiraient sans vergogne dans cette foule en colère, ou ils lui permettaient de sortir à sa guise. C'est ainsi que les portes de Manduria ont été ouvertes de façon permanente... Dans les camps de Potenza, Santa Maria Capua Vetere (près de Naples), Pozzallo ou Kinisa (édifié sur une décharge d'amiante en Sicile), la situation n'était pas moins explosive.

Début avril, les gouvernements tunisien et italien ont fini par signer un accord : en échange d'un permis de séjour humanitaire de 6 mois pour tous les harragas arrivés avant le 5 avril, la Tunisie acceptait de réadmettre automatique-

ment sur son territoire tous ceux qui arriveraient en Italie après cette date. L'Europe lui offrit même en rab des moyens supplémentaires de contrôle (caméras thermiques, bateaux, véhicules tout terrain,...) pour renforcer ses frontières. Du jour au lendemain, les harragas tunisiens qui ont débarqué à Lampedusa ou ailleurs sur les côtes ont été décrétés immédiatement expulsables. La compagnie Air Mistral, propriété des Postes italiennes, effectuait alors deux vols quotidiens pour déporter 30 Tunisiens (plus deux flics par expulsé) à chaque voyage.

Fin avril, alors que des permis de séjour temporaires ne sont délivrés qu'au compte-goutte, les camps d'accueil provisoires changent de fonction en devenant par décret des centres de rétention. Une fois les harragas identifiés selon leur nationalité (il y a aussi des Egyptiens ou des Libyens) et leur date d'arrivée, leur destin est scellé : ce sera l'expulsion forcée ! Bien entendu, il y a heureusement toujours des individus qui se révoltent, comme ce fut par exemple le cas au centre de Santa Maria Capua Vetere. Là, les retenus ont même obtenu que les Tunisiens du camp arrivés après le 5 avril reçoivent à leur tour un titre de séjour temporaire, et que ceux des autres nationalités puissent déposer une demande d'asile. Certains, logiquement méfiants vis-à-vis de l'accord passé, ont aussi directement repris leur destin en main : quelques jours après l'accord, 90 retenus organisaient et réussissaient une évasion collective. A Pozzallo, en Sicile, une quarantaine d'Erythréens et de Somaliens se révoltèrent et s'évadèrent. Ceux qui ont été rattrapés furent envoyés en prison. Au cours du procès, ils ont raconté leurs multiples tentatives d'entrer en Italie et leur refoulement vers les trois camps libyens où la torture était érigée en mode de gestion, en vertu des accords migratoires entre l'Europe et la Libye. Dans ce pays, les représentants du CNT (conseil national de transition) ont d'ailleurs vite assuré à plusieurs reprises à l'Italie et à la France, que les accords signés avec Kadhafi en la matière resteraient en vigueur dès qu'ils seraient au pouvoir. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle l'OTAN n'a pas bombardé la marine libyenne, dont l'Europe avait trop besoin par la suite pour surveiller ses frontières extérieures.

Dans les centres de rétention permanents, les révoltes et résistances ont également continué. Le 21 avril par exemple, 15 sans-papiers parvenaient à s'évader de celui de Modena, après avoir scié les barreaux d'une fenêtre. Le 2 mai à Milan, sept Tunisiens raflés à Gênes se révoltaient dans le centre. Incarcérés, ils seront condamnés à 10 mois de prison. Des manifestations de solidarité ont eu lieu devant les centres de Brindisi, Bari, Turin, Modena, Bologne, Manduria, Santa Maria Capua Vetere ou en Sicile.

A partir du 15 avril 2011, au fur et à mesure que les permis de séjour sont délivrés, des milliers de harragas tunisiens tentent de poursuivre leur voyage. Souvent transportés puis abandonnés en rase campagne, ils finissent généralement par rejoindre à pied un centre ville et prendre un train vers le nord, direction Vintimille et la frontière italienne-française. Au prix de dizaines de refoulements par les gendarmes français (qui suspendent même tout le trafic ferroviaire le 17 avril), beaucoup réussissent à passer. Après tout ce périple, pas étonnant qu'un des slogans qui fusera dans les rassemblements et manifs à Paris sera «on est là ! on est là ! on bougera pas !».



Après plus de deux mois de galère (et après avoir risqué la mort lors de la traversée de la Méditerranée : 2000 noyés de janvier à juin 2011), certains de ces indésirables ont commencé à lutter avec des camarades et compagnons, comme à Marseille ou à Paris. Même si plusieurs centaines d'entre eux ont fini par accepter le chantage du retour «volontaire» (300 euros), notamment poussés par des associations comme France Terre d'Asile, des dizaines d'autres sont restés avec l'intention de se battre, malgré les multiples expulsions de squats ou les rafles. C'est donc non seulement un vécu et une détermination, le soulèvement contre le régime de Ben Ali et la succession de révoltes pour parvenir jusqu'à Paris, mais aussi un désir et un projet, celui de vivre ce qui était interdit et impossible, comme celui de rester pour échapper à la misère, qui ont favorisé la rencontre, bien au-delà des flics sociaux de gôche qui cogèrent d'habitude ce genre de luttes. Une rencontre permise aussi par l'expérience accumulée au fil des ans par plusieurs d'entre nous, et qui a notamment permis d'accélérer un tant soit peu le rythme des événements.

...ET DE PANAME À PANAME

Depuis de nombreuses années en effet, plusieurs groupes de camarades mènent une lutte avec des collectifs de sans-papiers (africains, Roms, ou simplement liés à des lieux occupés) et contre les différents rouages de la machine à expulser. Le début remonte à 1996, lorsque des collectifs autonomes de sans-papiers se sont multipliés pour obtenir une régularisation générale. Le contexte était alors aux grandes manifestations, occupations d'églises avec ou sans grève de la faim, et négociations de critères de régularisation avec la gauche. A l'époque, les camarades se sont aussi bien lancés dans des blocages de trains et de bateaux (ceux qui déportaient des Algériens de la gare de Paris jusqu'au bateau à Marseille), pendant que des hôtels Ibis étaient occupés ou attaqués (l'Etat y réservait des chambres pour y enfermer provisoirement les sans-papiers près de l'aéroport), ainsi que des agences Air France, sans oublier une campagne en 2004/2005 contre la construction de nouveaux centres de rétention (nombreux sabotages contre l'entreprise Bouygues, principal constructeur de prisons et centres).

A partir de 2006, émerge à nouveau la volonté de bloquer la machine à expulser, mais cette fois non plus à partir de nœuds spécifiques ou de campagnes, mais en s'en prenant à l'ensemble du dispositif. Il est vrai aussi que les collectifs

de sans-papiers avaient presque tous disparu, ou étaient désormais devenus des nids de politiciens alliés avec les partis de gauche et d'extrême-gauche. De plus, les rares régularisations arrachées collectivement ces dernières années à l'Etat français, comme partout en Europe, ne se font quasi plus que sur la seule base du contrat de travail, et non plus comme auparavant au titre de la « vie familiale » ou de la « longue présence » acquise (en clandestinité) sur le territoire. Les titres de séjour de 10 ans ont également disparu de fait, au profit de cartes provisoires de quelques mois, ou d'une année maximum.

Dans ce contexte, c'est aussi bien en amont (c'est-à-dire contre les rafles dans les quartiers et les transports) qu'en aval (c'est-à-dire directement contre les centres de rétention) que la lutte va s'orienter à Paris. D'un côté pour nouer des liens de révolte avec les sans-papiers là où ils se trouvent, de l'autre pour tenter de mettre des grains de sable dans les rouages de la machine à expulser. La multiplication de révoltes dans les centres à partir de 2008, qui culminera avec l'incendie de celui de Vincennes en juin, va ainsi redonner du souffle aux ennemis de toutes les frontières. Autour du procès des 10 inculpés de cet incendie en mars 2010, les gestes de solidarité ne manqueront d'ailleurs pas sur tout le territoire (sabotages, manifestations, tags, balades et attaques incendiaires), conduisant à deux vagues de perquisitions de la police anti-«terroriste» et de mises en examen chez les camarades parisiens.

A partir d'avril 2011, certains d'entre eux comprennent qu'il est en train de se passer quelque chose dans le ventre de la métropole. D'un côté, on s'aperçoit que la police monte de gigantesques rafles comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, sur les grands boulevards et places du nord et de l'est de la ville, mais aussi en gare de Lyon (la gare parisienne des trains en provenance du sud du pays). En harcelant les flics pour nuire à leur sale boulot, mais aussi en lien avec la situation italienne, on ne met pas longtemps à constater que des milliers de Tunisiens sont en train d'arriver dans la capitale. C'est un micro-événement qui va déclencher la rencontre : un soir, la police va jusqu'à effectuer une rafle pendant la distribution de repas par des associations humanitaires aux harragas tunisiens réfugiés dans le parc de la Porte de La Villette, et ceux-ci se défendent avec ce qu'ils ont sous la main, envoyant pierres et bouteilles contre les flics.

Situé entre le périphérique et une ligne de chemin de fer, ce parc abrite près de 400 harragas. Rapidement, nous y passons à notre tour plusieurs jours de suite, assistant même à

une de leur première manifestation autonome à Paris. Un groupe d'une trentaine d'entre eux, hébergés en urgence dans un squat semi-institutionnel, décide alors de participer à la manifestation du premier mai, où la tête de manifestation est volée à la CGT. Le collectif formel *De Lampedusa à Paris* est né, même s'il restera heureusement une coquille vide. L'idée est alors de trouver un lieu pour se poser et s'organiser, c'est-à-dire de briser l'encerclement policier du jardin de La Villette, qui conduit chaque jour des dizaines de harragas dans les commissariats et les centres de rétention. Le maire socialiste de Paris, lui-même d'origine tunisienne, ayant hypocritement protesté contre les rafles du jardin, et la mairie possédant nombre d'immeubles vides, le 51 avenue Bolivar (19^e arrondissement) est occupé le soir même de la manifestation du premier mai.

Avant de nous lancer dans un court résumé du déroulé des événements puis d'aborder la question de l'approfondissement qualitatif, on peut d'emblée préciser que si l'expérience de camarades et compagnons évoquée plus haut n'apporte bien entendu pas de réponses clé en main, elle a au moins aidé à tenter d'alimenter la tension et appuyer certaines méthodes de lutte comme l'auto-organisation ou la conflictualité avec les médias, les élus, les syndicats et les flics caritatifs.

7

DESCRIPTION SUCCINCTE

On se contentera ici d'une description succincte des événements, d'une part parce qu'elle existe déjà ailleurs de manière plus détaillée³, et d'autre part parce que si des chronologies ou des récits peuvent certes apporter une contribution en termes de suggestion ou d'agitation *immédiate*, il nous semble qu'avec le recul, ce n'est pas tant la contre-information ou les données techniques qui font généralement défaut, que leur mise en perspective. Dans un monde saturé d'informations en tous genres, consommées à flux tendu au même rythme que les autres marchandises, quel intérêt y a-t-il à aligner quelques données brutes, plus encore quand elles sont détachées de l'espace (social et temporel) qui les a produites ? Au-delà de la perte progressive d'une langue commune aux révoltés, cela supposerait en plus que des faits particuliers puissent parler directement à chacun, dans le sens où ils contribueraient à se réapproprier une expérience. Les informations qui suivent sont donc à lire avec leur partialité, et dans un rapport à l'analyse que nous essayons d'en tirer. Elles n'ont pas pour ambition de synthétiser ou d'épuiser tout ce qui s'est passé et a été vécu. Pour en revenir à cette lutte, on pourrait la qualifier comme un double mouvement, d'occupations et de manifestations, lui-même traversé par deux thèmes comme l'hébergement

(«un lieu pour s'organiser») et le titre de séjour («des papiers pour tous ou plus de papiers du tout»). Un premier fil court donc de lieux en lieux, d'occupations en expulsions entrecoupées de pauses en urgence dans des squats de camarades déjà ouverts, et un second d'initiatives de rue, allant de manifestations sauvages en balades, de rassemblements plus ou moins démonstratifs en perturbations d'événements-vitrines de la «Tunisie nouvelle».

Occupé le 1^{er} mai au soir, le 51 avenue Bolivar sera expulsé par des centaines de flics trois jours plus tard malgré les tentatives de négociation de certains, provoquant 128 garde-à-vue et une dizaine d'expulsions (vers l'Italie d'où les Tunisiens pouvaient revenir). Le 7 mai, c'est le gymnase de la Fontaine-au-Roi qui est investi dans le même quartier, avant que la plupart des camarades ne le désertent deux semaines plus tard et que la mairie ne le reprenne en main début juin. Enfin, le 23 mai, c'est un foyer qui est occupé rue Bichat, bâtiment qui sera expulsé quatre jours plus tard, provoquant 17 garde-à-vue (les harragas envoyés au centre de rétention de Vincennes en sortiront quelques jours plus tard, la procédure contre les compagnons sera annulée lors d'un procès en juillet). On notera aussi qu'un bien appartenant à l'Etat tunisien, rue Botzaris, occupé cette fois avec la gauche et sous l'égide de petits-chefs associatifs, n'a pas plus réussi à tenir (15 jours). Enfin, c'est à la même période, vers mi-juin, que l'Etat fera la chasse de nuit dans le parc des Buttes-Chaumont et videra de force celui de la Porte de la Villette, où des harragas continuaient de dormir, éliminant le dernier point de fixation visible dans la capitale. Dès lors, ceux qui n'ont pas accepté d'aide au retour ou n'ont pas tenté leur chance ailleurs (en Italie ou dans d'autres villes) se retrouveront définitivement éparpillés, de débrouilles parfois terribles (six migrants tunisiens, égyptiens et libyens mourront dans l'incendie accidentel d'un squat à Pantin le 28 septembre 2011) en réappropriations temporaires plus ou moins heureuses (occupations autonomes ou communes avec des camarades en banlieue).

A côté de cette valse des lieux sous la pression permanente d'un Etat bien décidé à empêcher toute tentative de regroupement sauvage et d'auto-organisation, disons que les rassemblements ont pu être aussi bien conflictuels (avec cette chasse aux pompiers puis aux BAC en civils devant le 51 avenue Bolivar) que contre-informatifs (banderoles, tracts et micro ouvert en juin métro Couronnes), de même que les manifestations ont pu être autant des balades pour reprendre la rue que se terminer en brefs affrontements avec la police (comme le 9 mai à côté du gymnase, en solidarité avec des voleurs de supermarché pris en flag). Enfin, les perturbations successives du Village du Jasmin place de l'Hôtel de ville (22 mai), du siège du gestionnaire de foyers AFTAM (27 mai), du salon de l'immobilier tunisien porte

A notre avis, l'un des enjeux de cette lutte n'est pas seulement le partage d'un même dégoût contre les chiens en uniforme, et l'expérimentation commune de pratiques de débrouilles. Lorsqu'émergent des paroles comme «des papiers pour tous ou plus de papiers du tout», «ni police ni charité», «100 % liberté», ou que retentissent à nouveau les slogans des émeutes tunisiennes de décembre et janvier dernier (certes parfois mêlés avec ambiguïté à des chants de stade ou même à l'hymne national), c'est aussi un possible qui peut commencer à se dessiner : celui d'une révolte sans médiation contre toute autorité, et la mise en acte de ce fameux «*brûlons les frontières*» qui est à l'origine du mot *harraga*. Si la solidarité avec les soulèvements de l'autre côté de la Méditerranée, c'est aussi de se battre ici sans concession pour la liberté ; et si la détermination des harragas a pu croiser la nôtre lors d'occupations, de manifestations ou de débuts d'émeutes... le chemin commun qui s'ouvre pourrait être (dé)pavé de plus d'une mauvaise intention.

LES TUNISIENS, DELANOË LES PRÉFÈRE MORTS, RICHES OU EXPULSÉS

[Tract] Jeudi 30 juin 2011 à 11h, monsieur le maire et une cohorte de costumes-cravates viendront inaugurer une placette à Paris. Situé au carrefour de l'avenue Reille et de la rue Sibelle (14e), ce triangle de béton portera désormais le nom de Mohamed Bouazizi. Bouazizi est ce jeune vendeur à la sauvette harcelé par les flics qui s'est immolé le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid... déclenchant le soulèvement tunisien qui conduira à la chute de Ben Ali le 14 janvier.

Les Tunisiens, Delanoë les préfère riches

Un des arts de la domination réside dans le pouvoir de nommer les choses, afin de mieux les neutraliser. Ainsi, décider du nom des rues et des places où nous vivons, nous, est typiquement un apanage des puissants. Quel que soit leur bord, cette proposition de « place Bouazizi » a fait l'unanimité entre le PS et l'UMP au Conseil de Paris en mars 2011. Cette union sacrée sur le dos d'un mort qui n'en demandait pas tant, sonne d'ailleurs un peu faux, comme si tous avaient justement quelque chose à se faire pardonner. Sans vergogne, n'ont-ils pas tous fait pendant des décennies de bonnes affaires avec le désormais infréquentable Ben Ali ? Ce despote éclairé offrait des places de jet privé à Michèle Alliot-Marie et, en tant que membre de l'Internationale Socialiste, il festoyait avec Delanoë, Moubarak et Gbagbo... Et le banquet est loin d'avoir pris fin, vu qu'en Tunisie, la plupart des bons amis de M. le maire sont restés en place. On a pu en croiser de biens cossus au « village du Jasmin » le 22 mai sur le parvis de l'Hôtel de Ville, puis au « Salon de l'immobilier tunisien » le 11 juin, deux vitrines opulentes sponsorisées par la mairie.

Les Tunisiens, Delanoë les préfère expulsés

Le maire de Paris, ce grand ami des Tunisiens, met lui-aussi en oeuvre le savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre : le 4 mai, il fait expulser 128 harragas tunisiens d'un immeuble vide de la ville, au 51 avenue Bolivar (19e), les livrant ainsi à la police et aux centres de rétention. Début juin, il fait couper l'eau au square de la porte de la Villette, où des centaines

de Champerret (11 juin) ou de l'inauguration de la place Bouazizi par le maire (30 juin) ont à leur tour tenté de garder l'initiative, de porter des idées et essayé de faire d'une situation particulière un problème social.

C'ÉTAIT QUOI CETTE LUTTE ?

Un des aspects qui a le plus marqué cette lutte, c'est qu'il a manqué à la fois de temps et de l'espace afin de pouvoir commencer à expérimenter quoi que ce soit. Du coup, les différents bilans qui ont été tirés (oralement) à droite à gauche, le plus souvent pour faire de cette lutte partielle un contre-exemple, deviennent souvent caricaturaux parce qu'ils concernent plus une absence, ce qui n'est pas advenu, qu'un contenu déterminé à peine ébauché. Ces bilans reflètent en réalité souvent la conception étroitement matérialiste et utilitariste de leurs auteurs (« l'efficacité de la lutte » dans la satisfaction des besoins ou « en touchant beaucoup de monde », le fait que les occupations n'aient pas duré) pour tirer des conclusions négatives, tout en oubliant la dimension qualitative de la lutte, c'est-à-dire son comment et son pourquoi. Pour nous, elle ne se résumait en effet pas à un rapport d'occupation pour négocier un lieu et des papiers avec la mairie et l'Etat, mais il s'agissait plus d'une occasion pour aller vers des moments de rupture en rencontrant de nouveaux complices potentiels.

Du coup, une des difficultés posée par les faits énumérés ci-dessus est qu'ils ne peuvent à eux seuls rendre compte de ces aspects-là dans un mouvement d'ensemble. L'intensité et le contenu de cette expérience ont été très différents selon les uns et les autres, non seulement en fonction de leur participation ou de leur subjectivité, mais aussi en fonction des idées et des moments dont on discute. Si tout ne peut pas être mis sur un même plan au seul prétexte qu'il s'agit d'une même lutte, alors il nous faut par exemple distinguer un moment comme l'occupation de l'immeuble avenue Bolivar, de celui qui a suivi au gymnase de la Fontaine-au-Roi. Dans un cas, il s'agissait d'une occupation commune avec jusque 200 harragas, d'un début d'auto-organisation où l'antagonisme était dirigé vers l'extérieur, tandis que dans le second cas il s'agissait d'un simple dortoir où quantité de vautours (associatifs, religieux, politiques) venaient exercer leur racket, en s'appuyant sur un climat interne de guerre de tous contre tous⁴.

De même, on n'analysera pas les possibles de la même façon selon qu'on considère « la » lutte comme un tout homogène et quantitatif lié à des besoins (se loger) et à une condition (ne pas disposer de papiers en règle) particuliers, ou si on examine ce qui pouvait devenir le commun d'une partie de ses participants à travers une expérimentation potentiellement subversive : le rejet des autorités constituées, la détermination à arracher de quoi améliorer directement son sort avec la prise de risque qui en découle, la volonté de vivre ici et maintenant un certain goût de la liberté. Vue ainsi, cette lutte s'incarnait moins dans une quelconque centralité entre quatre murs (« un » lieu pour s'organiser) que dans des rencontres multiples liées à la brève cohabitation jusqu'au gymnase, et à la manière de se découvrir en manif. Elle pouvait partir dans un rapport offensif et mobile à la métropole (par la circulation des harragas et à travers la volonté de multiplier initiatives et perturbations), plutôt que des bureaux feutrés des bureaucrates de la mairie, moins d'une séparation irréductible entre « avec » ou « sans » papiers, « avec » ou « sans » logement, que de l'envie d'en découdre et de rompre la normalité. Bref, dans ce cas, les lignes s'entrelacent et s'agent plus autour d'envies, d'affinités, de contenus ou de méthodes, qu'à partir de différences matérielles initiales figées.

La question n'est bien sûr pas de nier ici des différences qui existaient, mais d'affirmer que ce qui a pu organiser les clivages était tout autant lié aux perspectives et à la manière de les faire vivre, et que ce sont ces aspects-là qu'il nous semble le plus important d'approfondir dans de telles luttes. A titre d'exemple, les camarades partisans de la négociation avec la mairie auraient presque pu former un pôle commun avec les harragas prêts à suivre l'imam qui s'est pointé (ou les associations tunisiennes), parce que tous étaient finalement disposés à médier la lutte avec des autorités (chacun les siennes) et à faire preuve d'efficacité dans la satisfaction de revendications. D'un autre

côté, des compagnons favorables à l'autonomie de la praxis pour prendre soi-même et directement ce dont on a besoin auraient presque pu lancer un pôle commun avec les harragas rétifs à tout commandement et pleins d'une rage communicative (ce qui, dit plus clairement, pouvait se traduire par l'ouverture de squats, le partage d'illégalismes et de plans thunes, le fait de se bouger pour effectuer vengeance et attaques contre la mairie, la machine à expulser, etc.) Nous disons «presque» dans les deux cas, parce que la lutte n'a pas eu le temps de se développer, et que ces pôles ne sont que des tensions qui auraient pu se redécouper aussi autrement et dans plusieurs autres directions.

Un autre exemple qui pose clairement comment ce sont autant, sinon plus, les idées et leur mise en pratique qui organisent la lutte que des différences prétendument objectives de condition, est la question de l'association entre individus. Peu à peu, plusieurs d'entre nous ont eu le sentiment qu'un début de perspective commune pouvait naître entre certains camarades/compagnons et certains harragas. D'un côté, tout le monde n'avait pas envie de cohabiter dans un même espace à une centaine de personnes (pour beaucoup inconnues et dans un climat tendu), d'un autre cela correspondait aussi à l'idée libertaire de luttes plus décentralisées avec des formes plus coordonnées qu'unitaires. De la même façon, la différence entre continuer à négocier des lieux avec la mairie/se les faire ouvrir ou s'en saisir soi-même ; de même que l'envie de lutter pour bien plus que des papiers et un toit pour soi et de manière horizontale ont pu constituer des bases suffisantes pour ouvrir un espace plus affinitaire sans être pour autant fermé, comme le foyer de la rue Bichat⁵. Ces affinités naissantes étaient également liées à des discussions, bien sûr, sur les frontières, les chefs ou la loi, la différence entre «soutiens» et «solidaires», le sens du mot «anarchiste» (popularisé par la mairie dans son communiqué pour justifier l'expulsion du 51 avenue Bolivar⁶) ou encore l'objet même d'une telle lutte. Si une partie des harragas issus de cette occupation de quatre jours sont encore présents aujourd'hui, qui sait ce qu'aurait pu donner cette initiative si elle avait pu durer, en terme de nouvelles complexités sur des bases anti-autoritaires ?

Pour rappel, cette association d'une trentaine d'individus sur des bases affinitaires a pu être vécue par certains camarades comme une sorte de «trahison» de la lutte, parce qu'elle portait une autre possibilité de s'organiser en son sein : non plus l'unité, même pourrissante comme la situation au fameux gymnase, mais la diversité, non plus la centralisation collective («eux» et «nous» en deux groupes, justifiés par des différences de condition), mais la coordination de groupes affinitaires (des individus associés, avec ou sans papiers, en fonction d'idées et de pratiques). Cette tentative infructueuse à cause de l'expulsion policière rapide a également parfois été décriée comme une «volonté de créer une avant-garde chez les harragas», affirmant en creux qu'il était évidemment impossible que des anti-autoritaires et des harragas puissent développer une projectualité commune. Comble de l'impuissance liée à des sujets bien trop indisciplinés pour des autoritaires, ou simple projection de ses propres catégories de pensée sur des adversaires ?

Toujours est-il que ce n'est peut-être pas un hasard si nous avons trouvé plus d'affinités potentielles avec certains harragas présents qu'avec beaucoup de camarades, et pour commencer une méfiance teintée d'hostilité vis-à-vis des médias, des partis et des syndicats⁷, le goût de l'affrontement avec les flics et une détermination qui tranchait avec l'activisme militant. Et même si s'organiser par affinités coordonnées n'empêchera peut-être jamais que des pompiers militants crient au casse-cou lorsque des harragas préfèrent rester ensemble en s'affrontant aux civils plutôt que de se séparer en montant dans les bus de la mairie vers un foyer carcéral, cela permettra en tout cas au moins de minimiser le poids des plus politiciens et des plus démocrates. On l'a d'ailleurs vu au début à l'occupation de Bolivar, lorsque le fonctionnement en «collectif de lutte» avec ses grandes assemblées pouvait se retrouver facilement paralysé ou bloqué par la seule présence de quelques menteurs professionnels liés à des associations ou des partis tunisiens. L'ouverture de Bichat était à l'inverse une tentative de commencer à multiplier des lieux de vie, d'auto-organisation et d'approfondissement

d'entre eux se sont réfugiés, puis les fait virer manu militari. Aux Buttes-Chaumont, il fait fermer les grilles du parc pour aider les flics à les traquer. Fin mai, il avait déjà repris de force le gymnase de la rue de la Fontaine-au-Roi, occupé depuis le 7, avec une trentaine de gros bras : 100 places dedans, et tous les autres dehors, à la rue.

En réalité, la mairie a tout fait pour empêcher tout regroupement et toute auto-organisation des harragas en lutte. Ses propositions se sont résumées lors de rares négociations à quelques places provisoires dans un foyer carcéral géré par une annexe du constructeur de prisons Vinci (l'association «Aurore»). Pour ceux qui ont refusé, c'est l'expulsion directe des lieux occupés puis le centre de rétention. Pour tous, la chasse quotidienne dans les rues de la capitale continue. M. le maire a trouvé des solutions de relogement : plus de la moitié des places du centre de Vincennes sont occupées par des Tunisiens.

Les Tunisiens,

Delanoë les préfère morts...

Delanoë s'intéresse à d'autres vendeurs à la sauvette que Mohamed Bouazizi. Rénovant Paris pour réaliser son rêve d'une ville propre, vidéosurveillée et si possible sans pauvres, il aimerait bien virer tous les biffins qui survivent en vendant des bricoles à Couronnes, au pont de Bagnolet, à la porte de Montreuil ou à la porte de Clignancourt... Ces pauvres qui, comme les Bouazizi du monde entier, sont harcelés quotidiennement par la police à coups de matraques, de gaz lacrymogène et parfois de flash-ball. Les flics piétinent leur gagne-misère, parce qu'ils ne disposent pas d'une patente en bonne et due forme. M. le maire supplie le préfet de faire «nettoyer» ces zones, ce qui a conduit fin janvier à la création d'une brigade spécialement musclée de quartier à Belleville, la BST.

Pour les charognards de la mairie, un vendeur à la sauvette tunisien n'a de valeur que mort, lorsqu'on peut le récupérer pour faire oublier qu'en haut, le grand business continue, et qu'en bas, les harragas d'ici, bien que pourchassés, sont bien vivants. Pour faire oublier que la «révolution», ce sont eux qui l'ont faite, et contre les amis de Delanoë et consorts de surcroît.

*Des complices du soulèvement tunisien,
avec ou sans papiers*

d'affinités, chacun sur des bases de lutte plus aiguës, qui avait vocation à se coordonner avec d'autres. Si on ne saura jamais comment cette projectualité qui envisageait la lutte autrement aurait pu se développer par la suite, il n'en reste pas moins que c'est en recommençant à expérimenter cette idée-là d'affinité et de coordination, non pas simplement entre compagnons mais aussi avec d'autres révoltés comme cela a pu se faire dans le passé, qu'on pourra peut-être sortir de la tyrannie du nombre et découvrir d'autres possibilités pour contribuer à la conflictualité sociale.

Pour finir, un dernier point qu'on oublie souvent un peu hypocritement et qui transcende lui aussi les fameuses conditions matérielles, est le rapport à la loi. D'un côté, penser que des sans-papiers sont incapables de gérer seuls un contrôle de police ou de franchir nombre de limites légales relève du paternalisme le plus obtus ou de l'aveuglement, quand on sait notamment comment nombre d'entre eux se débrouillent déjà au quotidien pour survivre. D'un autre côté, pas mal de camarades et d'individus solidaires choisissent pour des raisons personnelles ou par choix tactique de rester plus tranquilles sur cet aspect de la lutte. La question de la loi et de ses conséquences n'est pas négligeable, parce que la volonté d'en découdre des uns peut facilement devenir incompatible avec les velléités négociatrices des autres, tout comme l'envie d'exprimer sa rage face à l'autorité et ses médiations peut rapidement s'opposer à des choix plus modérés (défendus au nom de l'unité bien sûr !). A titre d'exemple, certains harragas en vue se sont opposés publiquement en dernière minute au départ d'une manifestation sauvage dans le quartier qui partait du gymnase (9 mai), incitant les autres à ne pas la rejoindre, au prétexte que celle-ci pouvait encore plus refroidir la mairie, qui avait déjà rompu les ponts de la négociation. Mainte-nue malgré tout parce qu'elle faisait sens pour nous, elle a non seulement été partagée par la plupart des harragas présents, mais a aussi permis de faire exploser contre une patrouille de flics venue arrêter des voleurs de supermarché toute la rage et les frustrations accumulées au gymnase. Elle a pu exprimer dans la rue aux yeux de tous la différence entre de pauvres malheureux qui végètent en attendant une solution institutionnelle, et des révoltés qui ont quelque chose d'autre qu'une demande de papiers ou de logement à affirmer contre l'existant, notamment un certain sens de la solidarité.

Pour nous, l'auto-organisation n'est pas seulement une méthode qui permet d'aller vers plus d'autonomie, c'est aussi

la possibilité concrète d'aller à tout moment vers plus de conflictualité, en se passant des habituels cogestionnaires de la misère. S'organiser selon ses perspectives et désirs tout en acceptant les prises de risque qu'ils comportent, est donc aussi une manière de ne pas se limiter aux carcans de la loi. Pour ne donner qu'un exemple, c'est comme cela que des individus qui risquaient 45 jours en rétention puis un aller-retour France-Italie, et d'autres qui risquaient plusieurs mois de prison (parce que sous contrôle judiciaire ou avec de gros procès à venir) ont pu s'accorder sur des visites communes d'immeubles vides ou sur l'affrontement avec les flics (en manif ou au cours d'expulsions musclées). Là encore, heureusement que les individus ne sont pas seulement déterminés par leur situation matérielle ou judiciaire, et que la solidarité, la curiosité ou le goût de l'approfondissement de la connaissance mutuelle dépassent et peuvent redéfinir les rapports initiaux.

UNE LUTTE POUR QUOI FAIRE ?

Lorsqu'on parlait au début de ce texte de tendre vers des moments de rupture, cela signifie bien sûr qu'on tente au quotidien d'élaborer des projectualités autonomes au sein de la conflictualité, mais aussi que certaines luttes partielles peuvent constituer des occasions supplémentaires pour le faire, en se transformant peut-être en moments de révoltes ouvertes contre une partie de l'existant. Démarrer d'un point particulier pour essayer d'en faire un problème social, cela revient d'abord à analyser la situation, puis à intervenir pour y faire vivre nos idées si on estime que l'espace y est suffisant, et proposer des méthodes (auto-organisation, attaque, conflictualité permanente avec les autorités) qui en se développant de l'intérieur des contradictions du fameux prolétariat pourraient précisément aboutir à ces moments de rupture.

Approfondir un parcours commun avec des révoltés qui se connaissent peu entre eux, qui disposent dans un premier temps de peu de ressources (argent, papiers en règle, logement, connaissance de la métropole, langue), c'est-à-dire de peu d'autonomie, pourrait sembler plus difficile que d'ordinaire, mais ce serait oublier que beaucoup étaient riches de quelque chose de bien plus précieux : une expérience de débrouille dans l'économie informelle sous la dictature de Ben Ali, et surtout pour certains, celle d'un soulèvement populaire récent suivie de révoltes dans les camps italiens, pour arriver jusqu'à Paname. Dit un peu plus brutalement, il ne nous semblait pas absurde de s'engager dans cette lutte



qui débutait de façon autonome (en dehors des médiations habituelles) pour y faire des propositions, malgré des différences de condition ou de vécu (les aspects nationalistes ou religieux qui ont parfois surgi à l'occasion). Dans cette optique, deux conceptions de la lutte ont pu se croiser : la résolution de problèmes matériels comme le logement ou les papiers à travers la création d'un rapport de force à même d'obliger l'Etat à concéder au mouvement des satisfactions partielles (x régularisations, y hébergements), ou le développement d'une conflictualité sociale, certes à partir de questions particulières, mais en s'adressant à tous. La perspective n'est alors plus de négocier quelque chose avec l'ennemi, notamment en veillant à ne pas perdre une position d'interlocuteurs crédibles par des choix tactiques trop speeds, mais d'entamer un dialogue au sein de l'antagonisme en développant des méthodes et des perspectives anti-autoritaires, vers une révolte commune sur ces bases-là. Encore une fois, l'idée n'est pas de partir avec des objectifs quantitatifs (lutter avec *tous* les harragas, impliquer un *maximum* d'individus solidaires), mais de construire une lutte partielle dont les qualités propres lui permettent de se constituer en dialectique avec d'autres luttes, individus ou antagonismes déjà présents qui tendent à remettre l'existant en cause plutôt que de l'aménager.

La question de la méthode n'est dans ce cas pas uniquement un simple synonyme de «forme», mais recouvre déjà en partie le contenu, c'est-à-dire la possibilité d'expérimenter une transformation des rapports sociaux vers un monde *autre*. Pour donner un exemple, on pourrait repartir des trois critères qualitatifs énoncés plus haut. L'auto-organisation est bien sûr ce qui permet à chacun d'exprimer ce qu'il est et ce vers quoi il tend, sans nivellement par le consensus, le collectif ou la majorité, mais c'est aussi la possibilité d'expérimenter de façon souvent douloureuse des rapports sans dirigeants ni dirigés, sans médiations ni autorités. La conflictualité permanente est bien sûr cette tension vers une réappropriation de tous les aspects de la vie de façon directe, mais c'est aussi l'expérimentation des rapports de force et de l'approfondissement critique contre les différentes facettes du pouvoir (démocratiques et degôche incluses). Quant à l'attaque, il s'agit non seulement d'une libération joyeuse des mauvaises passions contre tous les obstacles posés sur les chemins de l'émancipation, mais c'est aussi l'exploration des rouages disséminés de la domination en tirant tous les fils, et un exercice pratique qui vise dès maintenant à partager et expérimenter plus largement des pratiques d'action directe (l'expropriation, le sabotage) contre l'Etat et le capital. Ces aspects restent certes une ébauche, et ce n'est qu'avec un rêve anti-autoritaire ou anarchiste qui les accompagne qu'ils prennent leur véritable sens. Mais il n'en demeure pas moins qu'une tentative de bilan en matière de lutte partielle repose à notre avis avant tout sur ces dimensions, c'est-à-dire sur ce qui peut rester une fois qu'elle s'est éteinte, plus que sur le travail para-syndical à la Sisyphe de résoudre tous les problèmes matériels les uns après les autres, quel qu'en soit le prix.

Encore une fois, on ne peut discuter ici que de ce qui n'est pas advenu, et chacun peut facilement tirer la corde à soi. Dans un slogan ambigu comme «*des papiers pour tous ou plus de papiers du tout*», les uns verront le renforcement d'une oppression de l'existant (les papiers qui nous assujettissent à l'Etat) plutôt qu'une tension vers la négation de

ce dernier, et d'autres une revendication pour agréger tous les sans-papiers dans une même lutte plutôt qu'un pas vers un dépassement de cette question. Ce n'est d'ailleurs sans doute pas pour rien que ce slogan est parfois devenu «*liberté pour tous avec ou sans-papiers*» par la suite. Dans les expulsions rapides et successives des différents lieux occupés, les uns verront un échec de la méthode (pas assez de compromis avec la mairie, trop de rejet des forces de gauche), les autres l'impasse d'un mouvement radical qui ménage la chèvre et le chou en squattant d'un côté pour mieux négocier de l'autre, en se focalisant trop sur les aspects collectifs et matériels pour ne pas alimenter les dimensions offensives et/ou destructrices dans l'espace public. Enfin, dans la présence (faible peut-être, mais pesante) de membres d'associations, de partis ou de chapelles religieuses, les uns verront une des conséquences inévitables de l'élargissement à tout le monde (et à n'importe qui, donc), tandis que les autres l'analyseront comme un obstacle à l'auto-organisation et la reproduction d'assemblées à l'image de minis parlements où tout se vaut, moins basées sur des idées et des perspectives radicales que sur l'union illusoire de forces *politiques* intéressées à résoudre une question.

Oui, certains camarades participaient aux quelques réunions que la mairie a bien voulu concéder pour négocier l'octroi d'un lieu, mais d'autres, inutile de le nier même si la mairie de Paris s'en est servi comme prétexte pour justifier l'expulsion du 51 avenue Bolivar, pensaient que c'est à travers l'occupation de lieux et leur défense au sein d'une conflictualité (réduite à l'«affrontement avec les forces de l'ordre» par les autorités) qu'on pouvait faire vivre cette lutte. Oui, certains pensaient que la notion de rapport de force se crée sur une base comptable, soutenant même qu'il était «contre-productif» de laisser médias, partis ou associations à la porte du squat Bolivar (c'est-à-dire aussi hors de l'assemblée), mais d'autres pensaient non seulement que c'est une condition *minimale* pour discuter de façon autonome, qu'un rapport de force se constitue également *contre* eux, en s'adressant directement à tous ceux qui les considèrent déjà comme des récupérateurs et des ennemis et non à une vague opinion publique.

POUR CONCLURE

Si le fil qui nous a guidés tout au long de ce texte est celui de l'intervention dans les luttes, on peut à présent essayer d'en tirer quelques conclusions. Sans revenir sur les points esquissés à propos de la différence entre luttes partielles et révoltes, négociation et conflictualité permanente, auto-organisation pour satisfaire des besoins ou aller vers des moments de rupture, centralisation collective formelle et coordination de groupes affinitaires, nous souhaitons ajouter un dernier élément.

L'intérêt de ces lignes n'est pas pour nous de faire circuler un bilan opposé à celui qu'a pu faire une partie du mouvement radical parisien, et pas non plus de faire l'apologie d'une lutte qui, somme toute, n'a jamais pu déployer ses potentialités dans un sens ou dans un autre. En relevant par contre des éléments présents, des lignes de fracture ou des pistes en suspens, nous voulions à la fois expliciter des raisonnements qui ont pu traverser cette fin de printemps 2011, et transmettre des réflexions critiques sur la question de l'intervention à l'intérieur d'une lutte précise. En effet, cette dernière option ne va pas de soi, et on pourrait aussi

imaginer d'autres modes qui s'attachent plus à intervenir à côté ou de l'extérieur, avant comme après, options qui mériteraient à leur tour d'amples développements. Pour ne faire qu'un exemple, certains camarades sont immédiatement passés de cette lutte à celle dite des Sorins (occupation d'un bâtiment à Bagnolet par un collectif de Maliens pour obtenir un relogement), sans que ce lien ne nous semble évident. A vrai dire, son caractère peu conflictuel lié au poids des délégués comme à la forte présence des caritassociatifs en tout genre, son mode d'organisation subordonnant toute solidarité aux choix tactiques des occupants, son objet même (exclusivement tourné vers un relogement par la négociation avec le pouvoir) ne nous semblait laisser aucun espace pour une intervention autonome en son sein. Dans ce genre de cas, lorsqu'une lutte partielle se développe mais vient aussi rencontrer *de fait* une projectualité qui lui préexistait (sur un quartier ou un thème par exemple), on peut au moins se poser des questions sur la palette de possibilités d'intervention, plutôt que de s'y plonger toujours de la même manière, en une sorte de réflexe activiste du «c'est mieux que rien».

Il nous semble d'ailleurs même que si, par définition, la rupture de la normalité est un fait social, l'intervention révolutionnaire au sein des luttes partielles ne peut pas être automatique. Selon l'analyse de la conflictualité existante et l'examen des possibilités concrètes qu'elle recèle, beaucoup d'anarchistes font souvent le choix de rester en dehors, et de favoriser les rencontres et les approfondissements en suivant d'autres chemins. Le plus connu d'entre eux est la lutte spécifique, c'est-à-dire lancée à notre initiative, sur nos bases et avec nos méthodes, et généralement contre une structure ou une nuisance particulière (la construction d'un centre de rétention, d'une centrale nucléaire, d'une usine d'armement, d'un incinérateur,...). La seconde est l'intervention dans des situations de révoltes contre l'existant, comme les émeutes anglaises des années 80 ou les trois semaines de novembre 2005 ici, ou encore dans un contexte de révolte diffuse comme celui des années 70 en Italie ou ce qui se passe en Grèce depuis quelques temps déjà.

Il est vrai que les luttes partielles sont souvent peu propices à y développer un contenu subversif, et encore moins lorsque nous les rejoignons en cours de route, à un moment où elles sont déjà en partie sclérosées par toute une bureaucratie formelle ou informelle. Malgré ses limites, une des raisons qui nous a donc poussé à revenir sur la lutte avec des harragas à Paris, est justement le fait que nous ayons pu en être à l'initiative, parmi d'autres bien sûr et pas toujours

proches, et donc y expérimenter en partie concrètement des méthodes et des contenus anarchistes, et aussi parce qu'elle est restée ouverte du début à la fin. Cette expérimentation d'une conflictualité sociale entre compagnons et révoltés n'est peut-être pas généralisable en l'état ou reproductible, mais elle n'en constitue pas moins un bagage en terme de possibilités que chacun pourra approfondir et discuter ici ou ailleurs.

■

1. Harraga. Cette expression orale arabe, qui se comprend aussi bien en tunisien qu'en algérien, signifie « brûleur », comme « brûleur de frontières ». C'est un synonyme péjoratif de « clandestin », qui est aussi devenu petit à petit en positif le reflet de ces sans-papiers déterminés à franchir tous les obstacles.

2. Affiche *Quelle liberté ?*, Paris, fin janvier 2011

3. Voir notamment *Harragas*, supplément à *Pourquoi pas ?*, Paris, juillet 2011, 2 pages A2 recto-verso

4. Un climat lui-même lié à plusieurs facteurs comme les conditions matérielles (un grand espace unique pour dormir, se reposer, discuter et se réunir, impossibilité de cuisiner ensemble la récup...), l'épuisement et la méfiance légitime entre des individus qui ne connaissent pas assez, le manque d'expérience d'auto-organisation à l'intérieur et d'initiatives de rue à l'extérieur, la non-transmission de l'expérience de lutte en cours au flux de nouveaux arrivants au gymnase.

5. Conduisant à l'occupation de rue Bichat, qui avait à la fois vocation à devenir un foyer autonome pour une trentaine de harragas et un espace commun pour continuer l'offensive.

6. «*Les contacts sur place ont été rendus très difficiles par la présence de collectifs militants anarchistes ou radicaux qui ont préféré dénigrer l'action et l'engagement de la Ville et des associations plutôt que d'accompagner et d'aider réellement les ressortissants tunisiens. Ils ont pris une lourde responsabilité en entraînant ces derniers à rester sur place – à l'exception d'une dizaine qui ont accepté hier soir de rejoindre une structure d'hébergement – et en les encourageant explicitement à affronter les forces de l'ordre.*», communiqué de la mairie de Paris, 4 mai 2011

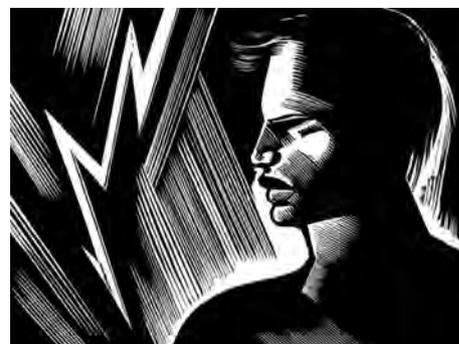
7. Dans l'immeuble occupé à Bolivar, la question est revenue plusieurs fois sur le tapis. L'assemblée commune a décidé à plusieurs reprises que les médias ne rentraient pas (ce qui n'a pas empêché quelques harragas ou solidaires de donner des interviews, mais hors du lieu et à titre individuel), et que les personnes extérieures pouvaient y entrer, mais dépouillées de leurs pin's, badges et autres drapeaux syndicaux ou associatifs. La porte était tenue en permanence ensemble entre harragas et camarades. Cette position ne va pas de soi en général dans les luttes de sans-papiers, et pas non plus dans les luttes spécifiques du mouvement parisien.

12



Aux insoumis de la pacification sociale

Des mutinés du vaisseau des morts, mars 2009



IL Y A DE PLUS EN PLUS D'INDÉSIRABLES dans le monde, d'hommes et de femmes pour qui cette société n'a prévu qu'un rôle, celui de crever. La société ne nous désire qu'ainsi : morts pour le monde ou pour nous-mêmes.

PARCE QUE L'EXPLOITATION, l'enfermement, le contrôle, l'isolement ou la domination ne sont pas que des mots, on peut se briser les os courbé sur une machine à coudre, comme derrière une chaîne de montage ; on peut tourner en rond dans une cage en attendant d'être ligoté dans un charter, comme compter les jours en attendant le prochain parler derrière l'hygiaphone ; on peut aller chercher des mômes à l'école avec l'angoisse de se faire arrêter à la sortie, comme les y abandonner pour regarder tranquillement sa télé ; on peut s'entasser à dix dans une cave, comme on peut se croire chanceux dans une cage à poule ; on peut échapper à la rafle des flics pour retomber dans les filets de la communauté, comme on peut esquiver le contrôle de la BAC pour finir sous la coupe de ses grands frères ; on peut interpellé les petits voleurs en faisant le vigile, comme on peut dénoncer les incendiaires de poubelle de derrière sa fenêtre.

13

DANS CETTE GUERRE SOCIALE sans trêve, ce n'est pas notre misère commune, mais la vigueur avec laquelle nous la combattons qui nous permettra d'abattre ce système. Si nous nous sentons en l'occurrence solidaires des sans-papiers révoltés, ce n'est pas pour déverser un racket politique de souteneurs et créer un énième sujet politique qui serait vertueux de par sa condition. Et ce n'est pas non plus pour assister une *victime* en péril, à la façon des charognards humanitaires. Nous ne sommes pas *du côté* des indésirables, nous en sommes. L'entraide et la lutte ne peuvent ainsi se construire entre nous qu'à partir de bases de réciprocité et d'offensive.

QUAND ON NOUS VEND l'image de la mère de famille élevant seule ses six enfants, de l'honnête ouvrier qui œuvre – pourtant – à la bonne santé de l'économie nationale, de l'enfant séparé de ses parents mais entouré de camarades de classe aimants, voire de l'universitaire reconnu jusque dans son bled, c'est la tactique du scandale qui pointe sa sale gueule de bonne sœur. S'indigner à grand renfort d'affect sur les "bons sans-papiers injustement réprimés", c'est faire comme si l'occupation policière, les rafles, les camps, les expulsions, mais aussi les marchands de sommeil ou de sueur, étaient des "dérives" à rectifier. C'est oublier que c'est aussi une conséquence très *démocratique* d'un monde qui transforme tout et tous en marchandise.

L'OBJECTIF DE L'ÉTAT n'est pas de déporter tous les sans-papiers. Les exploiter par milliers permet en effet d'abaisser le coût du travail ici (dans la restauration, le BTP, la confec-

tion, la culture saisonnière) en imposant des conditions d'exploitation généralement cantonnées un peu plus loin. L'enfermement et l'expulsion d'une partie d'entre eux est un des moyens d'apprendre la peur et la résignation à tous.

CETTE TERREUR LÉGALE, la gauche, aussi bien que la droite, en porte la responsabilité dans une digne continuité de l'abjection. On ne peut donc pas, même inconsciemment, cautionner l'idée d'une "gauche utile" ou traîner à sa remorque. En somme, il ne s'agit pas de revendiquer une meilleure *intégration* (que ce soit à travers des papiers, un boulot ou un toit), mais plutôt, en développant des liens basés sur la liberté et la réciprocité dans une lutte sans médiation, d'arracher des moyens pour reprendre sa vie en main. Aucune *politique* ne pourra jamais se substituer au changement réel des rapports.

POURTANT, CE SYSTÈME n'est pas une grande machine abstraite qui nous laisserait uniquement la possibilité d'être écrasé ou d'y participer. Il est composé de mécanismes qui s'incarnent dans des hommes et des structures qui se trouvent à tous les coins de rue : les gestionnaires de la domination quotidienne – légale (administrations, banques, proprios...) comme illégale (mafieux ou négociants) – font de beaux exploités comme de belles balances ; les prisons sont construites par des entreprises (Bouygues, Eiffage...) qui possèdent des chantiers un peu partout ; les expulsions sont effectuées grâce au concours de compagnies (Air France, Royal Air Maroc...) et de chaînes (Accor) qui possèdent des agences ; les rafles se font avec la complicité active des contrôleurs (RATP, SNCF...). Tous ont un visage, un nom, des adresses, et chacun peut à sa façon leur exprimer son dégoût.

Bien entendu, la loi n'étant qu'un instrument au service des puissants, ce n'est certainement pas en la respectant qu'on pourra avancer, pas plus qu'en se définissant contre elle : nos actes se mesurent *sans* code pénal, à l'aune de notre éthique et de nos perspectives enragées.

MÊME SI LE PROBLÈME des papiers ne se réglera que par l'abolition de toutes les frontières, même si les centres de rétention, comme les autres lieux d'enfermement (prisons, locaux de garde-à-vue, asiles psychiatriques, écoles, bagnes salariés...), ne seront détruits qu'avec la fin de l'autorité... n'attendons cependant rien ni personne. En chemin se rencontrent aussi des complices, parce qu'en s'attaquant à la liberté d'un individu, c'est à la liberté de tous qu'ils s'en prennent.

POUR BRISER LES CHAÎNES de la résignation et de la peur, peu importe *l'époque*, il est toujours la même heure. Il est plus que temps...

LA REPRESSION

ET SON PETIT MONDE

NN, août 2012



QUELQUES RÉFLEXIONS POUR NE PAS FAIRE D'UN THÈME PARTICULIER UN POINT ISOLÉ

Aujourd'hui, le constat que nous vivons sous le règne de la séparation est plutôt partagé, et n'a rien de bien original. Les analyses qui pointent ce mécanisme ne manquent pas, même si les partisans de l'économicisme tendent encore à le réduire à sa plus simple expression. Sur-tout, chacun, chacune éprouve profondément et au quotidien à quel point l'organisation sociale qui repose sur tant de séparations contribue à nous rendre étrangers les uns aux autres ainsi qu'à nous-mêmes, combien elle nous mutile de/ avec notre environnement, combien la division du temps, de l'espace, des activités participe de la dépossession individuelle et généralisée. Il est donc logique que des discussions portent sur comment battre en brèche cet état de choses, en réfléchissant aux éventuels liens à créer entre celles et ceux qui vivent cette nécessité, mais aussi aux manières d'aborder et de relier sans les hiérarchiser les divers aspects de la domination. Car en fin de compte, le but n'est-il pas d'en finir avec les misères qu'elle engendre ?

Pourtant, tout n'est pas si simple, et il n'est pas rare que des luttes qui se veulent radicales reproduisent assez vite certaines formes de morcellement. C'est par exemple le cas lorsque des catégories inhérentes au système que nous souhaitons voir disparaître sont reprises telles quelles, notamment comme point de départ d'un possible commun. Comme si faire des travailleurs, des précaires, des prisonniers, des sans-papiers ou autres «sans» d'hypothétiques sujets de lutte ou de transformation sociale ne correspondait pas justement à ce qu'on aimerait faire de nous : une juxtaposition d'identités parcellaires enfermées dans différentes cases, bien que poreuses et perméables. Même si ces définitions sont liées à des situations sociales bien réelles, elles n'en réduisent pas moins des individus aux seules positions que la société leur assigne, et ne disent en tout cas rien de qu'ils sont, font, veulent ou ne veulent pas.

Alors, plutôt que de reproduire à l'infini ces catégories, parfois érigées en identités, ne serait-il pas possible de s'associer sur la base d'un commun qui dépasserait la condi-

tion particulière faite à chacun ? Un commun qui ne serait certainement pas un Tout, mais pourrait s'incarner en négatif comme en positif dans des refus, des désirs, des idées partagées et portées par chacun. Approfondir ces aspects contribuerait sans doute à sortir de la dichotomie intériorité/extériorité inhérente à tout sujet/identité, mais aussi à avancer vers des projets en tension avec nos aspirations réelles, comme par exemple cette volonté farouche d'en finir avec toutes les cases et cages auxquelles nous nous heurtons (frontières, enfermement, salariat ...).

Un autre frein à la remise en cause de toutes les séparations qui nous sont imposées réside certainement aussi dans le fait de concevoir nos luttes comme étant nécessairement partielles. Or, plus un terrain de lutte sera d'emblée défini étroitement, et plus lui seront imposées des limites difficiles à dépasser, tant au niveau des échos qu'il pourrait rencontrer, que de la remise en question de l'ensemble de ce système social. Les sauts qualitatifs – qui ne sont pas nécessairement quantitatifs – sont certes toujours possibles, mais il reste alors indispensable que celles et ceux qui les souhaitent oeuvrent réellement à ce que la lutte ne tourne pas sur elle-même, ou ne se focalise pas sur les seuls objectifs considérés à tort ou à raison comme plus facilement et rapidement atteignables. Dans une perspective émancipatrice, pourquoi en effet détacher arbitrairement les « besoins » (plus ou moins immédiats selon les critères) des envies et des désirs qui les accompagnent ? Pourquoi devrait-on maintenir une quelconque ambiguïté sur ce que nous pensons du fonctionnement de ce système, et l'antagonisme que nous souhaitons lui opposer ? Au nom de quoi se mettrait-on à défendre ou à revendiquer des miettes, au lieu de porter un possible commun, comme par exemple le dégoût de l'exploitation et de l'esclavage salarié et le goût du sabotage de ce monde ; la critique de l'urbanisme concentrationnaire et les débrouilles offensives qui en découlent ? Pourquoi isoler certaines parties d'un tout qu'il ne s'agit ni de réformer ni d'humaniser, mais bien de détruire ?

Bien sûr, libre à chacun d'attaquer le monstre des rapports aliénés par les angles qui lui paraissent les plus propices ou

lui tiennent le plus à coeur. Cependant, c'est de la manière de porter ces attaques – évidemment liée aux pourquoi – que dépendra aussi leur dimension subversive. C'est à partir de là que se posent toute une série de questions (aux conséquences éminemment pratiques) quant aux objectifs que nous nous proposons d'atteindre, aux moyens que nous pensons adéquats, ce à quoi nous aspirons et ce que nous espérons développer à plus ou moins long terme, à nos perspectives générales en somme. Il s'agit là de questions essentielles qui font partie de la lutte pour nous réapproprier nos vies, et pas de simples jeux d'esprit. En outre, les réponses que chacun, chacune y apporte au quotidien comme dans n'importe quelle lutte particulière, pourraient bien constituer une base pour dépasser les fausses séparations.

Bien sûr, le but n'est pas de tenter d'unifier ce qui, pour de vraies raisons de fond, comme des visions ou des perspectives antinomiques, s'avèrerait inconciliable. Cela ne pourrait d'ailleurs s'opérer qu'au prix de concessions d'ordre politiques ou de renoncements essentiels. L'idée serait plutôt de chercher et de nouer des complicités à l'intérieur de parcours de lutte contre l'autorité et ce qu'elle veut nous imposer.

DANS LE VIF DU SUJET : « RÉPRESSION ET ANTI-RÉPRESSION »

15

Liée à la survie ou aux désirs inassouvis de vivre libres, la répression s'impose sous bien des formes. Vue l'étendue des répressions qu'exerce ce système à travers tous ses rouages et des pressions quotidiennes que produisent l'ensemble des rapports sociaux – dont nous sommes partie prenante et que nous reproduisons aussi – il y a de quoi faire... En ce sens, lutter contre la répression et ce qui la sous-tend ne consiste ni plus ni moins qu'à se battre contre l'ensemble des rapports de domination et pour la liberté. Mais ce n'est généralement pas ce que l'on entend par là.

Si la répression fait certes partie du quotidien, c'est aussi une question qui se pose immédiatement dans toute lutte, particulièrement lorsqu'elle ne fait pas mystère de sa volonté de bouleversement social. Tenter d'oeuvrer directement à la destruction de ce système nous expose à ses foudres, comme quelques affaires nous l'ont rappelé ces dernières années en France. Ce qui est le lot habituel dans d'autres pays, c'est-à-dire une répression spécifique contre des idées et des actes menaçant et visant à renverser l'ordre établi, est donc à nouveau à l'ordre du jour.

Dans les deux cas pourtant, qu'il s'agisse du quotidien de la domestication ou des luttes particulières, c'est de la manière dont on analyse la

POSSIBILITÉS

Forger et utiliser ses propres moyens de lutte placerait-il de fait en-dehors du champ des luttes sociales ? C'est le discours que tiennent l'Etat et ses relais directs car ils défendent leurs intérêts. Cependant, il semble plus étrange de constater à quel point il est intégré chez la plupart des personnes qui prennent part aux mouvements de lutte. Chacun devrait avoir à l'esprit que plus l'Etat, sa justice et sa police, restreignent le champ de ce qui est permis, plus celui de l'illégalité s'étend au point de s'immiscer dans l'ensemble de nos faits et gestes. Ne pas se satisfaire des critères édictés par l'Etat et ses acolytes, n'est pas faire preuve d'un esprit de transgression « extraordinaire », c'est simplement se donner la possibilité d'agir au quotidien.

Kalimero, février 2008

Beaucoup se sont rendus compte que le problème de la répression ne peut être réduit au cercle des révolutionnaires. La répression — directe comme indirecte — implique des franges toujours plus larges de la population. C'est la réponse d'une domination qui sent crouler la terre sous ses pieds, consciente de l'abîme qui se creuse entre l'insatisfaction générale et la capacité de récupération de ses serviteurs historiques : les partis et les syndicats. Sans en approfondir ici les raisons, il suffit de dire que si les subversifs parlent autant de prison c'est parce qu'il est toujours plus facile d'y finir et qu'ils sentent, en même temps, la nécessité de ne pas se limiter, face à un tour de vis complexe, à la défense de ses propres compagnons incarcérés. Là commencent les problèmes. Si on ne réussit pas à s'opposer à la répression indépendamment des individus sur lesquels elle s'abat, alors chacun défendra ses propres amis et compagnons, ceux dont il partage les idées, les passions et les projets — et c'est inévitable qu'il en soit ainsi. La solidarité contre la répression, lorsque cette dernière frappe des révolutionnaires avec lesquels on n'a aucune affinité, doit être bien distincte du soutien aux projets politiques qu'on ne partage pas ou qui sont justement antithétiques à ses propres désirs antipoliticiens. Or, plus le cercle des initiatives se restreint aux révolutionnaires, plus on risque justement d'aider à ressusciter des hypothèses autoritaires heureusement en ruines. Plus elle est vaste, vice et versa, et plus les deux niveaux (celui de la solidarité contre, et celui de la solidarité avec, c'est-à-dire de la complicité) sont bien séparables. Ainsi, il est plutôt étonnant que, sachant la portée sociale et universelle de la manie répressive, il soit proposé comme « solution » de plusieurs côtés l'unité d'action entre... les composantes révolutionnaires. De cette façon, non seulement on s'isole du reste des exploités qui subissent comme nous le poids du contrôle social et de la flicaille, mais on s'illusionne aussi sur un des aspects non négligeables : une telle « unité d'action » a un prix (peut-être pas dans l'immédiat, si les rapports de force sont favorables, mais à la longue si). Si plutôt que d'être cent anarchistes à une initiative, nous sommes cent cinquante parce que nous rejoignent cinquante marxistes-léninistes, et que pour obtenir cela on doit signer des affiches et des tracts rédigés dans un jargon plus ou moins

impénétrable, s'agit-il là d'un quelconque « élargissement » ? Ne serait-il pas plus significatif d'organiser une initiative, même à dix, mais en affrontant les problèmes ressentis par beaucoup et en exprimant des contenus plus proches de notre façon de penser et de sentir ? Quant à la solidarité spécifique avec nos compagnons à l'intérieur, il existe bien d'autres formes...

Je ne voudrais pas que cette attitude soit lue comme une « fermeture idéologique » ou comme la recherche d'une hégémonie sur d'autres groupes. C'est justement pour ne pas raisonner en termes de sigles, de chapelles et de formalismes qu'il vaut mieux que les propositions soient larges et claires, sans avoir comme interlocuteurs des groupes politiques précis, mais au contraire tout un chacun qui se sent concerné : ensuite, ceux qui veulent participer d'égal à égal sont les bienvenus. Si les autres révolutionnaires appliquaient la même méthode, cela serait profitable à tous. Il flotte un air d'alliances plus ou moins de convenances que je trouve irrespirable. Les fronts uniques, les unités d'action entre forces révolutionnaires – bien au-delà d'un objectif spécifique de lutte, dans laquelle on se confronte avec toute personne intéressée, qu'elle soit un camarade ou pas – font partie, pour moi, de la défense d'une maison inhabitable. Et ceci, indépendamment de combien Pierre ou Paul sont des personnes gentilles, correctes ou sympathiques ; c'est un problème de perspectives. Répondant à Bordiga, Malatesta dit une fois plus ou moins cela : « Mais si, comme le prétendent ces marxistes, les différences entre eux et nous sont si subtiles, pourquoi plutôt que de vouloir nous faire adhérer à leurs comités ne viennent-ils pas dans les nôtres ? ». Faire les choses entre anarchistes, donc ? Pas du tout. Agir sur des bases claires, même à quelques uns, mais s'adresser à tous les exploités, à tous les insatisfaits de cette perpétuité sociale. Et insérer dans ce que nous disons et faisons — qu'il s'agisse d'une lutte contre les incinérateurs, contre les expulsions ou pour un toit — le problème de la prison (et donc de nos compagnons à l'intérieur). Non pas en juxtaposant ou en collant au reste « la question carcérale », mais au contraire en dévoilant les liens réels sur la base de l'expérience commune. N'importe quelle lutte autonome se heurte, un jour ou l'autre, à la répression (soit en l'affrontant ouvertement, soit en se repliant pour l'éviter). Même les occupations de maison posent le problème de la police, des intérêts qu'elle défend, du contrôle des quartiers, des ghettos et des taules. L'auto-organisation sociale est également toujours une auto-défense contre la répression.

répression en général que découle comment on décide de l'affronter publiquement. Avec les conséquences très pratiques que cela ne manque pas d'avoir.

Se focaliser uniquement sur tel ou tel outil répressif (l'ADN, le flash-ball, l'énième loi « sécuritaire » ...) alors que l'arsenal déjà fourni ne cesse de s'agrandir, revient souvent à se placer sur le terrain défini par l'Etat. C'est ainsi le cas lorsque l'étude technique de certaines « innovations » ou perfectionnements supplante l'analyse des contextes dans lesquels ils s'insèrent et plus encore quand la contestation se borne à réclamer leur abolition, ouvrant grand la voie au réformisme. Cela peut aussi passer par le fait de reprendre des catégories créées par d'autres, si ce n'est pour les revendiquer, tout au moins en s'y attachant exagérément. On pourrait citer pêle-mêle les « délinquants de banlieue », les « terroristes », les « militants » ou les « membres » de telle ou telle « mouvance ». Personne n'a le monopole de certaines pratiques offensives, à moins de nier la dimension sociale des illégalismes. Plus généralement, attaquer la répression par le plus petit bout de la lorgnette ne permet guère d'élargir le champ d'intervention vers une remise en cause de la Loi en soi. De même, considérer comme inacceptable telle ou telle répression particulière amène presque inévitablement à tenter d'en démontrer le caractère infondé ou injuste – en mettant notamment en avant l'innocence ou quelque préten- due déviation du droit.

Les cris d'orfraie qui reviennent régulièrement à propos d'une soi-disant « criminalisation du mouvement social » en sont un exemple banal. La « légitimité » des accusés ou de certains actes devrait manifestement découler de leur caractère « militant » ou du contexte de lutte – avec la carotte qu'un grand nombre de participants constituerait en plus une circonstance atténuante. Cela signifie-t-il que des individus ou des pratiques qui ne rempliraient pas ces conditions seraient légitimement condamnables ? A force d'insister sur l'aspect collectif d'un mouvement ou celui partagé d'une pratique à des moments donnés, ne finit-on pas par découper la conflictualité en petites tranches plus digérables par la répression, et surtout par ignorer une grande partie de l'antagonisme, celle pratiquée quotidiennement de manière diffuse, qui a ses raisons propres et utilise tous types de moyens liés à l'imagination et la détermination ?

Un autre exemple de cet enfermement sur le terrain de l'Etat est la polarisation sur certains types de procédures (comme l'anti-terrorisme) vues comme des exceptions, ce qui revient à reconnaître, ne serait-ce qu'en creux, la loi, la justice et l'ordre « normal » qui les sous-tend. Il n'est pas étonnant dans cette logique que les médiations institutionnelles classiques (partis, syndicats, médias...) soient utilisées pour s'adresser à l'Etat, puisque celui-ci, mis face à ses responsabilités, serait supposé rec-



tifier ses abus ou les erreurs de ses serviteurs. Tout se passe donc comme si, au nom de l'urgence et d'une certaine « gravité de la situation », on pouvait soudain évacuer la question du fonctionnement de ce système, mettre en avant les libertés formelles qu'il est censé garantir, jouer sur l'indignation voire la récupération citoyenne, quitte à réhabiliter de fait l'idée de démocratie, de délégation et de représentation.

Ce type de réflexes antirépressifs, même quand leurs intentions ne sont pas strictement politiciennes, n'en neutralisent pas moins toute portée subversive. Ils se produisent aussi et surtout, au-delà de chaque cas particulier, quand la répression est vécue comme un moment séparé, une sorte de parenthèse où toutes les contradictions seraient abolies. Et c'est ainsi que l'action directe peut allègrement cohabiter avec des stratégies opposées, finissant toujours par être instrumentalisée à leur profit, et qu'on pourrait utiliser en soutien n'importe quels larbins de la domination et les pompiers de service (élus, prêtres, partis ou syndicats, peu importe). Cette logique démocrate du tout compatible tant qu'on reste raisonnables, contribue précisément à intégrer la contestation, à éliminer le dissensus et participe à ce que l'Etat puisse atteindre ses objectifs de



Les lucioles, on les voit parce qu'elles volent la nuit. Les anarchistes font de la lumière aux yeux de la répression parce que la société est grise comme la pacification. Le problème, ce ne sont pas les lucioles, mais bien la nuit.

En emprisonnant les libertaires, en les présentant comme des monstres, des rêveurs ou comme les derniers fantômes d'une idéologie révolutionnaire ; en s'inventant des « bandes armées » pour les séparer des autres exploités et pour renouveler la fausse alternative : réformisme ou barbarie ; l'Etat fait son travail. Mais la répression n'est pas seulement une réaction à ce que nous faisons, elle est aussi un projet et une pratique permanents du pouvoir. La meilleure façon de réprimer la révolte est d'étouffer le désir même de se révolter, d'incarner à l'avance la volonté de créer une vie différente. C'est à ça que servent les méthodes toujours plus efficaces de domestication sociale. La technologie informatique sépare de plus en plus les individus et permet une organisation de l'espace toujours plus fonctionnelle pour la domination. Les exigences de l'économie épousent celles du contrôle, et vice-versa. Avec toutes sortes de cartes électroniques par exemple, on peut suivre les déplacements des gens presque partout. La division du territoire urbain rend les mouvements obligatoires et les interventions des flics faciles. La présence des appareils policiers se fait plus discrète dans la mesure où les villes se transforment en immenses casernes. C'est ce type de répression préventive qui fournit la base pour une répression sélective et ciblée. La répression fait partie de la production, plus générale, de paix sociale. Et cela va de pair avec les nouvelles formes de l'intégration et de l'idéologie de la participation. Les individus qui n'ont pas une vie régulière, qui ne se laissent pas commander passivement par le travail, l'urbanisme et la marchandise, deviennent toujours plus visibles. Et plus « visibles », dans l'absence généralisée des passions subversives, se font également les libertaires qui continuent à parler de destruction de l'Etat et qui ne croient pas que le pouvoir puisse se dissoudre tout seul ; qui luttent avec les exploités pour transformer des émeutes isolées en insurrections conscientes.

Le problème, encore une fois, c'est la nuit. Agir « malgré la répression » signifie, selon moi, comprendre les modifications de l'Etat et du capital et nous donner les moyens pour nos propres projets. Prendre l'initiative, se battre avec les dépossédés contre des objectifs précis, avec nos propres contenus et nos propres méthodes. S'organiser directement, en dehors de toute représentation politique, et diffuser partout la révolte. Se rendre compte de la portée internationale des enjeux, pour établir des contacts afin de troubler les plans de mort de l'économie et des Etats. La pire des erreurs serait celle de croire bêtement qu'on est dangereux parce qu'on nous réprime. Il faut apprendre à lire la répression. Elle agit souvent à l'avance pour nous séparer, pour interdire nos rêves et nous incarcérer dans la mise en scène des images et des rôles.

Dans un projet subversif qui devient en même temps une façon de vivre ensemble, on découvre l'affinité réelle, la connaissance réciproque et la confiance, qui comptent plus que n'importe quelle adhésion abstraite à des idées et des programmes. C'est dans ce même projet passionnant que se créent, au-delà des frontières, les rapports de solidarité pour s'opposer aux pratiques répressives d'un procureur quelconque.



contention. Un tel renversement est particulièrement troublant et criant quand l'une des prétentions de départ était la remise en cause de l'ordre existant.

RÉPRESSION, ETAT ET RAPPORTS SOCIAUX

Une autre manière d'affronter la question pourrait à l'inverse consister à ne pas faire de la répression une exception à l'ordre de ce monde, y compris quand elle frappe de manière spécifique celles et ceux qui sont déterminés à saper ses bases.

Même en ne s'intéressant qu'aux seuls appareils policier, judiciaire et carcéral, il est difficile de ne pas se rendre compte de tous les moyens dont ils disposent et font usage pour maintenir et préserver l'ordre social. Que ce soit pour défendre la sacro-sainte propriété, le monopole de la violence, les valeurs et les normes dominantes érigées en lois, l'Etat s'est donné depuis belle lurette les moyens de contrôler, de menacer et de punir ; et il ne s'en prive pas. On ne peut donc attaquer fondamentalement ces piliers de la société sans mener une critique directe de l'Etat en soi, dont la seule existence signifie la répression des désirs et volontés individuelles au nom de quelque intérêt supérieur ou d'un supposé « bien commun ». Un aspect trop souvent absent lorsque le combat s'arrête plus ou moins volontairement sur les expressions visibles de la police (qui ne se réduit pas aux seuls uniformes), de la justice (qui couvre un champ plus large encore que tous les codes pénaux) et de la prison (si présente au delà des murs).

De même, on ne peut séparer une fois de plus ce qui va intrinsèquement de pair, c'est-à-dire l'aspect nécessairement coercitif de l'Etat de son côté prétendument « social », comme si cet aspect ne faisait pas partie intégrante de l'ensemble de sa gestion, comme s'il ne modelait et n'envahissait pas les écoles, les lieux de travail, les organismes sociaux et tous les endroits où nous habitons.

L'écrasement que nous subissons et contre lequel il s'agit de lutter est aussi un rapport social. A trop insister parfois sur la coercition et tous ses instruments, on en vient facilement à exagérer ses effets – déjà énormes – par rapport aux possibilités de les affronter, mais on risque surtout de passer à la trappe d'autres mécanismes sociaux qui travaillent largement à la pacification (notamment dans les systèmes

démocratiques) et qui reposent aussi sur diverses formes de consentement, d'adhésion et de participation.

En réalité, la question n'est pas de refuser a priori toute lutte qui prendrait telle ou telle structure ou processus répressif comme point de départ dans l'attaque de ce monde, mais de faire en sorte que l'ensemble des dimensions posées ici soient présentes. Pour ne pas détacher la répression de la critique de l'Etat dans son ensemble, et ne pas réduire non plus cette dernière à des dispositifs séparés des rapports sociaux, on pourrait par exemple aborder la question de la prison sociale, qui ouvre de vastes débouchés théorico-pratiques et des possibilités d'approfondissement.

Remettre en cause toutes les prisons implique en effet de se pencher sur les mécanismes de contrôle et d'enfermement qui traversent l'ensemble de la société. En ne se concentrant plus uniquement sur un aspect particulier de la gestion carcérale ou sur la mise en place de nouveaux dispositifs répressifs ou de surveillance, on peut dans un même mouvement se saisir des codes moraux et sociaux qui constituent autant de strates participant à la domination et peuvent aussi s'incarner très concrètement... Pour n'en citer que quelques unes, il y a le rapport à la loi (quelle qu'elle soit) et au conflit, la collaboration citoyenne, le contrôle social diffus sur les différents aspects de la vie de chacun, chacune. S'attaquer à ce qui nous enferme au quotidien comporte alors un défi de taille : porter des contenus et des pratiques résolument anti-autoritaires au coeur des rencontres que nous espérons faire dans une lutte contre les différents murs de cette prison sociale.

De même, une lutte spécifique contre telle ou telle structure carcérale peut avoir pour but de l'attaquer directement pour la détruire, mais avec en ligne de mire le « monde qui la produit ». Ce n'est en effet pas un vain mot ou un simple slogan, lorsque les objectifs que se donne une telle lutte sont aussi la diffusion d'idées émancipatrices, la propagation de manières de s'auto-organiser qui permettent à chacun, chacune de prendre l'initiative en dehors des médiations institutionnelles et de toute hiérarchie, ainsi que l'extension des hostilités individuelles et collectives dans une perspective révolutionnaire.

Autant de choses à creuser dans ce genre de luttes comme dans n'importe quel combat que nous souhaitons impulser ou auquel nous décidons de participer.

RAPPORTS DE FORCE

Parce que nous savons que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous le connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers, en apportant une aide technique pour la défense et en participant à la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal.

Kalimero,

C'est vraiment trop injuste !, juin 2007

Une critique classique adressée à celles et ceux qui feraient de « l'anti-répression », et au réflexe anti-répressif en général, est la tendance à délaissier provisoirement le reste de ses activités pour se restreindre à une stricte autodéfense. Trop souvent en effet, quand la répression vient frapper à la porte, elle paralyse non seulement des énergies par ses effets directs et son épée de Damoclès, mais elle parvient aussi à monopoliser le terrain et le calendrier. Il arrive ainsi qu'à force de concentrer l'essentiel du temps et des efforts sur ce qui arrive aux compagnons ou camarades, on en vienne à perdre de vue ce contre quoi ils se battent et à négliger, voire abandonner, le pourquoi nous nous battons. Triste paradoxe, auquel s'opposerait comme un effet miroir, la proposition malheureusement souvent conçue de manière bien trop abstraite et détachée, de poursuivre généralement les luttes. Comme si de rien n'était ?

Il ne s'agit pas de faire ici une proposition de lutte anti-répressive, encore moins si celle-ci devait se substituer à l'offensive contre l'ensemble de ce système. Nous savons que le terrain de l'opposition à la répression est miné, mais à peu de choses près, ni plus ni moins que tout ce que ce monde nous réserve, car nous n'en n'avons pas choisi les contours. Comme dans tout combat qui se présente, c'est donc à nous de décider de ce que nous voulons en faire ; de choisir d'en déplacer les termes, s'ils sont par trop enfermants ; de tenter de le porter là où le bât blesse, où existent des possibilités d'échos, voire de rencontres complices dans l'antagonisme. Dès lors, au nom de quoi refuserait-on de prendre à bras le corps cet aspect de l'affrontement ? Si nous les envisageons dans le vaste contexte de la guerre sociale à laquelle nous prenons part, il ne devrait pas être si difficile ni artificiel de répondre à ce genre de coups en les reliant aux autres oppressions et surtout aux autres révoltes.

La solidarité ne se base pas sur le fait répressif en tant que tel, mais sur ce en quoi nous nous reconnaissons, dans ce qui peut motiver des individus, des luttes, des actes... Bien plus que du soutien à des personnes en butte à la répression, la solidarité est surtout une manière de continuer à porter en avant un antagonisme avec ses pourquoi. Quand l'Etat essaie de faire rentrer les récalcitrants dans le rang, une erreur

serait de les pousser dans de nouvelles cases, en contribuant ainsi à les isoler du reste de la conflictualité sociale (nul besoin d'être « militant » ou proche d'une « victime de bavures policières » pour se reconnaître dans l'hostilité contre les keufs et contre le système qu'ils contribuent à maintenir en place, par exemple). La rage et la révolte contre l'existant se manifestent en permanence, de bien des manières et en bien des endroits. Et si elles nous animent aussi, exprimons-les alors en mots et en actes, dans un échange avec ce qui nous parle et nous tient à coeur, comme le refus de l'autorité et nos désirs de liberté. Car n'est-ce pas ce que nous souhaitons voir s'étendre ?

De la même façon que le mécanisme répressif ne peut être résumé à de simples procédures ou à de sales journées passées sur les bancs d'un tribunal, l'autodéfense – surtout quand on veut changer le monde – ne peut se réduire à la seule expertise, y compris partagée, en matière juridique. Si nous pouvons nous saisir de ces occasions-là (interventions policières, incarcérations, procès) comme de tant d'autres pour faire de l'agitation, ce n'est pas avec de savants calculs sur les effets que cela aurait sur une issue judiciaire. L'Etat a ses raisons qui ne sont pas les nôtres, et de toute façon l'idée n'est pas de s'adresser au pouvoir, mais de tenter une fois de plus d'établir un dialogue au sein de la conflictualité. En ce sens, la notion de rapport de force ne se limite pas au temps d'une affaire, d'un procès ou de n'importe quelle « campagne ». De même, la réussite ou l'échec ne se mesureront pas à l'aune de la quantité de gens qui s'y seront directement intéressés ou de la lourdeur des condamnations, mais notamment à la manière dont nous aurons contribué à renforcer et à étendre un antagonisme à la fois général et individuel. Cela est certes bien difficile à évaluer, excepté les quelques échos proches ou plus « lointains » qui peuvent nous parvenir et ne sont pas négligeables. C'est d'ailleurs souvent en vain que l'on chercherait à quantifier les effets de telle ou telle intervention, tant ils peuvent traverser l'espace et le temps et nous dépasser, comme le champ de nos connaissances immédiates. A nous donc de définir nos propres critères et d'expérimenter différents mélanges solidaires toujours plus explosifs. Dans cette optique, tenter de s'opposer de la manière la plus offensive et subversive possible à tout ce qui nous enferme et nous détruit au jour le jour – dont police, justice, prison ne constituent effectivement qu'un pan – ne relève pas tant d'une autodéfense militante, pour ceux qui tiennent à ce terme (avec ce que nous sommes, nos idées, nos aspirations et les pratiques qui en découlent), que d'une certaine conception de la lutte.

La solidarité reste une de nos armes à affûter contre un système qui fonctionne aussi sur l'intimidation et sur l'atomisation. Avec un peu d'imagination et de créativité, associées à une analyse du contexte social dans lequel on se trouve, on pourrait même aider à briser quelque peu ces deux aspects fondamentaux de la domination. Face à tous les obstacles qui jalonnent le chemin, une certaine cohérence et continuité ne contribuent pas seulement à éviter le morcellement de nos activités et de nos individualités, mais pourraient aussi devenir un point d'appui pour partager et approfondir avec d'autres une tension commune vers la liberté.



Le criminel c'est l'électeur

Albert Libertad, mars 1906

C'est toi le criminel, ô Peuple, puisque c'est toi le Souverain. Tu es, il est vrai, le criminel inconscient et naïf. Tu votes et tu ne vois pas que tu es ta propre victime.

Pourtant n'as-tu pas encore assez expérimenté que les députés, qui promettent de te défendre, comme tous les gouvernements du monde présent et passé, sont des menteurs et des impuissants ?

Tu le sais et tu t'en plains ! Tu le sais et tu les nommes ! Les gouvernants quels qu'ils soient, ont travaillé, travaillent et travailleront pour leurs intérêts, pour ceux de leurs castes et de leurs coteries.

Où en a-t-il été et comment pourrait-il en être autrement ? Les gouvernés sont des subalternes et des exploités : en connais-tu qui ne le soient pas ?

Tant que tu n'as pas compris que c'est à toi seul qu'il appartient de produire et de vivre à ta guise, tant que tu supporteras, – par crainte, – et que tu fabriqueras toi-même, – par croyance à l'autorité nécessaire, – des chefs et des directeurs, sache-le bien aussi, tes délégués et tes maîtres vivront de ton labeur et de ta niaiserie. Tu te plains de tout ! Mais n'est-ce pas toi l'auteur des mille plaies qui te dévorent ?

Tu te plains de la police, de l'armée, de la justice, des casernes, des prisons, des administrations, des lois, des ministres, du gouvernement, des financiers, des spéculateurs, des fonctionnaires, des patrons, des prêtres, des proprios, des salaires, des chômages, du parlement, des impôts, des gabelous, des rentiers, de la cherté des vivres, des fermages et des loyers, des longues journées d'atelier et d'usine, de la maigre pitance, des privations sans nombre et de la masse infinie des iniquités sociales.

Tu te plains ; mais tu veux le maintien du système où tu végètes. Tu te révoltes parfois, mais pour recommencer toujours. C'est toi qui produis tout, qui laboures et sèmes, qui forges et tisses, qui pétris et transformes, qui construis et fabriques, qui alimentes et fécondes !



DEMOCRATIE BLIES

NN, juillet 2012

20

«Le capitalisme moderne est sage. Il se sait plus prospère quand il fonctionne avec des institutions « démocratiques », qu'il envoie le peuple élire ses propres représentants sur les bancs des assemblées législatives et qu'il le fait même voter [...]. Les dirigeants capitalistes ne se soucient ni du fonctionnement, ni du résultat des élections, peu leur importe [...] qui l'emporte. Quelle différence à leurs yeux ? Quel que soit celui que tu éliras, il agira de toute façon en faveur de « l'ordre public », pour maintenir le système en l'état. Le principal souci des autorités en place est que le peuple continue de faire confiance au système existant et de le soutenir.»

Alexander Berkman

L'ABSTENTION N'EST QU'UN SIGNE

De la télévision à la radio en passant par quelques journalistes tous azimuts, on s'est plu dans les mois précédant les dernières élections (présidentielles et législatives) à raconter encore que la « démocratie est malade ». Chaque tête de gondole politique et médiatique y est allée de son petit mot pour en expliquer les raisons et tenter de proposer son remède. Sa maladie, c'est son désaveu. Cette abstention qui « s'invite » et grandit. Le sermon du politicien, de concours avec le prof d'E.C.J.S et le présentateur télé, pourrait se résumer à quelque chose comme « Votez ! Votez ! Il en sortira toujours quelque chose ». S'il y a une chose qui réconcilie tout le spectre politique, des plus gauchistes aux plus fascistes, c'est l'idée qu'il faudrait l'en « guérir » à tout prix. Mais pourquoi ferait on une chose pareille ?

Tordons aussi le cou à cette « tradition libertaire » périmée qui consiste à présenter l'abstention (le simple fait de ne pas aller voter) comme le geste suprême de la négativité radicale en termes de démocratie et d'élections. Ne pas aller voter est une attitude aussi passive et résignée que d'aller voter, et n'exprime pas forcément une conviction ou même une réelle idée. Et les « campagnes abstentionnistes » sont devenues un rituel qui, calqué sur l'agenda du pouvoir, ne ressemble que trop à toutes les autres campagnes politiques. On devrait plutôt regarder la progression de l'abstention (notamment chez les plus pauvres... car la majorité ne vote pas) comme le

signe d'un désintérêt général des exploités pour la mascarade démocratique, et une bonne occasion de s'en réjouir. Du reste, beaucoup de gens s'en vont voter sans grande conviction, avec le même désintérêt et le même vague à l'âme que l'abstentionniste qui guette les résultats avec un air désabusé. Le même mécanisme stérile qui envoie les foules voter pour n'importe quoi pourvu qu'elle vote, produit le type d'humain de son époque : replié sur lui-même, ses faux intérêts et ses peurs absurdes, sans rêve et sans passion pour son monde, consommateur compulsif à crédit, exploité endetté et obsédé par une fausse identité de «classe moyenne» à laquelle il n'appartient même pas.

C'est de ce système là dont l'abstention est un signe. Un signe qu'il ne fonctionne pas, ou de plus en plus mal. Ni plus, ni moins.

L'abstention est plus une conséquence qu'un geste premier. Elle n'est d'ailleurs pas le seul geste possible. De nombreuses façons de s'opposer aux élections en tant que système se sont manifestées depuis quelques années de manière récurrente et croissante, ici comme ailleurs. Du graffiti à la graisse fondue dans les urnes ou autres sabotages, en passant par les divers rassemblements anti-électorales, voire des manifestations spontanées et départs de grèves sauvages avec occupations de facultés après l'élection de mai 2007, comme expression notoire de rejet du résultat des urnes. C'est d'ailleurs ce rejet en actes de la légitimité représentative qui a constitué pour la bourgeoisie et ses médias le plus insupportable scandale, bien plus que la simple abstention que certains défendent même comme un acte politique, sorte de droit de retrait envisagé de manière purement individuelle et isolée.

21

De là à une critique de la légitimité de tout système de représentation, il n'y a qu'un pas à franchir...

LA GRANDE MESSE, PUIS LE PÈLERINAGE...

Comme tous les cinq ans désormais, c'est reparti pour un tour. En attendant le suivant. La grande mascarade démocratique s'est mise en branle à quelques jours des élections présidentielles. Des milliers de fidèles ont été pressés de s'amasser dans les offices, et de rentrer dans le confessionnal de l'isoloir pour en ressortir à destination de l'urne, autel sacré du grand rituel électoral. Mais il y a quelque chose de plus. 2012 n'était ni 2002 ni 2007, et pourtant le même désintérêt y est palpable. La démocratie semble ne plus mobiliser autant qu'autrefois, ou plus de la même manière.

L'ambiance de crise que les sociaux-démocrates ont tant et aussi bien cultivée que les autres, et les révoltes et explosions collectives de rage –contre des conditions de vie toujours plus dégradées– de plus en plus fréquentes en Europe et dans le monde ces dernières années, ne sont pas sans perturber le rituel fondamental du pouvoir. Révoltes en Grande-Bretagne suite aux meurtres de la police, émeutes géantes et grèves générales suite au vote du plan d'austérité en Grèce, grève générale incendiaire en Espagne, et ainsi de suite depuis déjà quelques années. Et voilà qu'ici chez les plus libéraux, on accuse le sort et on critique les dérives de «la finance», rejoignant ainsi la rhétorique fascisante et populiste traditionnelle, et à gauche, on prétend se réinventer une identité révolutionnaire de bande dessinée avec rassemblements sur la place publique, drapeaux au vent, poings levés et incantations au «peuple». On ne sait plus trop comment intégrer et récupérer la colère montante et le rejet même de la démocratie. Mais la farce ne prend pas, ou peu. Comme d'habitude, nulle part la masse n'est appelée à se comporter autrement que comme une foule de suivistes en colère. Joyeuse, indignée ou enthousiaste, mais toujours prête à adorer la première idole venue.

Pourquoi donc ne consommes-tu pas à ta faim ? Pourquoi es-tu le mal vêtu, le mal nourri, le mal abrité ? Oui, pourquoi le sans pain, le sans souliers, le sans demeure ? Pourquoi n'es-tu pas ton maître ? Pourquoi te courbes-tu, obéis-tu, sers-tu ? Pourquoi es-tu l'inférieur, l'humilié, l'offensé, le serviteur, l'esclave ?

Tu élabores tout et tu ne possèdes rien ? Tout est par toi et tu n'es rien.

Je me trompe. Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est ; celui qui, par le bulletin de vote, sanctionne toutes ses misères ; celui qui, en votant, consacre toutes ses servitudes.

Tu es le volontaire valet, le domestique aimable, le laquais, le larbin, le chien léchant le fouet, rampant devant la poigne du maître. Tu es le sergot, le geôlier et le mouchard. Tu es le bon soldat, le portier modèle, le locataire bénévole. Tu es l'employé fidèle, le serviteur dévoué, le paysan sobre, l'ouvrier résigné de ton propre esclavage. Tu es toi-même ton bourreau. De quoi te plains-tu ?

Tu es un danger pour nous, hommes libres, pour nous, anarchistes. Tu es un danger à l'égal des tyrans, des maîtres que tu te donnes, que tu nommes, que tu soutiens, que tu nourris, que tu protèges de tes baïonnettes, que tu défends de ta force de brute, que tu exaltes de ton ignorance, que tu légalises par tes bulletins de vote, – et que tu nous imposes par ton imbécillité.

C'est bien toi le Souverain, que l'on flagorne et que l'on dupe. Les discours t'encensent. Les affiches te raccrochent ; tu aimes les âneries et les courtisanes : sois satisfait, en attendant d'être fusillé aux colonies, d'être massacré aux frontières, à l'ombre de ton drapeau.

Si des langues intéressées purlèchent ta fiente royale, ô Souverain ! Si des candidats affamés de commandements et bourrés de platitudes, brossent l'échine et la croupe de ton autocratie de papier ; Si tu te grises de l'encens et des promesses que te déversent ceux qui t'ont toujours trahi, te trompent et te vendront demain : c'est que toi-même tu leur ressembles. C'est que tu ne vaux pas mieux que la horde de tes faméliques adulateurs. C'est que n'ayant pu t'élever à la conscience de ton individualité et de ton indépendance, tu es incapable de t'affranchir par toi-même. Tu ne veux, donc tu ne peux être libre

Allons, vote bien ! Aies confiance en tes mandataires, crois en tes élus.

Mais cesse de te plaindre. Les jougs que tu subis, c'est toi-même qui te les imposes. Les crimes dont tu souffres, c'est toi qui les commets. C'est toi le maître, c'est toi le criminel, et, ironie, c'est toi l'esclave, c'est toi la victime.

Nous autres, las de l'oppression des maîtres que tu nous donnes, las de supporter leur arrogance, las de supporter ta passivité, nous venons t'appeler à la réflexion, à l'action.

Allons, un bon mouvement : quitte l'habit étroit de la législation, lave ton corps rudement, afin que crèvent les parasites et la vermine qui te dévorent. Alors seulement du pourras vivre pleinement.

LE CRIMINEL, c'est l'Electeur !

Crève la démocratie

Avignon, janvier 2008

Toujours fermer sa gueule, la peur au bide, être éduqué, opprimé, exploité, parqué. N'avoir comme seule possibilité que de vendre sa force de travail et pour seul mot à dire qu'un bulletin de vote. Mais donner sa voix, c'est se taire, se soumettre : c'est abandonner son pouvoir à un « représentant ». Qui peut prétendre décider à la place des autres ?

Une fois tous les cinq ans, croire qu'on peut « choisir ». Mais choisir quoi ? Qui ? Nos bourreaux ? Ceux qui nous exploitent ? Ceux qui nous enferment ? Ceux qui nous fichent, nous contrôlent ? Choisir entre cinq ou vingt candidats de merde qui, de toute manière, ne peuvent que mettre en place la même politique ? Choisir la sauce à laquelle on va être mangé ? Alors qu'on pourrait pendre le cuistot et foutre le feu à la cantine !

Aussi, quand certains décident d'ouvrir leur gueule à grands coups de pavés pour cracher révolte et rage contre ce monde de merde, surgit une bouffée d'air qui rappelle que seule la lutte compte. La lutte contre ce système d'exploitation capitaliste et contre tous les outils et

Comment penser une perspective anarchiste, ou même révolutionnaire sans se poser la question de savoir ce qu'est précisément ce système et quelles mécaniques il convoque, quels sentiments il mobilise, et quel sens il s'attribue ?

QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE ?

A bien des égards, la démocratie est universellement considérée comme une idée politique sacrée. En fait, il n'est pas exagéré de dire que la démocratie est devenue une religion séculaire. Au delà de la seule révolution française, elle a son mythe originel : les grandes réformes de la Grèce antique qui instituèrent la communauté politique sur la base de la limitation de la propriété, en clair la naissance d'une forme antique de « bourgeoisie » (même si le terme est anachronique), une classe urbaine aisée composée d'artisans et d'armateurs, intermédiaires de la noblesse et qui lui disputa son monopole dans la propriété, et qui n'était pas encore la classe dominante d'aujourd'hui, mais portait déjà en germe la démocratie comme projet politique de domination. Mais cette classe urbaine aisée de la Grèce antique reposait déjà sur le système de la propriété (auquel elle a accédé) et du travail forcé (l'esclavage), auquel elle échappait et duquel elle jouissait du fait de son statut. La démocratie moderne a aujourd'hui sa philosophie, quelques bibles, ses diverses interprétations, ses moments de communion, ses fêtes et ses idoles, ses démons, ses martyrs et même ses croisés. En effet, on part en guerre pour elle (« défendre la démocratie dans le monde »), on s'invente des diables pour la défendre (« le chaos et les terroristes menacent la démocratie ! »). On implore aveuglement sa participation (« peu importe pour qui tu votes, l'important, c'est de voter »). Plus généralement, la remettre en question est presque devenu un tabou. Quiconque critique les principes de la démocratie sera vite comparé à un nazi, ou à un islamiste (même lorsque de nombreux régimes fascistes, théologiques ou autoritaires ont été élus et continuent d'être défendus avec une rhétorique démocratique).

Et cette religion a aussi ses mythes. La démocratie, qui tend à devenir le système politique dominant dans le monde, se fissure partout et semble toujours prête à implorer sous ses contradictions. Le terme même indique par oxymore l'absurdité mensongère de sa proposition : comment le « peuple » (demos) peut-il se « diriger lui-même » en administrant son propre pouvoir (kratia) ? La démocratie ne consiste pas à se « gouverner soi-même » de manière individuelle et collective (c'est-à-dire décider soi-même du sens de sa vie en libre association avec d'autres individus) puisqu'une telle proposition exclut de fait le pouvoir et le principe de « souveraineté ». Elle consiste à déléguer la gestion des affaires « privées et publiques » (individuelles et collectives) au gouvernement, à ses élus, et donc à l'Etat, à ses lois et à ses institutions, et conséquemment à justifier la nécessité de gérer un peu tout et rien. Gérer la délégation de pouvoir, de manière institutionnelle ou diffuse, dans la production, au travail, ou dans la vie quotidienne en général.

Cette délégation prend des formes multiples : la gestion des plus petites affaires publiques, la gestion de tous les conflits (par la police, la justice, les syndicats), le moindre « problème social » pris en charge par une administration (même si elle n'y résoudra rien), etc. Son objectif n'est d'ailleurs pas de « régler » les problèmes, mais simplement de les gérer, de les administrer, de les déplacer et donc de créer une dépendance vis à vis des institutions démocratiques : en bref, légitimer le contrôle et légitimer l'institution. Les projets de loi et les réformes fonctionnent aussi souvent sur le mode de la « crise » à gérer. On invente, ou on saisit un prétexte tel qu'un fait divers ou une situation nationale ou internationale temporaire ou pérenne pour la transformer en « crise » qui doit être gérée. La « crise » du logement, la « crise » de l'immigration, la « crise » du système des retraites, la « crise » financière, etc...

La démocratie elle-même, en France plus qu'ailleurs sans doute, est le produit d'une contradiction historique dans le cours de la guerre des classes. La bourgeoisie, pour s'instaurer en classe dominante, et se sachant minoritaire, a instauré par la force (la Terreur) son Etat et a développé dans le cours de sa lutte pour défendre et justifier son existence un système qui la légitime. Quel meilleur système de domination en effet pour une minorité que celui qui propose que les élites dirigeantes de la nation soit «librement choisies», c'est à dire en invoquant l'assentiment et la participation du plus grand nombre. L'esclavage transformé en salariat («librement consenti») et la noblesse antique transformée en un système de domination dont on vante le mythe si moderne de la «mobilité» («Si tu es un pauvre, tu peux devenir riche ! A condition de travailler plus!»). Là encore, plutôt que de prendre directement ce qu'il veut, le citoyen démocratique vend sa force et délègue son pouvoir dans l'espoir de gravir les échelons. La démocratie est par essence délégation de pouvoir (économique, social et politique) et le pouvoir est par essence contrôlé. Voilà le postulat démocratique mis à nu : qui contrôle l'assentiment général détient déjà le pouvoir.

Dès lors, l'élaboration d'un tel système consiste à rendre plus acceptable, et plus «civilisé», ce principe finalement très basique en y insérant de l'institution, du constitutionnel, et la prétendue «séparation» des pouvoirs, etc.

L'ADHÉSION ET LE MYTHE DU CONSENSUS

23

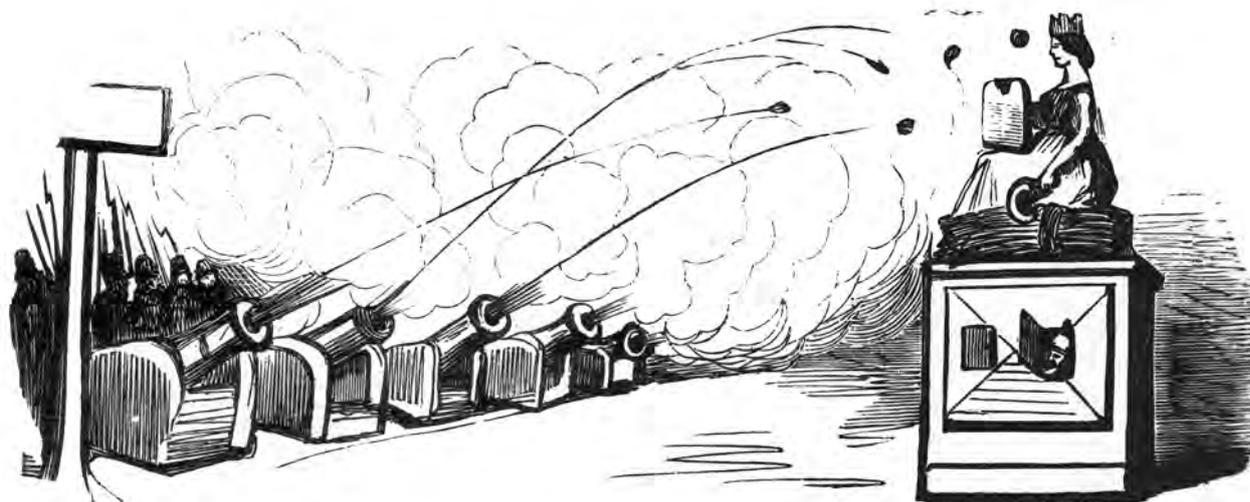
Mais le principe de base ne varie pas pour autant, et sera défendu par la force à toute occasion. En réalité, il est même le principe politique qui justifie l'usage de la force partout dans le monde (rétablissement de l'ordre, ingérence «humanitaire» et «guerre préventive»). Ce principe repose aussi sur le mythe de la «volonté générale» souvent dénoncé comme «tyrannie de la majorité». Ce mythe est savamment entretenu dans toutes les sphères de la société et au sein même des milieux contestataires. Cette fausse conscience repose sur l'idée que tous les «citoyens», voire même les êtres humains partagent les mêmes intérêts, les mêmes désirs et la même destinée. En réalité, ce mythe de la volonté générale et des intérêts communs existe précisément pour invisibiliser les antagonismes de classes, les relations de pouvoir et la violence qu'elles impliquent, et brider ainsi l'autonomie individuelle et collective. Et c'est dans ces frictions que le pouvoir tente de récupérer, par essence, le monopole de la gestion jusque dans les luttes, les décisions, les affects, les habitudes sociales, les identités qui prétendent s'y opposer pour les façonner à son image. Et c'est pourquoi il n'y a de perspective révolutionnaire dans la fuite, dans la transgression ou dans le simple fait de «s'abstenir», mais seulement des échappatoires existentielles (même

artifices qui lui permettent de perdurer. La démocratie n'est que l'un d'eux, un des modes possibles de gestion politique au service du capital et de la classe dominante.

Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2007, un peu partout en France, des dizaines de permanences politiques de tous bords sont attaquées (au moins cinq ont brûlé), des bureaux de vote et des relais de télé sont sabotés. Et puis des voitures et des drapeaux français qui s'enflamment, des vitrines qui tombent... d'la barricade et du pavé ! A Avignon, Montpellier, Villeurbanne, Paris et Millau, plusieurs personnes sont incarcérées pour s'en être prises à la démocratie par diverses actions. Ces actes parlent d'eux-mêmes et leurs auteurs sont pour nous des camarades, des pyrotechniciens de la lutte des classes.

En Avignon, si le PS a été pris pour cible ce n'est pas pour faire le jeu d'un autre parti ; cette action n'est pas non plus l'oeuvre de « quelques déçus de la politique des socialistes qui auraient trahi la classe ouvrière » comme l'ont affirmé les journaux. Il a été visé pour ce qu'il est, l'un des représentants et gestionnaires d'un système à éradiquer. Il est donc une cible parmi d'autres. C'est la représentation politique elle-même qui était visée et non une « mauvaise gestion ». D'ailleurs, tous les partis, de l'UMP à la LCR, ont condamné le geste : cohésion de ceux qui font partie du même camp !...

Contre le capitalisme !
Contre la démocratie !
Solidarité avec les incendiaires
et les incarcérés !



Des pavés dans les urnes

Paris, mai 2012

Les reconnaissez-vous ces visages souriants qui recouvrent les murs ? Ils sont dans toutes les têtes. On pourrait croire qu'ils veulent nous vendre de la lessive ou la dernière merde industrielle. En fait, ils veulent être nos représentants. Ils veulent capter nos aspirations, nos désirs, nos luttes pour les enfermer dans les cages de la loi, pour les noyer dans les sables mouvants de la démocratie. Ils veulent être élus, ils veulent être chefs. Ce n'est pas le moindre des problèmes.

Nous voulons un monde sans maîtres ni esclaves, sans états ni patrons. Nous ne voulons pas voter pour le moins pire, nous ne voulons pas voter du tout.

Pendant qu'ils font voter les morts, on crève toujours du boulot ou dans la rue, assassiné par les flics ou les patrons.

De droite comme de gauche, les élus portent sur leur costard toute la violence de l'Etat et de l'exploitation : la guerre, la prison, le quadrillage de nos vies. Nous ne leur pardonnerons pas.

Alors au passage de quelques permanences électorales, un coup de vent a frappé. Pas un ouragan, juste une brise qui perce les vitrines, un chuchotement qui devient un éclat de voix, un éclat de verre pour exprimer notre aversion du pouvoir et de ses apôtres.

Nous ne votons pas mais nous n'oublions pas les urnes, ni ceux qui sont dedans.

Après le «fameux débat de l'entre-deux tour», nous ne pouvions pas rester indécis plus longtemps. Pour aérer leur permanences nous avons pratiqué de nouvelles ouvertures dans les vitres des locaux de l'UMP et du PS situés rue Lefèvre, du docteur Goujon, et de la cour des noues à Paris. Sur le dernier on peut y lire «Gauche, droite même arnaque», «détruisons le pouvoir» et «A bas l'Etat !»

Solidarité avec les 6 camarades qui passent en procès anti-terroriste du 14 au 22 mai.

Des marteaux sans faucilles



lorsqu'elles peuvent être un signe ou une nécessité ponctuelle). Ce n'est pas par la «performance» ou en théorisant la «transcendance» qu'on menace la domination, c'est en s'y attaquant directement (sans spectacle, et sans médiations) qu'on ouvre les possibilités de la dépasser, et de la détruire.

Le refus purement individuel ou les transgressions (comme la remise en cause permanente de nos comportements) sont nécessaires, mais ne se suffisent pas. Parce que c'est la même logique qui nous ramène au moralisme de la consommation responsable ou du tri des déchets : celle de l'individualisation des problèmes sociaux. On ne s'oppose pas à une lapidation en prétendant seulement qu'on ne jette pas de pierre. La reproduction de la vie quotidienne n'est pas qu'une question de geste, de posture ou de libre association, mais aussi de coercition, d'antagonisme et de rapport de force.

C'est là que la révolte prend tout son sens.

LE VOTE COMME PROCESSUS D'INTÉGRATION

Le «votant» est par définition un individu perçu comme socialement intègre, voir même intégré.

Et ce n'est pas un hasard si les couches de la population qui votent le plus sont celles qui sont le plus intégrées par la société. Parmi lesquelles principalement les patrons, les propriétaires, les «entrepreneurs», les commerçants ou «créatifs», etc. La classe sociale reste déterminante dans le fait d'aller voter. La presse elle-même le reconnaît dans un article récent sobriement intitulé «qui sont les abstentionnistes ?» : le serpent de mer des élections, c'est l'abstention (déjà estimée à 32% cette fois-ci, soit le «parti majoritaire»). Et elle ne peut être expliquée en premier ressort que par des motivations de classe. Soit parce qu'ils ne sont pas dupes, soit parce qu'ils en n'ont rien à faire et n'y croient déjà plus, la majorité des pauvres ne votent pas, et la majorité des abstentionnistes sont des pauvres, majoritairement jeunes. Sociologues, politiciens et autres journalistes, devant l'évidence de cette réalité, se demandent encore et toujours comment «ramener les abstentionnistes dans le droit chemin».

L'abstention est d'ailleurs décrite comme un phénomène passif (ce qu'elle est effectivement, la plupart du temps, puisqu'elle s'y arrête), alors même que c'est cette démocratie si participative qui cultive sans relâche et avec une «sagesse» de curé la passivité de ses sujets : rentrer dans un rang, choisir sa couleur, suivre les meetings dans le calme ou les ersatz de «débat» devant sa télé, et se traîner servilement en masse au bureau de vote le jour J. Accepter avec résignation le résultat qui ne satisfera qu'une minorité, comme règle du jeu auquel on a été prié de prendre part.

Pour autant donc, ne pas voter ne signifie pas s'opposer au pouvoir. Cela signifie simplement ne pas participer. Mais la «non-participation», ici comme ailleurs, ne peut se résumer qu'à la stratégie du colibri qui pisse sur un feu de forêt. Il est symptomatique d'un antagonisme social plus général, mais simplement inconséquent parce qu'isolé et non assumé comme tel.

Matérialiser l'antagonisme, donner vie à ce refus, c'est assumer l'attaque, assumer l'antagonisme.

Tout comme une religion ne dépérit pas du simple fait que des croyants deviennent athées ou même de par la seule destruction de ses édifices, mais d'un mouvement grandissant contre son pouvoir et ses mécanismes, la démocratie n'est pas menacée par les abstentionnistes ou par le risque (assez faible) qu'une force inconnue ou minoritaire parvienne à saboter les élections. Elle est en revanche plus clairement menacée par le risque d'un embrasement général comme celui, avorté, qui s'est manifesté dans les journées enflammées après les élections de mai 2007. Toute l'erreur a consisté à attribuer le phénomène à la seule personnalité du chef de l'Etat nouvellement élu ou à sa politique. Il s'agit d'un rejet beaucoup plus profond qui implique, même de manière inconsciente, un sursaut de révolte et de rage vis-à-vis d'un système qui ne peut satisfaire les foules qu'il prétend «représenter» (comment un seul individu, ou même un groupe, en serait-il capable ?) devant une vie toujours de plus en plus dépossédée.

25

DÉMOCRATIE, FRONTIÈRES ET BARBELÉS

Conformément à sa vision antique comme à celle de «l'utopie des lumières», la démocratie est conçue à la fois comme le meilleur des mondes possibles (qu'il serait inutile et absurde de remettre en cause) et comme un Eldorado à défendre contre vents et marées. Un «pays doré», un monde où tout est moins pire qu'ailleurs et qu'il faut protéger de «l'en dehors : les immigrés, les barbares, les terroristes, la dictature». «T'es pas content ? Vas vivre en Corée du nord!». Concrètement, c'est de cette manière que ce système politique justifie ses clôtures, ses frontières mortelles et ses camps pour immigrés, appelés par euphémisme du doux nom de «centre de rétention administrative» (ou autres variantes). Aux quatre coins du petit pré carré démocratique européen, chaque année, des centaines d'être humains meurent noyés, de soif ou de faim, ou assassinés par la police en tentant de franchir l'impossible frontière. Les survivants sont souvent parqués par milliers dans des complexes pénitentiaires industriels de plus en plus obèses, pour des durées de plus en plus longues, pour simple délit d'existence. Avec la «citoyenneté» comme miroir de l'in-humanité légale de tous ces harragas, tous ces réfugiés et sans-papiers, tous ces exilés du grand mensonge démocratique, là où encore une fois l'illusion de «l'Etat de droit» s'arrête. Comme dans toutes prisons spéciales. Comme à Guantanamo. Car tout Etat est policier par définition parce que tout pouvoir, toute coercition est un abus absolu.

Votez Van der Lubbe !



Citoyens ! Les élections approchent. Savez-vous déjà pour qui voter ?
Si vous êtes déçus des politiciens habituels qui promettent tout et ne tiennent rien,
Si vous êtes fatigués d'une classe politique inepte vieille et ennuyeuse,
Si vous êtes convaincus que le lieu où s'exerce le pouvoir
a besoin d'une touche de chaleur,
Si vous êtes dégoûtés par les castes, les privilèges et les affaires...
VOTEZ MARINUS VAN DER LUBBE !

Van der Lubbe : il est jeune, courageux, plein d'ardeur et de passion.
Van der Lubbe : la seule personne entrée dans le Parlement avec des intentions honnêtes.
Van der Lubbe : c'est le candidat qui résoudra toutes les embrouilles de la politique.

**VOTEZ VAN DER LUBBE !
ENVOYEZ UN INCENDIAIRE AU PARLEMENT !
C'EST LA BONNE PERSONNE AU BON ENDROIT !**

Il fallait se décider à lutter

Marinus Van der Lubbe, 2 mars 1933

A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas prêts à lutter eux-mêmes contre le système et à choisir entre la liberté et l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. Provoquer un incendie me paraissait être un bon moyen. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics convenaient pour cela, comme par exemple le bureau d'aide des chômeurs parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'hôtel de ville parce que c'est un bâtiment qui fait partie du système, et puis l'ancien palais impérial. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre, et qu'en cas d'incendie les flammes auraient été visibles de loin. Comme aucun de ces trois incendies n'a pris et que mon geste de contestation n'a rien donné, j'ai choisi le Reichstag car c'est le point central du système.

APRÈS LA DÉMOCRATIE... LE DÉLUGE ?

Malgré les récentes tentatives pseudo-contestataires du type Démocratie Réelle et autres Indignés pour le refonder, le mythe de la représentation est un petit théâtre qui a de plus en plus de mal à satisfaire son public, comme un commerce qui éprouve de plus en plus de mal à se maintenir dans la mesure où ses «consommateurs» ne se contentent plus vraiment d'aucun divertissement, ni d'aucune marchandise.

La critique de la démocratie doit aussi dépasser le seul rejet des élections et démontrer en quoi elle ne s'oppose pas fondamentalement à la dictature ou même à l'autorité. Elle use de mécanismes simplement moins coercitifs (plus persuasifs) pour obtenir des résultats similaires : passivité et consensus. Lorsqu'elle y échoue, tous les états d'urgence sont permis. C'est dans un cadre parfaitement démocratique que le parlement de la IIIe république vote en juillet 1940 les pleins pouvoirs à Pétain et à l'Etat français qui collaborera avec les nazis et participera à la déportation et à l'extermination. L'article 16 de la constitution de la cinquième république permet aussi de voter les pleins pouvoirs ou encore l'établissement de tribunaux exceptionnels : en bref la sortie du soi-disant «Etat de droit» est déjà parfaitement prévue par la loi.

La démocratie n'est malheureusement qu'un versant séduisant de l'autorité duquel on pourrait être tenté de s'inspi-

rer. Le problème que cette «inspiration» pose est qu'il est simplement contradictoire de vouloir établir un modèle unique d'auto-organisation ou d'autogestion, et qu'il est simplement périlleux d'en établir un à partir d'un système politique qui tend à devenir le principal mode d'administration du pouvoir.

Les gauchistes de toutes les chapelles nous répètent jusqu'à la nausée que le dépérissement de la «démocratie» est synonyme d'avènement du fascisme ou de la dictature, alors que ce sont les cadres de cette société qui en préparent la militarisation sous une rhétorique plus que jamais démocratique, dans une optique de contre-révolution préventive de plus en plus assumée. Depuis cette perspective, défendre la démocratie signifie simplement stagner ou revenir en arrière. Et précisément, c'est ce que l'école, les médias et le discours du pouvoir en général nous assènent dès l'enfance : tout ce qui succédera à la démocratie sera nécessairement pire. Mais les Cassandre de la démocratie n'ont pas fini de déchâncer, tant cette modernisation du mythe de l'apocalypse confine à la paralysie, et que ce mythe n'a que trop duré.

Face à la gauche, face à tous les pouvoirs :
Soyons ingouvernables !

26

POURQUOI PARLER DE DÉMOCRATIE ?

Terra Cremada, avril 2011

« Ils appellent ça la démocratie, mais ça n'en est pas une » crient des manifestants convaincus et pleins d'indignation. Ce qui fait le plus mal, c'est que ce slogan soit gueulé en chœur dans presque toutes les manifs, y compris dans celles appelées par nos milieux les plus proches. Il nous semble que cette mythification de la démocratie est le produit de la confusion ambiante.

Si nous voulons écrire ce texte, ce n'est pas par hasard, mais parce que nous assistons aujourd'hui à une lutte qui, faute de mots exprimant avec exactitude ce que nous pensons, finit trop souvent par renforcer les structures que nous prétendions combattre au départ, renforçant les imaginaires dont ces structures ont besoin. Ce texte se veut une invitation à l'analyse, avec l'intention de démythifier quelques concepts et de les remettre ainsi à la place qui leur revient. Les sortir de l'ambiguïté à laquelle nous sommes habitués et leur donner ou redonner une signification, pour parvenir à dire ce que nous sentons et pensons, en nous obligeant aussi à penser un peu plus ce que nous disons...

*Depuis qu'ils nous ont volé les mots,
nous ne pouvons plus dire que des mensonges.*
(Lu sur les murs du quartier de Gracia, Barcelone)

POURQUOI PARLER DE DÉMOCRATIE ? N'AVONS-NOUS PAS NOS PROPRES TERMES ?

Face au manque apparent de mots pour définir notre propre manière de s'organiser, beaucoup en sont venus, à un moment ou à un autre, à employer des adjectifs afin d'ajuster ce que nous connaissons déjà à nos volontés émancipatrices. C'est ainsi que sont apparus dans la bouche de beaucoup d'entre nous (ou de personnes proches), des termes comme démocratie directe, démocratie inclusive, délibérative, participative, horizontale, etc. En fin de compte, des adjectifs pour accommoder l'existant et expliquer un mode d'organisation que nous ne connaissons pas encore. Alors que nous savons que nous voulons et que nous luttons pour une vie dans laquelle nos activités s'effectuent de manière non-séparée et sans personne pour médier nos relations, nous finissons par séparer le politique, l'économique, l'environnemental et le social. Selon nous, cela est lié à la difficulté d'imaginer des possibles au-delà de ceux que nous connaissons déjà, et au fait de finir par adapter nos propositions et nos discours sur la base d'améliorations de l'existant, rendant ainsi impossible tout type de rupture réelle avec l'ordre établi. Une des raisons en est certainement la pression de la logique positiviste/rationnelle, qui voudrait qu'on élabore un discours propositif dépassant ce que nous ne voulons pas.

Pour notre part, si nous refusons d'utiliser des termes comme «démocratie directe», c'est parce que nous ne nous satisfaisons pas d'un



27

modèle d'organisation statique, que nous ne voulons pas non plus définir par avance quelle sera la manière de nous organiser, à part le fait qu'elle n'impliquera aucun abus d'autorité. Pourquoi donner un nom à notre mode d'organisation sociale futur, alors que nous disposons déjà de termes qui nous orientent au présent dans notre lutte ? Qu'on l'appelle anarchisme ou communisme, nous le perdons parfois en chemin.

Pourquoi accoler des adjectifs à la démocratie ? Opposer une autre démocratie à celle qui existe déjà part de deux erreurs fondamentales : ou bien c'est réellement quelque chose d'opposé à ce qui existe déjà – qualitativement –, et donc on est déjà en train de parler d'autre chose, mais alors pourquoi lui donner le même nom ? Ou bien nous parlons de la même chose, et ce que nous demandons n'est alors qu'un peu plus de démocratie. Dans ce cas, nous ne parviendrons pas à sortir des limites que nous impose le capitalisme, bien au contraire.

ET MAINTENANT ?

SOMMES NOUS CAPABLES DE PARLER EN NOTRE NOM ?

A force de parler à la place des autres, à force de parler pour les autres, nous avons oublié comment parler à la première personne. A force de répétition et de routine, nous avons négligé de dire ce que nous voulons vraiment et, à force de dire et redire ce que nous n'avons pas réellement désiré mais que nous imaginions beaucoup plus compréhensible pour les autres, nous avons atrophié notre parole. Une parole qui n'est pas nôtre a fini par nous envahir, occupant un espace auquel nous ne pensions pas lui avoir donné accès, s'installant et désarmant les cris que nous avons toujours en nous. Où sont nos mots ? Colonisés, déçus, ils attendent avec impatience que nous apprenions à nous débarrasser de la peur.

Il est possible que l'impasse dans laquelle nous nous trouvons soit en bonne partie due à la nécessité – inscrite dans la tradition révolutionnaire passée – que notre lutte ait une projectualité rassembleuse, c'est-à-dire que la révolution sera une question de masses ou ne sera pas. Nous ne sommes pas en train de dire que la révolution – ou l'insurrection – n'aurait rien à voir avec l'union de beaucoup plus de personnes que ce que nous sommes actuellement, mais nous disons par contre qu'à force de chercher à créer de la sympathie pour nos luttes, elles finissent par perdre leur caractère subversif. Dans un monde saturé par la consommation et la marchandise, cette volonté rassembleuse finit par ressembler à la vente d'un nouveau produit, n'abordant plus la

Le plus violent de tout serait de revenir à la normalité

Tract espagnol, mai 2011

Nous sommes déjà des milliers sur le campement de Plaza Cataluña à Barcelone. Nous avons pris le centre de la ville. Nous l'avons fait nôtre et, avec notre détermination, nous avons ouvert une brèche d'indignation dans le mur du consentement et de la résignation sociale.

Il ne nous reste maintenant que deux options : laisser se fermer cette brèche et perdre une occasion unique pour un vrai changement social, ou bien l'ouvrir autant que nous pouvons, en l'agrandissant jusqu'à ce qu'elle affecte les fondements de la misère et de l'exploitation.

Si nous voulons arriver quelque part, si nous voulons que tout ce que nous haïssons et que nous dénonçons disparaisse, il faut dépasser les limites de la place. Il faut dépasser les limites de cette même légalité qui nous disait hier que nous ne pouvions pas l'occuper, pour nous dire aujourd'hui que nous ne pouvons plus en sortir, que nous ne pouvons pas toucher la normalité qui l'entoure.

Il faut désobéir à la voix du Pouvoir qui nous dit que couper une route est violent, quand il coupe chaque jour des vies humaines avec le chômage et l'exploitation, qui nous dit que s'affronter à la police est violent alors qu'il torture des immigrés et des dissidents dans les commissariats, qui nous dit qu'attaquer une banque est violent quand il met des familles entières à la rue au motif qu'elles ne peuvent pas payer leurs traites.

Il faut désobéir parce qu'aucune révolution ne s'est jamais faite en respectant les lois des puissants. Il faut désobéir, parce que le plus violent de tout ne serait pas de continuer à agir dans l'illégalité, mais de laisser passer une opportunité d'en finir une fois pour toutes avec les abus, avec la violence massive que produit cette société.

Prenons les rues, étendons la révolte à tous les quartiers et à tous les aspects. Nous ne voulons pas seulement une place, nous voulons la ville entière.

révolution comme une question d'implication et de compli-
cité, mais comme une question d'attraction. Chercher l'ad-
hésion oblige à porter un discours confortable et agréable,
même si nous n'y croyons pas, plutôt qu'un discours qui
peut déranger et provoquer l'antipathie, mais correspond
à ce que nous pensons. Demandons-nous si c'est avec des
discours qui ne provoquent aucune perturbation de la nor-
malité que nous serons capables de la briser.

Dans la foule de gens qui passent dans les rues de cette
ville, isolés et hermétiques, peu ont envie de dépasser leur
misère, mais il y en a tout de même. C'est à ceux-là que
nous devrions nous adresser, conscients que les mots qui
cherchent à créer des ruptures ne seront écoutés que par les
individus qui désirent une rupture réelle, et non par ceux
qui ne veulent entendre que des paroles complaisantes.
Nous ne pouvons parler qu'à celles et ceux qui sont disposés
à écouter. Ce que nous voulons préciser ici, c'est que nous ne
rencontrerons de réelles complexités que si nous commen-
çons à partir de nous, et non pas de ce que nous
supposons que les autres veulent entendre. Si nous lançons
ce débat, c'est parce que nous avons remarqué que trop de
fois, face au peu d'écho de nos discours ou face au manque
apparent de sympathie de la part du « reste de la popula-
tion », nous nous sentons impuissants et nous tombons
dans l'inactivité. Ou alors, nous nous mettons en quête d'ac-
tivités qui peuvent être directement acceptées par la majori-
té des gens, négligeant les propositions qui ne feraient pro-
bablement pas consensus dans une assemblée nombreuse.
Cet idéal rassembleur nous fait petit à petit tomber dans des
luttres possibilistes, nous fait chercher des affinités là où tout
discours devient ambigu ; là où les luttres n'impliquent déjà
plus aucune interruption du quotidien ; là où sans rupture,
il ne reste qu'une accommodation au spectacle démocra-
tique, un renforcement de ce dernier. Si nous attendons que
tout le monde soit d'accord pour agir, le plus probable est
que nous finirons par ne rien faire.

Nous finirons petit à petit par aseptiser nos discours, nos

pratiques et nos formes afin de les rendre compréhensibles
à tous, quitte à suivre un schéma imposé –celui de la sup-
posée et inexistante opinion publique–, compliquant en ré-
alité toute possibilité d'être clairs. Et nous poussant même
parfois à vivre nos pratiques habituelles ou nos vengeances
comme quelque chose d'illégitime.

LA DIFFICULTÉ DE CRÉER SUR DES CENDRES

*La seule liberté à savourer maintenant se trouve
dans la révolte contre l'existant, dans le négatif
qui se met à l'œuvre, sans perdre de vue qu'il
s'agit d'ouvrir la possibilité de reparler du positif,
de la construction de quelque chose de nouveau.
Comme pas mal de vieux révolutionnaires le di-
saient, la société nouvelle se fondera sur les ruines
du vieux monde.*

«Autonomie... tu parles !», in
A corps perdu n°2, juillet 2009

Nous ne pourrons créer que sur des cendres. Nous dé-
sirons une auto-organisation qui soit la conséquence
d'intervention directe dans nos propres conflits, sans mé-
diateurs, sans bureaucrates, sans spécialistes. Dans ce sens,
tout reste à créer : l'esclave ne sait pas ce qui peut exister
au-delà de son esclavage tant qu'il ne nie pas sa condition et
se révèle à lui-même ; tant que nous continuerons à penser
que nous menons nos luttres en tant que travailleurs, nous
ne pourrons pas sortir des demandes d'amélioration de nos
misérables conditions d'exploitation ; tant que nous ne nie-
rons pas la misère de l'aliénation du contrôle de nos vies,
nous ne ferons que perpétuer la continuité du spectacle.
Ce n'est que en refusant d'être ce que nous sommes dans
cette société et en cherchant des affinités, que notre lutte
sera une lutte collective, et que nous pourrons esquisser le
dépassement de notre condition. Maintenant, nous ne sa-
vons pas ce que voudrait dire être plus nombreux, et nous le



confondons parfois avec *avoir plus* de supporters. Cet idéal reste prisonnier des paramètres et des limites du possible, et ce que nous connaissons comme possible à l'heure actuelle, est tout simplement infâme. Si un imaginaire collectif a été possible et a poussé les gens à lutter pour l'anarchie au début du siècle précédent, c'est parce que l'anarchie était vécue, même de manière embryonnaire, dans la quotidienneté des rapports sociaux qui existaient dans les quartiers, que ce soit à travers les athénées, le soutien mutuel ou les luttes ouvrières contre les patrons. Au jour d'aujourd'hui, non seulement cet imaginaire n'est plus collectif, mais beaucoup d'entre nous ne parviennent même plus à croire en ce qu'ils sont en train de faire. Tout comme le précisait le texte *A couteaux tirés*, « le secret est de vraiment commencer ». Toute lutte qui souhaite dépasser l'ordre actuel a besoin de deux fronts, l'un offensif et l'autre défensif. Actuellement, le discours démocratique a réussi à tout pénétrer si profondément, que nous sommes incapables de défendre ce qui pourrait vraiment être nôtre – faute d'imaginaires pour l'affronter. C'est pour cela que nous ne sommes pas capables de nous figurer le dépassement des rapports sociaux capitalistes. C'est pourquoi nous voulons miser sur la conflictualité, sur la négation radicale de ce qui nous a précédés, conscients du fait que « nous n'aurons pas tout détruit tant que nous n'aurons pas même détruit les ruines ». Car c'est à l'intérieur de cette conflictualité que nous trouverons le lien véritable avec les autres, et le germe de ce que nous voulons défendre.

Si nous ne procédons pas ainsi, et d'habitude ce n'est pas ce nous faisons, nous continuerons à reproduire dans nos luttes ce que nous prétendons combattre. Nous ne réussirons pas à sortir des imaginaires que nous offre cette société, parce que, même si nous cherchons la liberté, nous finirons par créer toujours plus de démocratie. Nous pouvons le constater dans les luttes lors des moments d'effervescence, et le cas de la dernière grève générale de septembre 2010 en Espagne en est un bon exemple. Lorsque nous voyons dans l'Assemblée de Barcelone un bon potentiel de regroupement et de lutte, ne voyons-nous pas venir en même temps en miroir ce qui pourrait être un futur espace de gestion politique de la ville ? Les comités de grève ne seraient-ils pas sa version dans les quartiers ? Nous ne souhaitons pas déprécier le travail fait par rapport à la grève, mais nous voulons remettre en question le fait que ces comités et assemblées soient le modèle de fonctionnement auquel nous aspirons. Décentraliser le Pouvoir, ce n'est pas l'éliminer mais le rendre plus local. Nous ne savons pas clairement quelle pourrait être la manière de fonctionner qui s'approcherait le plus de ce que nous défendons, mais la création de mini-parlements pour résoudre les problèmes du parlement ne nous convainc guère. Combien de personnes de notre entourage interrogent-elles cela ? Combien de compagnons de lutte rêvent-ils d'assemblées générales océaniques ? Nous voulons la liberté... ou la démocratie ?

Nous ne savons pas ce qui va arriver, et nous ne souhaitons pas le savoir. L'idée de perdre la possibilité de profiter du chemin ou de l'hypothéquer en fonction du grand objectif final ne nous plaît pas. Nous sommes déjà en train de nous organiser et nous aimons vivre entre nous, mais ce n'est pas assez. Ces moments où nous nous rencontrons dans les rues, sur les places, dans les «jardins» ou encore en découvrant d'autres manières de nous aimer que celles qui sont

hétéronormées nous passionnent, mais ce n'est pas assez. Ce n'est pas assez, car notre vie ne se compose, au jour d'aujourd'hui, que de bribes éparses ou de moments d'euphorie collective dans lesquels nous ne pouvons qu'esquisser une vie différente de celle du quotidien ; revenir chaque jour à la normalité nous fait toujours peur. C'est pourquoi notre futur passe inévitablement par le fait de croire au présent et de commencer à vivre comme nous le voulons dès maintenant, en étant chaque fois plus nombreux à expérimenter de nouvelles manières de nous relationner en affrontant l'ordre établi. Nous ne voulons pas faire de différences entre les moyens et les fins, car en fin de compte les fins sont faites de moyens. Nous voulons satisfaire nos besoins matériels et sociaux sans la médiation de l'argent, et nous savons qu'actuellement nous manquons de références pour cela. Nous ne voulons de transition vers aucun stade, c'est l'insurrection même, le conflit et la manière dont nous l'affronterons qui nous donnera des clés, non pas pour une société future, mais pour une société vécue au présent dans tous ses aspects. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire ni souhaitable d'établir comment sera le modèle organisationnel que nous vivrons dans le futur. En revanche, nous considérons comme nécessaire de comprendre que ce n'est que dans la confrontation avec nos mal-être, bien au-delà de la sphère intime, que nous trouverons –et que nous trouvons– la nécessité de prendre soin de notre rapport aux autres en cherchant la meilleure manière de réaliser la communauté humaine...

Anticiper alors que nous ignorons encore, si ce n'est totalement en tous cas de manière embryonnaire, comment seront les nouveaux rapports qui émergeront de l'intervention directe et commune de la résolution de nos propres conflits, nous amène souvent à définir les nouvelles formes que nous découvrons pas à pas dans la lutte selon ce que nous connaissons déjà. L'obsession de savoir ce que nous sommes et comment s'organiser nous ancre dans des réalités que nos dynamiques ont déjà commencé à dépasser. Peut-être pourrions-nous en fin de compte dépasser les modèles organisationnels que nous connaissons déjà et qui ne nous satisfont pas (comme la démocratie), lorsque nous cesserons de nous demander comment nous devons nous organiser. Il ne s'agit pas de découvrir quelle est l'organisation idéale, mais d'avancer dans l'organisation de nos affinités, en se rencontrant, en se découvrant, en prenant soin les uns des autres.

Nous n'aspérons pas à arriver à bon port, notre chemin est déjà là, sous nos pieds. De la sincérité et de la manière conséquente dont nous avancerons dépend le fait que les possibles dont nous rêvons aujourd'hui deviennent réalité, en créant des situations qui poussent à la rencontre, qui visent à percer la quotidienneté unidimensionnelle, en vivant déjà en germe une vie dont nous avons l'intuition, mais que nous ne connaissons pas encore.





L'incendie

Quelques étincelles, 20 avril 2011

Les dirigeants des démocraties occidentales, eux, auraient bien aimé que rien ne soit possible. Ou, en tout cas, limiter le champ des possibles. Après avoir hésité, attendant les mots d'ordres de leurs maîtres, les médias ont tous adopté la même ligne. Face à l'élan insurrectionnel qui leur font craindre un vent révolutionnaire risquant de passer la Méditerranée, ils tentent de récupérer les événements en leur faveur, imposant leur grille de lecture : ce qui se jouerait au Maghreb et au Moyen Orient serait une révolution pour la transition démocratique (bourgeoise libérale).

Il est vrai que les dirigeants européens ne sont pas très rassurés. Jusqu'ici ils s'accommodaient bien de cet arc de pays autoritaires qui formait la frontière sud de l'Union. Ils avaient noué des accords stratégiques comprenant des dimensions économiques, politiques et militaires avec la plupart d'entre eux. Accords où la question de la démocratie à la sauce droit-de-l'homme n'était que pure rhétorique. C'est pourtant cette bannière que dirigeants européens et nord-américains agitent en toute occasion pour justifier leur entrée en guerre ou leurs interventions militaires et civiles dans des situations de « crise ».

Quand l'Europe parle d'humains, ce sont par exemple cinq milliards d'euros versés chaque année à la Libye en contrepartie desquels Kadhafi s'engageait à arrêter le flux de migrants venu d'Afrique. Concrètement, cela donnait des réfugiés arrêtés en pleine mer par les patrouilles italiennes qui, quand celles-ci ne les coulaient pas, les redirigeaient vers la Libye où ils étaient enfermés dans trois camps de mille places en plein désert. Concrètement, c'est aussi actuellement ne pas bombarder la marine militaire de Kadhafi parce que celle-ci servira au futur pouvoir pour continuer la même sale besogne. Le CNT, Conseil national de transition, a d'ailleurs signé le 17 juin à Naples la poursuite de cet accord avec l'Italie s'il parvenait à s'emparer du pouvoir. La construction d'un nouveau camp est d'ores et déjà prévue à Benghazi.

Quand l'Europe parle de démocratie, cela consiste aussi à injecter de l'argent au Maroc pour qu'il fortifie les colonies espagnoles de Ceuta et Melilla sur le continent africain, à coup de barbelés, de miradors et de balles. La démocratie, ce sont des drones survolant les frontières européennes pour faire la chasse aux « clandestins » ; ce sont des appareils qui détectent les battements de coeur pour repérer les migrants

Ça commence par une énième étincelle et soudain elle met le feu aux poudres. Ça s'enflamme en Tunisie puis en Egypte, puis au Maroc, en Algérie, en Libye et en Syrie... et l'immense feu de joie qui embrase toute la région imprime dans les coeurs des révoltés, partout dans le monde, cette affirmation : rien n'est impossible.

qui se cachent dans des camions ou des trains pour pénétrer dans ce modèle de moralité et de civilisation que prétend être l'Europe.

La moralité en Europe, c'est d'appliquer dans la démocratie italienne un permis de séjour à points pour les individus en attente de papiers (selon leur degré de soumission), avec lequel elles intègrent le pays en tant qu'esclaves salariés qui risquent de perdre à tout moment la possibilité d'y rester. La moralité d'une démocratie à la française, c'est de proposer le retrait de la nationalité d'une personne d'origine étrangère quand elle est vaguement reconnue coupable d'avoir attenté à un dépositaire de l'ordre public. La justice à la belge, c'est de couvrir les gendarmes qui ont assassiné Semira Adamu, une femme courageuse et combattante, lors de sa sixième tentative d'expulsion.

La démocratie en Europe, ce sont des dizaines de camps d'enfermement (jusqu'à 18 mois) pour les sans-papiers répartis dans tous les pays. Des camps avec des matons qui frappent et des médecins qui endorment les ardeurs à coups de calmants. La démocratie c'est, selon les préfets, la liberté de manifester devant un centre de rétention, mais toujours à bonne distance des grilles. C'est prétendre que quand les retenus se révoltent, ce n'est pas à cause de leur enfermement, mais parce que des personnes solidaires, de l'autre côté des murs, crient Liberté !

La démocratie en Europe c'est, du jour au lendemain, renvoyer des réfugiés dans un pays considéré la veille comme la pire des dictatures, mais devenu depuis un allié, bien que les conditions réelles n'aient en rien changé pour les pauvres. C'est considérer les immigrés sous l'angle de la rentabilité, et renvoyer ceux qui ne peuvent pas faire valoir une compétence que le capitalisme d'ici juge pressurable à merci.

Il paraîtrait même que la barbarie serait la spécificité des régimes dictatoriaux, quand, ici comme partout, les Etats enferment les révoltés par dizaines de milliers, mutilent et tuent au besoin ceux qui sont trop récalcitrants ou inutiles (par le suicide en prison, l'esclavage salarié et ses « accidents », ou encore la gestion de la pacification sociale à travers les stupéfiants dans les quartiers pauvres).

Alors, c'est donc ça le modèle démocratique dont les dirigeants se vantent, celui qu'ils voudraient exporter ailleurs pour préserver leur pouvoir ? Eh oui ! Et puisque c'est bien ça, alors débarrassons-nous en au plus vite.

Au début, les révoltes qui grondent de l'autre côté de la Méditerranée étaient présentées comme l'oeuvre de casseurs, de désœuvrés ou de terroristes, avant de devenir en quelques jours de louables aspirations à une transition démocratique. Cela permettait, dans le même temps qu'une reprise de contrôle de la situation, de se présenter une fois de plus comme le modèle à atteindre. Et au passage, cela voudrait balayer la perspective d'une contamination des révoltes vers le continent européen. Comment en effet imaginer se révolter ici, quand on nous serine partout que des gens sont prêts à se faire tuer là-bas pour avoir notre chance ?

Là où la dictature ne laisse aucune place à sa remise en cause, la démocratie non plus, mais de manière plus fine. Toute sa force réside dans la place qu'elle laisse à l'expression du mécontentement, de la marge, à partir du moment que c'est elle qui définit les limites et les formes acceptables. En effet, tant que les contestations n'en viennent pas à le cibler en tant que tel, tant qu'elles acceptent les règles du jeu qu'il leur fixe, l'autorité et le pouvoir de l'Etat ne s'en voient que renforcés et légitimés. L'art de tout pouvoir démocrate réside dans sa capacité à s'assurer de l'inoffensivité des contestations en les intégrant avec l'aide de ses médiations (syndicats, religieux, élus, associations, grands frères).

C'est quand la mascarade ne prend définitivement pas, quand la protestation se mue en une révolte qui pousse le bouchon un peu plus loin (la grève devient sauvage, une loi n'est plus à modifier mais à retirer, une nuisance n'est pas à expertiser mais doit disparaître d'un territoire donné), que les Etats démocratiques usent de l'art subtil de la récompense comme de la coercition, de la carotte comme du bâton. Et tout revient alors souvent dans l'ordre, au prix de quelques sacrifices d'un côté, d'os brisés et d'années de prison de l'autre.

Restent alors ceux qui dépassent les bornes (en posant un pourquoi subversif et plus seulement un comment), ceux qui refusent le dialogue, ou encore tous ces indésirables qu'il n'est pas souhaitable de faire participer au paradis marchand et progressiste de la démocratie. Ceux-là sont regroupés dans des figures isolées socialement (le délinquant forcément violent, le terroriste forcément sanguinaire, le parasite forcément chômeur...), présentées comme responsables des imperfections du fonctionnement de la société. Le terrain étant prêt, une répression ciblée peut ensuite s'abattre sur ces catégories de la population créées puis alimentées par le pouvoir. Cela permet de justifier le développement d'outils de contrôle d'abord contre ces figures-là, avant de les généraliser à l'ensemble de la population (papiers d'identité, empreintes digitales et génétiques, biométrie,...).

Plus généralement à tous les niveaux, lorsque l'individu refuse de se plier, de se résigner à accepter les lois étatiques et autres morales sociales qui ne lui conviennent pas et ne reprend pas le droit chemin démocrate, la menace de l'enfermement reste une arme de choix. Les hôpitaux psychiatriques pour ceux qui ne rentrent pas dans les normes. Les prisons pour mineurs et les taules pour ceux qui remettent en question le règne de la propriété privée, pour ceux qui sont trop rétifs à l'autorité.

Mais qu'est-ce que ce monde qui parle de liberté sous la menace de l'enfermement ?

Aucun parti politique ne mettra jamais fin aux camps pour migrants tant qu'il existera un intérêt économique et social à les maintenir en place (l'abaissement général du coût



du travail par le chantage à l'expulsion de la main d'oeuvre étrangère d'un côté, l'existence des frontières de l'autre). Parce qu'au-delà de la forme plus ou moins autoritaire de la domination (dictature d'un seul, d'un petit nombre ou d'une majorité), le capitalisme n'a pas de visage humain. Tant que nous croirons à la fable de la démocratie et des droits de l'homme, tant que nous délèguerons notre capacité de décision et d'action aux politiciens (élus ou récupérateurs issus des luttes), nous nous réduirons nous-mêmes à une vie de soumis, vide et absurde.

Ces derniers mois pourtant de l'autre côté de la Méditerranée, l'exemple nous a été donné que rien n'est impossible. Dans des zones où la répression policière du pouvoir guettait à chaque coin de rue et parfois jusqu'au sein de chaque famille (sur le modèle du capitalisme d'Etat de l'Est), une partie de la population a repris la rue, les effigies des dirigeants ont jonché le sol, des commissariats ont brûlé, des prisons et des villas de riches ont été attaquées, des entrepôts ont été pillés...

Sur le sol même du continent européen, en un mois, ce sont également trois camps pour migrants qui ont presque entièrement brûlé. A Gradisca, en Italie, depuis des semaines les sans-papiers sabotaient, incendiaient et détruisaient leur cage. C'est alors que sont arrivés une cinquantaine de Tunisiens que l'Italie s'est empressée d'enfermer. Il s'en est suivi une escalade d'incendies, au point qu'il ne reste plus qu'une cellule valide dans le camp. En Belgique, ceux du centre 127bis ont brûlé les cellules, alors que de l'autre côté des grilles des manifestants criaient « Liberté ! ». Et tandis qu'ils étaient repoussés dans la cour, l'un d'entre eux a réussi à s'évader. Si les manifestants de l'autre côté des grilles avaient suivi les valeurs de la démocratie, ils auraient sinon repoussé l'évadé dans l'ancre de la prison, au moins attendu passivement l'intervention de la police. Mais ils ont fait ce que commande l'élan du coeur, et pas celui du réalisme politique : ils ont aidé l'évadé à disparaître dans la nature. Dans la nuit, une autre aile du camp a brûlé, ce qui fait deux ailes rendues inopérantes pour des mois. Début mars, c'est aussi le centre de rétention de Marseille que des retenus ont cramé.

Ces gestes de révolte et de solidarité —des deux côtés de la Méditerranée— nous donnent la force de continuer à lutter contre les bavardages et les chausse-trappe de tous ceux qui tirent profit de l'ordre des choses. De la Tunisie à ici, personne ne pourra prétendre enfermer nos rêves d'une liberté démesurée, pour toutes et tous.



Retour sur

l'insurrection et ses contours

32

Ex-fans des *eighies*, décembre 2011

Ah ! Révolutionnaires, à quoi bon invoquer les principes si vous ne savez que défaillir devant les conséquences ? Ce n'est pas par de mystiques soupirs que vous conjurerez la tyrannie et l'exploitation, mais en dégainant le glaive avec l'idée, et en poignant la Réaction dans sa chair et dans son esprit.

J. Déjacque, novembre 1858

Perspectives insurrectionnelles

L'objectif de ce texte n'est pas de répondre aux fausses critiques du prétendu « insurrectionnalisme », mais plutôt de profiter du débat ouvert dans le numéro 3 de la revue *A corps perdu* (septembre 2010) et des discussions qui ont suivi pour tenter de clarifier quelques idées. Ainsi, on pourrait dire que le point de départ de la tension « insurrectionniste » (qui historiquement a toujours existé à l'intérieur de l'anarchisme comme dans d'autres courants révolutionnaires) est simplement l'idée que, pour disposer d'espace et de temps propices à la subversion, il faut une *rupture*. Que le développement des idées et des esprits est et doit évidemment être permanent, mais qu'il a aussi besoin de moments où le courant qui alimente la reproduction des rapports sociaux est coupé, ne serait-ce que temporairement. Partant de ce constat de base, de nombreux compagnons pensent qu'il est souhaitable et nécessaire de contribuer à la création de ces moments de rupture, aussi bien à un niveau plus circonscrit qu'à l'échelle d'une société entière. C'est dans ce sens-là que l'on parle de perspectives *insurrectionnelles*, liant volontairement les révoltes individuelles avec les phénomènes de contestation de masse, voire de *black-out* social. De plus, aucun antagonisme

social n'étant abstrait, il repose sur des individus en chair et en os (des individus certes mutilés par la domination, mais vivants), c'est-à-dire sur leur rébellion ou leur révolte.

Au-delà de l'étiquette et de l'idéologisation qui en sont effectivement sorties dans certains contextes, ce point de départ reste selon nous valide, et ne peut être liquidé par une critique qui prend l'image totalitaire que la domination cherche à donner d'elle-même pour la réalité – nous condamnant ainsi au suicide ou au potager –, pas plus que par ceux qui s'efforcent de séparer les tensions au niveau individuel des antagonismes sociaux, réduisant ainsi la révolte et l'action à des coups dans le vent ou de simples expressions de frustration. N'érigions pas de fausses oppositions entre les révoltes individuelles et les luttes intermédiaires, entre des « minorités agissantes » et la conflictualité sociale, ni dans un sens, ni dans l'autre. Il serait par exemple absurde d'être amené à affirmer que « la révolte individuelle » n'a rien à voir avec une perspective insurrectionnelle. Si par exemple l'objectif d'un Bresci était surtout de venger la mort de centaines d'ouvriers en frappant un des plus hauts responsables de la répression (assassinat du roi Umberto I en 1900), Van der Lubbe pensait de son côté l'acte incendiaire du Reichstag en 1933 comme un geste qui pourrait déclencher l'insurrection de certaines couches de la population et des forces révolutionnaires contre le régime nazi : « le monde nouveau arrive, mais pas assez vite. Le monde ancien s'en va, il faut pousser ce qui s'en va ». L'action minoritaire ou individuelle ne s'oppose pas à l'insurrection ; elle en est même une partie intégrante, indispensable. La question est simplement de savoir dans *quelle perspective* se placent ces actes et manières d'agir.

Bien entendu, se déclarer en faveur d'une insurrection ne suffit pas en soi pour pouvoir parler de perspectives insurrectionnelles. Désirer l'insurrection est une chose, déployer une activité pour y parvenir en est une autre. Au delà de mille autres raisons qui ont pu pousser des compagnons à s'approprier ce terme à certains moments historiques, on pourrait dire que « l'insurrectionnalisme » porte sur le *comment* arriver à une insurrection, c'est-à-dire, avant tout sur des *méthodes* à mettre en oeuvre, reliées et « temporalisées » dans une *projectualité*. On peut par exemple évoquer les méthodes développées et théorisées dans les années 80 en Italie à propos de « luttes intermédiaires » visant à détruire un objectif (« une structure ») spécifique et circonscrit, en passant par un processus social, insurrectionnel.

Aujourd'hui, au vu des récents changements sociaux et économiques, de plus en plus de compagnons se demandent si cette méthode de « luttes intermédiaires » est encore la plus adéquate pour contribuer à ce que des conflits sociaux prennent une tournure insurrectionnelle. Remettre en question la validité de cette méthode ne signifie pourtant pas nécessairement remettre en cause la perspective d'une rupture, et la question serait plutôt de ne pas inverser le chemin : continuons de partir de nos idées et de nos exigences ; essayons d'analyser la situation sociale devant nos yeux, de penser notre champ et notre angle « d'intervention » ; et de là, tentons de mettre en oeuvre des *méthodes* qui d'un côté correspondent à nos idées (la précieuse cohérence entre les fins et les moyens), et d'un autre soient incisives dans la conflictualité sociale. Il va de soi que nos « critères » (auto-organisation de la lutte, conflictualité permanente et attaque), si on veut les définir ainsi, ne changent pas au fur et à mesure que se transforme la réalité sociale.

Affinité et organisation informelle

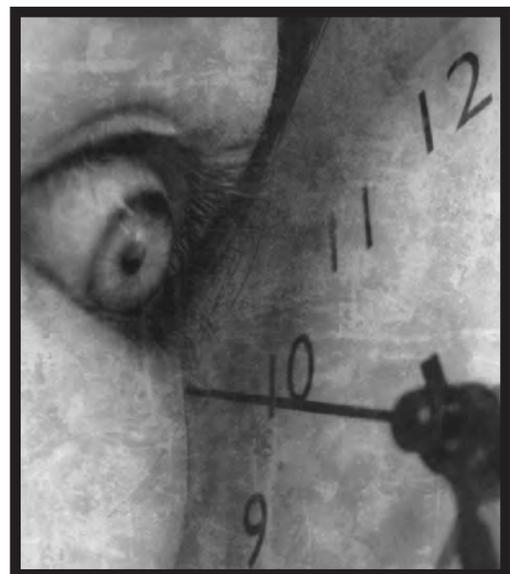
La question organisationnelle a toujours pris beaucoup de place dans les débats à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, et souvent avec beaucoup plus de nuances qu'on pourrait le croire. À l'époque « insurrectionniste » de la première Internationale en Italie, Cafiero défendait l'organisation décentralisée en « *poignées de compagnons indépendants les uns des autres* » plutôt qu'une organisation centralisée, tandis que quarante ans plus tard, les anarchistes espagnols organisés justement en groupes affinitaires pour soutenir un cycle de révoltes, d'attaques et d'insurrections sur plusieurs années, se sont formellement fédérés dans une organisation spécifique anarchiste. Un peu avant ces années révolutionnaires espagnoles, on peut aussi citer les compagnons du courant « anti-organisateur » comme Ciancabilla, qui ont commencé à développer –face à l'organisation anarchiste unitaire (*Unione Anarchica d'Italia*) d'un Malatesta–, la notion d'organisation informelle, proposant ainsi la coordination entre des groupes affinitaires pour réaliser un but temporaire et spécifique. La discussion autour de *l'affinité* et de *l'organisation informelle* est donc aussi à replacer dans une continuité historique.

L'organisation informelle et *l'espace d'informalité* qui la sous-tend entendent s'opposer aux organisations bureaucratiques, de synthèse, centralisées, et donc formelles, du mouvement anarchiste ; organisations qui généralement aspirent en plus à réunir tous les anarchistes sous le même sigle, derrière la même banderole, niant ainsi les diversités qui font justement toute la vivacité et, si l'on veut, la « force » du mouvement

anarchiste. De façon générale, contre ceux qui, en toute occasion, face à n'importe quel obstacle, plaident pour *l'unité*, il y a toujours eu d'autres compagnons qui ont choisi de préserver leur autonomie pour agir non pas en phalange disciplinée, mais en poignées disparates.

Si on creuse un peu plus cette notion de groupe affinitaire et d'affinité, on pourrait l'aborder en interrogeant la base sur laquelle s'organiser (laissons tomber ceux qui ont eu cette trouvaille géniale de l'impératif : « *il faut s'organiser* », sans plus). Le syndicalisme révolutionnaire a par exemple soutenu la nécessité de s'organiser sur la base de la condition sociale, et plus spécifiquement celle de l'ouvrier industriel. Si nombre d'anarchistes y ont souscrit, on se souvient aussi que lors du Congrès d'Amsterdam en 1907, Malatesta répondait à Monatte : « *laissez-nous préparer l'inévitable insurrection, plutôt que de nous limiter à exalter la grève générale, comme si c'était la panacée contre tous les maux. Et s'il-vous-plaît, gardez pour vous l'objection que le gouvernement est armé jusqu'aux dents et sera toujours plus fort que les insurgés* ». D'autres affirment qu'il faut s'organiser sur la base des besoins qu'on a en commun (ce qui tend très vite à devenir une espèce de *syndicalisme élargi*), ou sur la base d'un *milieu/mouvance*, en laissant tomber le pénible parcours de discussions et d'approfondissements théoriques, au profit de mises en commun immédiates de *savoir-faire*, de débrouilles, du fait d'habiter *ensemble*, d'une *action*, voire même de pratiques « sportives » etc.

S'organiser sur une base affinitaire signifierait selon nous plutôt mettre au premier plan la connaissance réciproque, le partage d'idées et de perspectives, avec tout ce qui en découle en terme d'activités variées. L'affinité tend vers une *qualité* des rapports entre compagnons, un partage direct et non-médié (ni par les catégories sociales, ni par un programme, ou par l'appartenance à une quelconque communauté) de volontés et de projectualités. En même temps, elle correspond aussi au désir d'expérimenter *ici et maintenant* un *début* d'autres rapports, d'autres relations que celles enracinées dans la domination et l'aliénation. S'organiser selon les affinités vise aussi à répondre à la question de comment s'organiser sans sacrifier pour autant son autonomie d'action sur l'autel de la stratégie révolutionnaire ; sans réduire « librement » ses idées à une résolution prise par une organisation ou une assemblée générale ; sans enrégimenter et uniformiser toutes les différences et nuances dans des sigles et des groupes formels qui se croient ainsi plus forts en se regardant dans le miroir spectaculaire et déformant de la domination.



La recherche d'affinités est bien sûr un long parcours, jamais terminé ni acquis. Elle se déroule d'abord au plan *inter-individuel* sans faire du nombre un critère *en soi*, ce qui ne signifie pas qu'on ne puisse pas s'organiser ainsi à plusieurs dizaines de compagnons en même temps (l'exemple des anarchistes russes de 1903 à 1907 à Bialystok est parlant à cet égard). Plutôt qu'une croissance à l'infini, cette recherche préconise la *multiplication* de groupes affinitaires qui peuvent se coordonner selon leurs volontés et leurs projectualités, à l'intérieur d'espaces informels. De cette coordination peuvent également se créer des formes d'*auto-organisation informelle*, où s'organiser ne devient plus un but supérieur qui justifie tout, mais devient la conséquence de projectualités partagées dans un jeu permanent de compositions et de recompositions.

L'«organisation informelle» ne se décrète pas, pas plus qu'elle n'aspire à une croissance quantitative. Elle naît et meurt avec la réalisation (ou mieux, la tentative de réaliser) d'un projet. Un cercle affinitaire peut par exemple prendre l'initiative d'entamer une lutte spécifique contre tel ou tel aspect de la domination (un centre de rétention en construction, un aéroport, un tracé de TGV ou une ligne à haute tension,...), et ce projet de lutte peut alors nécessiter une coordination informelle entre différents groupes de compagnons. Ces groupes ne sont pas appelés à sacrifier leurs particularités et leurs différences au nom du projet. Il n'y a aucun catéchisme ou programme sur lequel jurer. Par contre, l'organisation informelle entre différents groupes affinitaires peut permettre de mieux prendre en charge les différents aspects de la lutte².

Soulignons une fois encore qu'*agir en (relativement) petit nombre, ne veut pas dire être isolé*. Ce qui détermine ce rapport n'est en effet pas lié au caractère de masse du mouvement ou de certaines de ses composantes, mais à la pertinence sociale des activités des compagnons, de cette minorité active qui peut dialoguer avec tout un chacun si elle s'adresse à tous en visant juste. Cela ne veut évidemment pas dire que les anarchistes doivent faire tout leur possible pour être seuls face au monde, renoncer à toute rencontre au nom de leur individualité : il s'agit simplement de refuser le quantitatif comme seule mesure, et de rechercher plutôt la *qualité*. Notons aussi la grande différence entre dire « *plutôt seuls que mal accompagnés* » et « *la solitude est notre force* ». La première proposition pointe vers l'approfondissement des contenus, tandis que la deuxième n'est qu'un renversement de l'illusion quantitative.

Du double niveau

Réfléchir à comment des poignées de compagnons peuvent contribuer aux conflits en cours, n'a rien de *léniniste*. Au pire, ces compagnons sont peut-être trop optimistes, en pensant qu'ils peuvent souffler sur des feux qui existent déjà. Mais ne serait-ce pas là leur véritable vice ? Si on parle de rapport léniniste, ne serait-ce pas plutôt d'adapter ses propres activités à ce que « la classe » fait ou devrait faire, cela ne serait-il pas, justement, une pensée *purement stratégique et politique* ? Les reproches d'aventurisme, de faire sans penser, de ne pas prendre en compte les conditions objectives etc. sont en général produites *par* des léninistes, et semblent d'autant plus infondés qu'ils s'appuient sur la confusion qui semble actuellement régner autour des concepts d'insurrection (notamment de ses versions blanquistes ou luttarmatistes), d'attaque diffuse, anonyme et reproductible, ou encore à partir de *l'idéologisation* de certaines méthodes anarchistes défendues dans l'espace de la pensée virtuelle (mais pas seulement, selon les contextes).

Les chemins que les anarchistes avec des perspectives insurrectionnelles en tête tentent d'explorer sont probablement

les moins faciles. Ils se retrouvent souvent pris en étau entre une partie du mouvement qui réduit tout à la seule apologie de l'action, séparant l'acte de révolte du reste de nos vies et de la conflictualité sociale, et une autre partie qui jongle sur le terrain de la gauche agonisante ou continue à se perdre dans la recherche d'un énième sujet. L'oxygène pour penser une révolte qui ne se laisse pas piéger par l'illusion, ou plutôt, par la dégénérescence luttarmiste, sans chercher non plus frénétiquement à être avalisée par une masse quelconque, est en train d'être brûlé très rapidement. Pour en finir avec toutes celles et ceux qui s'obstinent encore à tenter de pratiquer les chemins escarpés vers une insurrection sociale, on peut dire que l'adjectif qui revient le plus souvent contre eux est « dangereux ». Leur volonté que des actes puissent être réappropriés par tout le monde est ainsi dénoncée avec légèreté comme étant le fruit de manipulateurs... et il devient alors facile de deviner chez qui la police va venir frapper. « *Ce n'est pas possible de faire comme ça !* » : vous ne pouvez pas ouvertement défendre vos idées, les coller sur les murs, les écrire dans des tracts et agir en même temps selon votre propre créativité : c'est *ou* parler, *ou* agir. Certes, on ne veut pas séparer les moyens des fins, ils coïncident, mais laissez discrètement tomber cette cohérence qui n'amène qu'à de la rigidité et à de la fermeture *idéologique*.

Ce double discours sur la praxis ou la cohérence atteint un tel point qu'on peut se demander où réside effectivement le fameux « double niveau » supposé !

La projectualité

Ce n'est pas parce qu'il est toujours bon de cracher sur l'attentisme, de critiquer ceux qui théorisent l'annulation de la tension entre la théorie et la pratique pour privilégier l'un ou l'autre, de répéter qu'à l'origine de tout conflit social se trouve la révolte individuelle (évidemment toujours partielle, et jamais dans l'absolu), qu'on pense qu'il est superflu de réfléchir à nos pas, qu'on doit cesser d'en approfondir les *pourquoi*.

Afin de ne pas être par exemple éternellement à la remorque des luttes sociales, sans les mépriser ou les ignorer, développer une projectualité consiste à déployer de manière indépendante et *autonome* des méthodes pour à la fois intervenir lors de ces dernières et être capable de lancer soi-même des batailles, en partant de ses propres désirs et exigences. Il s'agit d'un ensemble toujours provisoire de perspectives, d'analyses et de méthodes ; c'est le terrain sur lequel s'ouvre l'espace pour la mise en relation et la coordination d'individualités et de groupes affinitaires dans un projet partagé. Ainsi, la projectualité ouvre l'espace pour la rencontre, non pas au sein d'une organisation de synthèse autour d'un programme, ni dans les lieux du « milieu » où le collectif se limite souvent à un partage des rapports affectifs et à quelque activisme commun, mais directement sur le terrain de l'affrontement contre la domination dans une dialectique entre théories et pratiques. Ces projectualités peuvent être diverses, sans recettes ni modèles à suivre, même de quelque passé glorieux. Et lorsque les analyses changent, ce n'est par pour autant que change la nécessité d'attaquer, et encore moins les *idées*, car ce ne sont bien sûr pas les idées qui doivent être adaptées à la réalité, mais les projectualités et les méthodes. Analyser les changements et les évolutions de la domination, prendre en compte les mentalités et les occasions peut certes modifier nos angles d'attaque, mais il n'en demeure pas moins que c'est avec nos propres idées que nous partons à l'assaut du vieux monde. Malgré leur caractère d'hypothèses inachevées, dans le sens où la domination nous mutile comme tous nos contempo-

rains, on ne peut pas non plus nier que nos idées restent souvent en contradiction fondamentale avec les valeurs et les rapports existants. Pour prendre un exemple, si tout dans ce monde tend à se réduire à des questions de survie, ce n'est pas pour autant à nous de brandir l'étendard de son organisation collective. Par contre, nous pouvons y porter nos idées de la *vie*, une vie démesurée, quitte à nous trouver en conflit avec ceux qui font de la simple survie leur champ d'action. De la même façon, ce n'est pas en décrivant et encore moins en disséquant à l'infini une réalité toujours plus totalisante qui asphyxie progressivement tout sens émancipateur, que vont sortir des chemins pour la subvertir. Ce serait plutôt à notre avis en cherchant par exemple les points vulnérables qui se multiplient aussi, en mettant en avant les fragilités à portée de main liées à la nouvelle organisation sociale du capital, en réseau et en flux.

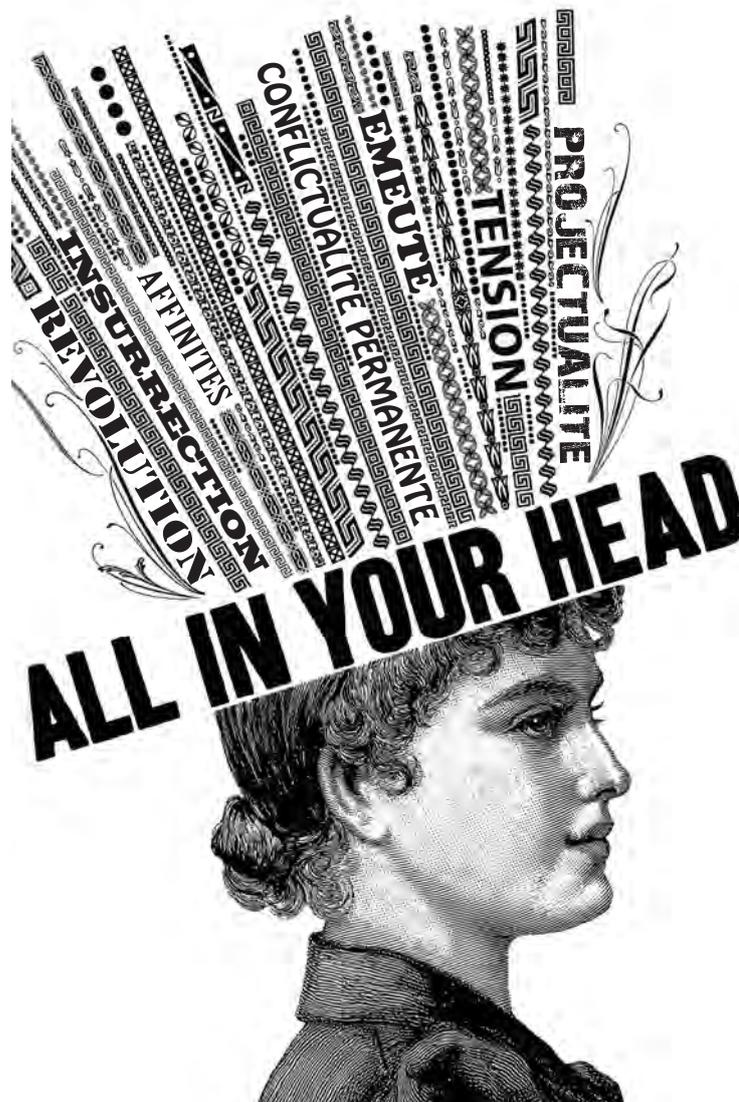
La réduction de nos désirs, de nos rêves et de notre langage aux catégories imposées par la domination serait en effet un des coups les plus rudes que l'autorité ait jamais porté contre ceux qui veulent vivre libres. Utopiques, peut-être. Irréductibles, certainement.

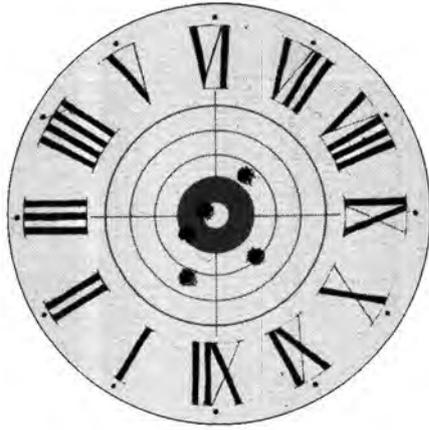
De la conflictualité permanente

Jamais dans l'histoire, la domination n'a pu prétendre à *raison* avoir écrasé toute velléité de révolte. Jamais elle n'a réussi à rendre les hommes entièrement dociles et obéissants. Jamais elle n'y parviendra, ne serait-ce que parce que la vie

humaine ne peut être entièrement soumise qu'à condition de l'anéantir physiquement. Certes, l'histoire est traversée de moments plus ou moins intenses, écrasements provisoires. Certes, on peut parler de paix sociale ou même de pacification générale, mais ceci ne veut pas dire que la conflictualité reste entièrement absente.

Depuis longtemps maintenant, certaines analyses ou idéologies se sont fait une spécialité de découper l'ensemble de la conflictualité sociale en hiérarchisant les terrains de lutte. Cela amène leurs partisans à ne voir de conflictualité que lorsqu'elle s'exprime d'une manière qui rentre dans leurs critères, comme par exemple le seul prisme économique de l'exploitation. En l'absence d'offensives ouvrières, des «précaires» ou d'un mouvement social conséquent... ils attendront alors la «prochaine vague» pour se mettre en jeu, tout en théorisant que l'analyse des limites de la précédente est déjà une activité hautement pratique en soi. Pourtant, de même que la domination est un *ensemble* qui affecte les rapports sociaux dans chacun de leurs aspects, la conflictualité n'est réductible à aucun de ses aspects singuliers, pas plus aux classiques mouvements sociaux de travailleurs qu'aux émeutes quotidiennes dans les quartiers, ou à la somme des révoltes individuelles – sachant qui plus est que ces *expressions* s'influencent les unes les autres. Renoncer à essayer d'avoir une vision d'ensemble de la conflictualité sociale amène fatalement à creuser des fossés (les «ouvriers des raffineries», les «lycéens», les «chômeurs») là où il devrait y avoir des ponts, à entourer de brouillard les





espaces où la lumière devrait entrer, à fuir devant les occasions de rencontres mais aussi d'antagonisme entre les différents aspects de la conflictualité sociale, à opposer de manière dichotomique ce qui ne l'est pas là où des individus expriment leur conflictualité.

A l'inverse, insister sur la conflictualité *permanente*, c'est-à-dire la considérer comme un *ensemble* qui connaît différentes intensités, où chaque expression peut *dialoguer* avec une autre et se renforcer mutuellement, est un premier pas pour être capables de développer un parcours *autonome* de lutte. Autonome, dans le sens que l'on n'est pas à la remorque de sujets en lutte, de mouvements sociaux ou de fétichismes de la forme (« *ce n'est que quand il y a émeute que cela devient intéressant* ») ; autonome, dans le sens où l'on est en mesure de participer à la conflictualité sociale, de nager dans ses vagues sans s'y noyer, mais toujours avec ses propres exigences, ses propres « critères », afin d'y développer sa propre intervention.

La conflictualité permanente consiste aussi à refuser la logique du petit à petit, de la politique. Dans les luttes, il y a souvent toute une batterie de formations politiques et syndicales prêtes à enterrer le conflit, à amener la contestation sur une voie défensive, à éteindre la révolte qui couve à coups de négociations. La conflictualité permanente, c'est donc aussi le choix de ne pas faire d'alliances avec ceux-là, de tenter de virer dès le début ces parasites et récupérateurs de la lutte, de ne pas cautionner des mécanismes politiques comme on les voit souvent (voire toujours) dans des assemblées générales, par exemple.

De l'attaque diffuse et d'autres choses

Soulignons tout d'abord que les anarchistes ne sont de loin pas les seuls à se révolter contre ce monde, ni les plus nombreux, pas plus qu'ils ne possèdent –et heureusement ne posséderont jamais– l'exclusivité des coups portés contre la domination. Certes, la résignation est fort répandue, mais n'oublions jamais que chacun (c'est-à-dire tout le monde) aura toujours une capacité de se révolter, aussi réprimée soit-elle, aussi éloignée puisse-t-elle sembler. La révolte n'est le privilège de personne, c'est une tension de chacun. C'est donc à cette capacité-là que nous pensons qu'il faut faire appel, et cela à tout moment. La révolte, entendue ici en terme *d'agir contre*, ne peut être réduite à un instrument ou à une « stratégie ». Tout acte de révolte comporte un aspect intimement humain et individuel, et au-delà du montant des dégâts occasionnés et du bon ou mauvais choix du moment (qui relèvent plutôt de la *projectualité* mise en œuvre que de l'acte en soi), c'est surtout le développement de la capacité autonome de chacun

qu'il s'agit d'encourager ; la capacité de comprendre ses forces, d'exprimer ses désirs, d'armer ses mains. Certains trouveront cela peut-être trop idyllique ou même ridicule, mais ils oublient que dans la guerre sociale, ce sont des humains qui se battent, pas des soldats obéissants à la seule stratégie.

Vu la confusion qui semble parfois régner au sein du mouvement, précisons une fois de plus en quoi consiste la fameuse « *proposition de l'attaque diffuse* ». Non pas pour l'exalter en tant que seule méthode possible ou même intéressante, mais simplement pour distinguer ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas.

L'attaque diffuse est une méthode particulière pour tenter d'animer la conflictualité permanente. Elle vise à la *prolifération* de ces actes à un niveau social, ce qui signifie insister sur la *facilité* du modus operandi en termes techniques et de choix des cibles (c'est la question de la *reproductibilité* des attaques), sur leur *compréhension* sociale immédiate et non-médiée, et enfin sur la préférence pour des objectifs liés à l'oppression quotidienne dans ses aspects les plus divers plutôt que contre les prétendus « centres » de la domination .

Même si des révolutionnaires peuvent parfois être les premiers à attaquer certaines cibles, la proposition de l'attaque diffuse s'adresse à *tout le monde*, toutes celles et ceux qui veulent lutter sur des bases d'auto-organisation et d'action directe (contre tel ou tel projet de la domination, lors d'une certaine situation sociale, etc.). Le but n'est évidemment pas la multiplication d'attaques diffuses par les seuls révolutionnaires, mais une appropriation sociale de la proposition – et ceci plutôt en termes de qualité que de quantité. Le caractère diffus de ces attaques provient en général de leur aspect *anonyme*, qui s'oppose à une prolifération d'actes *politiques*, brisant au passage toute symétrie dans l'affrontement (spécialistes versus Etat). Pour le dire encore plus clairement : l'attaque diffuse n'est pas une histoire de longs communiqués, signés ou pas.

Précisons également que la facilité et la reproductibilité des attaques diffuses ne relèvent pas d'une fausse hiérarchie entre les moyens techniques. Dans certaines contrées ou sur certains terrains de lutte, l'usage de la dynamite peut-être par exemple socialement très répandu et à la portée de beaucoup (qu'on pense à la Bolivie), tandis qu'ailleurs, ou en d'autres temps, son utilisation ne va pas du tout de soi, et nécessiterait une logistique énorme. Ici, la question n'est évidemment pas de *s'adapter* à l'image donnée des dernières expressions de révolte en vogue, mais plutôt d'éviter d'*éloigner* la possibilité de l'attaque dans son propre contexte. Au-delà de l'aspect technique, le critère le plus important de la reproductibilité des attaques réside certainement dans le choix des cibles. En matière d'attaque diffuse (ce qui n'exclut pas par ailleurs d'autres méthodes, *avec d'autres buts*, pour frapper la domination), ce n'est pas la même chose de viser les relais de téléphones portables qui infestent le territoire que de frapper le siège de l'entreprise de télécommunication. De même, il existe une différence notable entre viser les différents rouages de la machine à expulser (entreprises, institutions, collaborateurs, ... à chaque coin de rue) et le centre de rétention lui-même. L'idée de base qui sous-tend la proposition de l'attaque diffuse est que le pouvoir peut être remis en question partout, qu'il n'est pas constitué de grands centres qu'il faudrait détruire ou dont on pourrait s'emparer, mais que c'est l'ensemble de toutes les structures de la domination modelant les rapports sociaux (et vice versa) qui sont à portée de main et doivent être ciblées³.

De la même façon, les attaques diffuses ne se veulent pas uniquement significatives et compréhensibles pour ceux qui ont digéré les théories révolutionnaires, et doivent donc chercher ou créer les circonstances pour pouvoir être comprises directement, immédiatement, socialement, et sans médiation quelconque. Au-delà de l'aspect souvent *politique* d'une « revendication », cette manière de concevoir la diffusion (à coups de communiqués d'attaques) ne peut pas prétendre avoir créé ces circonstances à elle seule, et encore moins avoir puisé dans sa créativité pour ouvrir des espaces de discussion et d'échanges qui échappent à la médiation et la délégation. Le jeu avec ces circonstances doit être permanent, comme la conflictualité elle-même, en reposant toujours sur *l'ensemble* des aspects de la lutte.

Une remarque en passant : qu'en est-il alors de ceux qui disent qu'une dissémination *incontrôlée* d'attaques n'amènera que la police ? De ceux qui, se servant de grands discours sur la théorie révolutionnaire, prennent leurs distances avec ceux-là mêmes qui affirment qu'il est toujours possible et souhaitable que les attaques se produisent ? Eh bien c'est simple : ils nous donnent la nausée. La nausée de voir ces acrobates jouer à cache-cache avec les idées par *peur* de la répression. Si les regards de la police se dirigent plutôt vers ceux qui soutiennent publiquement les attaques, c'est aussi à cause de ces distanciations. Au-delà de ce dernier aspect, s'il existe bien une conspiration en la matière, c'est certainement aussi celle du *silence* plus ou moins gêné. Éviter de faire référence à certains concepts par crainte d'être identifié par la police de la pensée, ne plus oser défendre la nécessité du sabotage quand on en est soupçonné, se retrancher derrière la gauche ou les citoyennistes pour mieux opérer, jouer la carte innocentiste devant les juges, ... Que chacun fasse comme bon lui semble, certes, mais quelles que soient vos bonnes excuses, au moins ne vous amusez pas à feindre d'avoir eu raison quand la répression va plutôt frapper à la porte de ceux qui se tiennent loin des doubles discours et de la tactique politique. Et là, il s'agit aussi d'une question de perspectives, de projectualités ou de propositions.

Le sort des luttes spécifiques

Les temps sont en train de changer, tout comme les manières dont la conflictualité sociale s'exprime. Certains parlent aujourd'hui d'explosions de rage, souvent très virulentes ; d'émeutes qui peuvent éclater à n'importe quel moment ; de manque de « conscience » et de « perspectives émancipatrices ». Evitons pourtant de coller un cadre trop restreint sur la complexité et la multiplicité des choses. Même si cette partie a fort augmenté et que, selon nous, elle le fera d'avantage, la conflictualité ne consiste pas uniquement en des explosions émeutières qui ne parlent qu'à travers le pillage et la destruction, et qui sont animées par ce qu'on pourrait appeler un *vide*. Il y a aussi d'autres choses dans cette période, comme par exemple la révolte en décembre 2008 en Grèce, ou encore celles qui continuent de se produire aux portes de l'Europe (Tunisie, Egypte, Algérie, ...). La question n'est pas de vouloir à tout prix opposer des formes les unes aux autres, de reculer devant celles qui sont plus difficiles à comprendre pour n'applaudir que les « vraies » révoltes, mais peut-être plutôt de partir à la recherche de comment les faire communiquer, les faire dialoguer.

Il en va un peu de même à propos des luttes qui se sont développées contre les centres de rétention, les prisons, tel ou tel projet de nuisance. A force de vouloir constater à quel point

elles sont « décalées » des autres aspects de la conflictualité sociale, on pourrait presque ériger nous-mêmes des barrières insurmontables. Si ces luttes ne trouvent peut-être pas un accueil chaleureux et complice dans de larges couches de la population, si elles restent circonscrites, les idées qui sont portées, les expériences qui y sont faites n'en demeurent pas moins importantes. Partir d'une analyse qui met à nu certains projets de la domination et parvenir à développer une projectualité pour lutter *contre*, n'est pas insensé ou dépassé du point de vue de l'antagonisme social en général. A côté d'autres manières encore à découvrir et à expérimenter, les luttes spécifiques qui partent d'une perspective précise permettent encore de trouver un peu de sol stable pour partir à l'assaut du ciel, pour éviter d'être suspendu dans le décalage qui peut exister entre nos idées et la conflictualité sociale, de trouver des voies pour y intervenir. Face aux nouveaux défis, rien ne sert de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Révolution et insurrection

Arrivés à la fin de ce texte, il nous faudrait encore aborder une question qui, à notre avis, pourrait amener un peu de clarté dans tous ces débats autour de l'insurrection et des méthodes insurrectionnelles. Historiquement, la question de l'insurrection a toujours été posée avec en perspective la *révolution sociale*. L'insurrection n'était ni la fin, ni le but, mais un *préambule*, une rupture considérée comme nécessaire pour commencer à démolir toutes les choses qui faisaient obstacle à la révolution. Nous pouvons encore nous rappeler ces récits de révolutions manquées où les compagnons d'alors se sont dit après coup qu'il fallait absolument insister sur *l'œuvre destructive de l'insurrection*, car au cas (et ça s'est produit maintes fois, avec de magnifiques occasions perdues) où celle-ci n'allait pas assez loin, la révolution était vouée à l'échec, et la réaction devenait « inévitable ».

La question reste toujours ouverte aujourd'hui, pour savoir *comment* arriver à la révolution sociale, cette grande subversion des rapports sociaux, *comment* lui garantir de l'espace et du temps, de l'oxygène et des idées pour qu'elle puisse *définitivement* jeter d'autres bases pour la vie et le vivre-ensemble. Dans ce processus, l'insurrection n'est qu'un « passage », que nous devons à présent réimaginer dans sa consistance. Mais aussi, comment l'insurrection qui pourrait surgir diffèrera de celles qu'on a connues dans le passé, dans d'autres conditions, et peut-être même, si elle demeure encore une *étape nécessaire*, au moins dans le sens historique qu'elle a acquis.



Dans l'instabilité actuelle et croissante des sociétés au sein desquelles nous vivons, les projectualités insurrectionnelles qui avaient essentiellement pour objectif de soulever la tombe de la pacification sociale des années 1980-90, risquent de se retrouver dans une impasse, tout simplement parce que la pacification sociale n'est plus la même qu'il y a vingt, voire seulement dix ans. Du coup, nos desseins pourraient désormais essayer de porter plus loin encore, en tendant plus explicitement vers la « révolution ». Sur ce point, on ne peut pas sous-estimer ce que les soulèvements dans le monde arabe sont par exemple en train de remettre sur le tapis, d'autant plus qu'à de nombreux moments, ceux-ci ont assez largement accompli leur « devoir destructeur ». Ces moments-là, inimaginables il y a quelques années encore, sont une des expérimentations en cours capables de réinterroger in vivo la question sociale, y compris celle de l'insurrection et de la révolution. En tournant nos regards de ce côté, sans pour autant se détourner de la nécessité de l'œuvre destructive, on pourra peut-être constater que le défi primordial en terme de projectualités n'est plus uniquement de briser la résignation, mais surtout de savoir comment faire vivre nos idées et nos rêves une fois que la marmite explose.

on prend d'un côté *La tentation insurrectionniste* (J. Wanjstein et G. Xavier, ed Acratie, février 2012) ou d'un autre le dossier de la revue *Nous autres* (n°3, juin 2012), on ne peut pourtant pas vraiment dire qu'un débat est en train de naître. Tous deux mélangent allègrement les théories de communistes autoritaires, comme celles défendues dans *Tiqqun* ou *L'insurrection* qui vient, avec les idées d'une partie des anarchistes. Comme si l'emploi d'un même mot (« insurrection ») suffisait à les réunir malgré des approches antinomiques, qui plus est dans une idéologie commune tout droit sortie du cerveau caricatural de nos chers professeurs. A noter aussi que le texte ci-dessus a été rédigé avant la parution de ces deux imprimés.

2. Il n'y a pas de hiérarchie dans ces différents aspects de la lutte (diffusion d'idées par voie de tracts, publications, journaux, affiches ; attaques et sabotages contre les structures de la domination ; l'appropriation de moyens techniques et financiers pour soutenir la lutte ; proposition et expérimentation de formes organisationnelles dans un projet de lutte, etc.). Ce n'est pas parce que des groupes prennent plus en charge un aspect qu'un autre, qu'on peut parler de spécialisation. A chacun son parcours et ses recherches, mais plus vastes sont ces parcours, plus riches deviennent les possibilités.

3. Profitons-en pour rappeler l'agaçante obsession qui semble difficile à dépasser, y compris parmi les anarchistes, de concentrer ses forces sur des cibles hautement symboliques. Pensons par exemple aux manifestations en Grèce qui s'acharnent sur le parlement.

1. Fausses critiques qui commencent aussi à émerger par écrit. Si

Le 18 juin 1902, les grévistes organisaient un meeting à Saals Park, dans le faubourg de Haledon, situé à 2 kilomètres de Paterson. La réunion, à laquelle assistaient 8 000 ouvriers et ouvrières, était présidée par M. James Mac Grath, un Irlandais d'origine, ouvrier, teinturier lui-même, qui venait de jeter les bases, à Paterson, de l'association des ouvriers travaillant dans l'industrie de la soie. M. Mac Grath adressa aux grévistes des paroles énergiques, mais judicieuses. Il leur conseilla de resserrer les liens moraux qui les unissaient les uns aux autres dans la lutte engagée pour l'amélioration de leur sort. L'assemblée, cependant, était agitée. On entendait, de temps en temps, des protestations, des cris de guerre en toutes les langues, qui suscitaient de nouveaux cris et de nouvelles protestations toujours plus belliqueux et se répercutant sinistrement au loin, dans la prairie fourmillante d'ouvriers et, en l'air, sur les arbres où d'autres ouvriers étaient perchés. Mac Queen, venu exprès de New-York, prit ensuite la parole et fit un bref discours d'une extrême violence, que les grévistes ne comprirent qu'à moitié, ce qui ne les empêcha pas d'applaudir avec frénésie. A ce moment, une voix crie : *Vogliamo Galleani ! Vogliamo Galleani !*

« Nous demandons Galleani ! » et des milliers de voix font écho : *Galleani ! Galleani !* Luigi Galleani, le directeur du journal anarchiste *La Questione Sociale*, de Paterson, monte alors sur la table. Les vivats enthousiastes redoublent, et la prairie semble, pour un instant, changée en un océan houleux de bras haut levés qui agitent des chapeaux, des mouchoirs, des journaux, des cannes. Puis, soudainement, le calme se rétablit dans l'assistance. Galleani commence à parler. Je n'ai jamais entendu d'orateur populaire plus puissant que Luigi Galleani. Il possède une facilité de parole merveilleuse, accompagnée d'une faculté rare chez les tribuns, la précision et la netteté des idées. Sa voix est pleine de chaleur, son regard est vif, pénétrant, son geste est d'une vigueur exceptionnelle, et, à la fois, d'une irréprochable distinction. Il parle toujours en italien, naturellement, avec un léger accent lombard ; mais les ouvriers anglais et français qui, ce jour-là, se trouvaient dans la foule, suivaient son discours avec une attention intense et paraissaient saisir la signification de chaque mot.

Una turba assetata d'oro e di sangue, commença par dire Galleani, « une coterie, assoiffée d'or et de sang humain, exploite depuis longtemps votre travail, ô camarades. Pour eux, c'est la richesse, le luxe ; pour vous, c'est la misère, la honte. Et tandis que vos veines s'épuisent, les coffres de vos patrons s'emplissent de monnaie. Avec cet argent, ils bâtiront d'autres fortunes, vos maîtres ; et, s'il le faut, comme il le faut toujours, hélas ! ils achèteront la conscience de ces misérables qu'ils paient pour vous égorger. Vous laissez-vous égorger ? »

Un frisson traversa l'assistance ; mais Galleani continua : « Regardez vos femmes : elles étaient jolies, pleines de santé. Le travail, auquel les patrons les condamnent, les a rendues pâles, émaciées, anémiques. Regardez vos enfants : vous rêviez de les voir grandir beaux, affectueux, intelligents : l'usine est là pour les abrutir. Regardez-vous vous-mêmes. N'étiez-vous pas pleins d'espérance, en quittant votre pays qu'une tyrannie médiévale épuise ? Hélas ! dans cette contrée de soi-disant progrès, vous êtes également voués à une autre tyrannie non moins épuisante ! »

« Compagnons ! soulevez-vous. Répondez à la violence légale du capital par la violence humaine de la révolte ! »

Au milieu des applaudissements des grévistes, Galleani saute en bas de la tribune et, brandissant une canne, se précipite vers la sortie du Park, suivi par la foule hurlante et menaçante. On a vite franchi High Mountain road et, par Rip van Winkle avenue, on arrive devant le tissage J.A. Hall et Cie, situé à un kilomètre du Park. Les ouvriers qui y travaillaient encore sortent et se joignent aux grévistes. Des vivats frénétiques les accueillent. Mais il est fatal que ces manifestations d'une foule surchauffée par le sentiment ne soient jamais exemptes de danger... Pendant plusieurs jours, Paterson fut en révolution.

Sur quelques vieilles questions d'actualité parmi les anarchistes (et pas seulement)

39

NN, janvier 2003

Ceci dit, je ne suis pas non plus un fanatique de la violence. Je n'aime pas qui se vante de ses prouesses en la matière, je n'en fais pas l'apologie, je déteste ceux qui la considèrent comme l'unique solution. Je pense qu'il s'agit d'une nécessité dans la lutte contre la domination, mais rien de plus. Comme Malatesta, je ne crois pas aux « couchers de soleil paisibles ». Je ne crois pas que le béton armé avec lequel le pouvoir a recouvert nos existences sera brisé par l'éclosion de la fleur de la liberté, tendrement semée en diffusant nos idées.

Parce que je ne suis pas non-violent, je ne supporte pas les condamnations moralistes des actes de violence. Leur hypocrisie me donne la nausée. Et parce que je suis pas un fanatique de la violence, je ne supporte pas non plus l'exaltation acritique de ces actes. Leur stupidité me porte sur les nerfs.

Récemment, il a été donné une grande importance aux attaques accomplies par des compagnons inconnus, d'abord contre la préfecture de police de Gênes, et ensuite contre le régime pénitentiaire espagnol. La réaction hystérique des médias et celle de la police étaient prévisibles. Mais quelle est la réaction des compagnons ? A part les habituels imbéciles qui se consacrent à la diétrologie¹, la réaction la plus

Je ne suis certainement pas non-violent. Toutefois, je peux comprendre celui qui hait la violence au point de vouloir la bannir de sa propre vie ; celui qui ne tuerait jamais, qui n'emploierait jamais la force pour se faire valoir ; qui, par caractère et aptitudes personnels, préfère ne pas y avoir recours. Mais tout cela, je ne le trouve compréhensible que s'il s'agit d'un choix individuel et conséquent. Lorsque la non-violence est présentée comme une méthode de lutte, lorsque elle est proposée comme voie à suivre, lorsque d'éthique individuelle elle devient morale et projet collectifs, cela me semble être une vraie saloperie. Elle devient seulement utile pour justifier l'inaction et faire obstacle à celui qui se révolte, une valeur absolue à rappeler aux faibles pour permettre aux puissants de l'oublier avec plus de commodité. Au bord du gouffre, avec un terrain qui devient de plus en plus glissant et sous le feu de l'ennemi, l'invitation à n'employer que les bonnes manières ne peut qu'apparaître ainsi. Le fait qui veut, mais qu'il m'épargne les sermons.

commune a été celle du silence. Silence dû au fait d'éviter de faire des distinctions entre ceux qui sont favorables à ces attaques et ceux qui y sont opposés, ce qui ne pourrait être utile qu'aux enquêtes policières. Cependant, ce silence ne s'est pas limité aux jours qui ont suivi les attaques, il perdure. Ce n'est plus le silence face à l'ennemi qui voudrait savoir, c'est le silence jusque parmi des compagnons qui voudraient se comprendre. De la présence d'une forme de solidarité minimale on est passé à l'absence de toute discussion critique. Mais pourquoi l'action, quelle qu'elle soit, ne devrait-elle pas être soumise à la réflexion critique ? Pourquoi un hypothétique débat sur des sujets de ce genre est-il perçu comme obstacle, comme quelque chose qui vise à empêcher de semblables actions ? Pourquoi ne pourrait-il pas être au contraire un soutien, une manière de clarifier le sens de ce qu'on veut faire, pour renforcer l'action et l'affiner ?

Pour ma part, prenant comme point de départ les récents événements, j'ai décidé d'écrire et diffuser ce texte. Sa forme anonyme n'est pas due à la crainte d'assumer la responsabilité de mes dires, elle est seulement une façon de ne pas me distinguer des autres compagnons aux yeux de ces messieurs [de la police].

REVENDEICATION OUI, REVENDEICATION NON

Que je sache – mais je pourrais me tromper, n'étant pas un expert en la matière – il faut remonter à la Russie de 1878 pour trouver le premier document de revendication d'un attentat venant d'une organisation révolutionnaire. Il s'agit de l'opuscule *Smert' za smert'* (*Mort pour mort*) diffusé par le groupe « *Narodnaja Volja* » (la Volonté du peuple) après le meurtre du général Mezenkov, chef de la police secrète russe. L'opuscule de revendication fut expédié, treize jours après l'homicide, à un quotidien de Pétersbourg et, dans les jours suivants, beaucoup de copies furent faites et envoyées dans d'autres villes à de nombreux fonctionnaires gouvernementaux². À l'époque, cette action fit grande sensation et – naturellement – de la part de ceux qui pensaient que le recours à de tels moyens ne pouvait ni substituer ni appuyer le plus important moyen de propagande des idées de révolte parmi les masses, les critiques ne manquèrent pas.

Depuis, cette scène s'est répétée des centaines de fois. Les détails changent à chaque fois, évidemment, mais pas la substance. On pourrait presque dire que l'expérience de ces révolutionnaires russes est devenue une espèce d'archétype, un modèle original dont les manifestations suivantes ne sont que des filiations ou des imitations. La seule variante, à l'intérieur de ce schéma, a été apportée par ces anarchistes qui n'ont jamais défendu la nécessité de revendiquer politiquement leurs actions offensives contre le pouvoir. Le groupe russe la *Volonté du peuple*, tout en réunissant des « militants » aux idées les plus diverses, se posait de toute façon comme avant-garde centralisée. À l'intérieur de cette organisation, comme le rappellera dans ses mémoires une militante, se discutait la question de savoir si le programme à suivre devait être celui de « *contraindre le gouvernement à permettre au peuple d'exprimer librement et sans obstacles sa volonté et en reconstruire la vie politique et économique... ou bien si l'organisation devait tendre d'abord à prendre le pouvoir dans ses mains, pour ensuite décréter d'en haut une constitution favorable au peuple* ».

Avec de telles prémisses, on comprend bien leur besoin de revendiquer, de communiquer les raisons de leurs actions



aux masses qu'ils entendaient soulever, et à l'ennemi dont ils se considéraient le contrepoids. Après tout, ce groupe voulait s'adresser au peuple, bien que presque tous ses membres provenaient des classes plus aisées, et devait traiter en son nom avec le pouvoir constitué, jusqu'à envoyer une lettre à l'héritier du tsar pour lui donner des conseils sur la politique à suivre.

Mais quand on ne veut représenter personne, ni se poser comme contrepoids de quelqu'un, pourquoi diffuser des communiqués ? Si on pense que les actions offensives contre le pouvoir doivent de toute façon avoir pour horizon la révolution sociale et ne pas en être la parodie sous forme de lutte armée contre l'État (*lottarmatismo*³), quel peut être le but d'une organisation armée spécifique ?

Il ne me semble pas que, dans le passé, les anarchistes se soient distingués par le fait d'avoir eu recours aux revendications. Ces anarchistes qui se sacrifièrent en accomplissant leur geste individuel, comme Bresci ou Caserio, ne le firent pas pour des raisons évidentes. Et pas non plus ces compagnons qui avaient pourtant l'intention d'entreprendre une activité plus continue, comme Ravachol ou Henry ; ni les compagnons qui s'unirent à d'autres dans l'action armée : ni Di Giovanni, et pas non plus Durruti et Ascaso. Les raisons devraient aller de soi. Désirant une révolution qui vienne d'en bas, non pas imposée ou lancée d'en haut, tous ces anarchistes ont estimé opportun d'agir dans l'ombre, loin de tout ce qui pouvait les mettre sous les feux de la rampe. Ils préféreraient que les raisons de leurs actions proviennent d'en bas, que ce soit le mouvement même qui les exprime, plutôt que de profiter de la clameur suscitée pour les diffuser d'en haut, comme le message officiel de celui qui l'a fait à celui qui ne l'a pas fait. La signification d'une action, si elle n'était pas claire du fait du contexte social, pouvait être trouvée dans les tracts, les journaux, les revues et tout le débat théorique développé par le mouvement, dans son ensemble, et pas dans les communiqués d'une organisation particulière. Donnons un exemple : si le mouvement est en mesure d'exprimer sa critique théorique de la prison, lorsque quelqu'un passe ensuite à la critique pratique, il n'est pas nécessaire de faire en plus un communiqué qui en explique les raisons. Les raisons de son geste sont déjà claires, compréhensibles. Lorsque quelqu'un veut se l'attribuer, c'est seulement parce qu'il veut se mettre en lumière, exposer sa propre identité, se mettre en avant. L'attaque contre la préfecture de police de Gênes, par exemple, était tellement significative (vu le choix de l'objectif et du moment⁴) qu'elle rendait les mots superflus. Pourquoi alors un communiqué qui ne pouvait dire que des banalités a-t-il été diffusé ?

Il est vrai que le cas de la *Angry Brigade* constitue une sorte d'exception, s'agissant d'anarchistes qui revendiquaient leurs actions. Ce n'est pas un hasard si cette expérience semble constituer une espèce de modèle pour beaucoup de compagnons qui attaquent aujourd'hui le pouvoir. Pourtant, à moins de vouloir se lancer dans des attitudes d'émulation, l'exemple ne me semble pas vraiment reproductible. D'un côté, il est impossible de ne pas avoir à l'esprit que la *Angry Brigade* s'inscrit dans le contexte historique qui l'a vu naître, c'est-à-dire au début des années 70 [en Angleterre]. À une époque où de nombreux groupes staliniens semaient de terribles pavés idéologiques pour propager leur propre



Attaque de la police contre une imprimerie clandestine des populistes. 1897

projet politique et s'apprêtaient à prendre l'hégémonie sur l'attaque armée, il ne me semble pas étrange que quelques anarchistes aient voulu se différencier pour ne pas courir le risque d'apporter involontairement de l'eau au moulin d'autrui. Du choix du nom, à celui des objectifs et au style de ses communiqués, tout tentait de se différencier du miasme ambiant. Mais sitôt passée la marée de l'idéologie stalinienne, que pouvait encore signifier la décision de se caractériser dans un sens anarchiste, quel sens aurait eu cette représentation de soi ? Dans des pays comme l'Espagne peut-être, où toutes les actions, y compris anonymes, sont régulièrement attribuées à l'ETA, mais certainement pas ici, en Italie. Depuis des années, en effet, les actions offensives n'ont accouché d'aucun communiqué, excepté parfois quelque chose de bref, de simple et qui refusait l'emploi d'un quelconque sigle identitaire. Il devrait être superflu d'en expliquer les raisons : une action peut appartenir à tous seulement si personne ne se l'attribue. Dès l'instant où elle est revendiquée avec une identité, une séparation se crée entre ceux qui l'ont accomplie et tous les autres. Par ailleurs, il ne devrait même pas être nécessaire de rappeler le danger inhérent à toute revendication. Il est dangereux de la donner, dangereux de l'expédier, dangereux surtout de l'écrire, puisque plus on écrit plus on fournit d'indications à la police (danger tout autre qu'hypothétique, vu qu'il existe au moins un précédent négatif qui a justement concerné des compagnons anarchistes). Une attaque anonyme ne permet à personne d'émerger et ne facilite pas le travail de répression de la police.

Si ces raisons qui suggèrent l'anonymat ont été exprimées à plusieurs reprises, celles qui le déconseillent ne l'ont, par contre, pas été. Depuis quelques années, les choses ont changé sans qu'il y ait eu un débat qui fasse comprendre les raisons d'un tel changement (qui en cela apparaissent obscures, plus liées à des réactions émotionnelles qu'à des choix précis). De toute façon, il est aujourd'hui bien difficile qu'une action ne soit pas accompagnée de son beau communiqué officiel, avec ses slogans et sa signature en bas. Et

pourquoi ? Silence... Ce faisant, ne finit-on pas par tomber dans l'avant-gardisme ? Le risque est tellement évident que, même parmi les rédacteurs de revendications, il y en a qui se proclament contre tout avant-gardisme, dans l'espoir qu'il soit suffisant de le dire pour ne pas l'être. Mais qui s'excuse s'accuse. C'est la méthode qui est avant-gardiste en soi et, parfois aussi, les contenus exprimés ouvertement (voir l'affligeant communiqué de l'ARA après l'attaque du Palazzo Marino⁵). Peu importe que les slogans incitent à la guerre sociale plutôt qu'à la dictature du prolétariat. Peu importe si les signatures changent sans arrêt. Cela montre seulement que les « avant-gardistes » anarchistes sont plus élastiques que ceux qui sont staliniens, mais qu'ils sentent de toute façon le besoin de se distinguer du reste du mouvement.

Il ne suffit pas de s'inspirer de la *Angry Brigade* pour résoudre le problème. Je sais bien que l'*Angry Brigade* affirmait « nous ne sommes pas en mesure de dire si telle ou telle personne est ou n'est pas membre de la Brigade. Nous pouvons seulement dire que la Brigade est partout. Sans un quelconque Comité Central et aucune hiérarchie pour classer nos membres, nous pouvons seulement reconnaître les inconnus comme des amis à travers leurs actions ». Je sais aussi que leurs participants ne se considéraient pas comme une organisation ou un simple groupe, « mais une expression de la rage et du mécontentement que beaucoup de gens, dans tout le pays, ont contre l'État et ses institutions. En ce sens, la *Angry Brigade* est toujours présente (l'homme et la femme qui sont assis à côté de toi) »⁶. Mais tout cela témoigne seulement de la bonne foi de ces compagnons, leur préoccupation de ne pas se poser comme avant-garde, cela ne démontre pas du tout qu'ils aient réussi dans leur tentative. Un sigle qui se veut un symbole de la rage généralisée n'a pas de sens. Pour que tous puissent s'y reconnaître, il faudrait que les actions et les mots qui les expliquent soient compris et partagés par tous. On ne peut pas offrir une identité collective générique et prétendre que chacun renonce à son individualité concrète. On ne peut le faire que si les actions réalisées et les paroles prononcées restent à un niveau si

minimal qu'elles limitent au maximum les désaccords : des actions très simples et exemplaires accompagnées de slogans maximalistes. Tout cela – en admettant que cela en vaille la peine – ne peut fonctionner que pendant une brève période, après laquelle interviennent d'autres facteurs inhérents à tout processus de croissance, qui rendent impossible la continuation de l'expérience : il y en a qui veulent passer à des moyens plus puissants, qui veulent atteindre des objectifs plus ciblés, qui veulent exprimer des concepts plus précis... Même l'ALF, qui pourtant se bat pour une raison au fond assez simple et univoque comme la libération des animaux, dès qu'elle a connu une certaine extension, a vu ses premières défections. D'autres groupes animalistes – fatigués du confusionnisme du projet, du minimalisme des objectifs, des déclarations des porte-paroles – se sont formés. Mais, et c'est le pire aspect, tous ces groupes se sont vus contraints de se donner un nouveau nom pour éviter d'être mis dans le même sac. Parce que la revendication est un instrument typiquement politique, avec toute la nocivité que cela comporte. Tant que l'on reste dans l'anonymat, on peut faire ce qu'on veut, sans impliquer ou empiéter sur les autres. Mais dès que quelqu'un se distingue, il contraint aussi les autres à se différencier, pour ne pas être considérés comme de simples colonnes d'une armée. Ce mécanisme d'identification/assimilation ne peut être évité qu'à travers l'anonymat, la diversification des moyens et la fantaisie du choix des objectifs, sinon, quelles que soient les précautions que l'on puisse prendre, on ne pourra jamais empêcher les mass-médias de le mettre en marche (d'autant plus quand on s'adresse à eux à travers des communiqués⁷).

Encore une fois, ceci dit, je ne pense pas que l'on puisse mettre en doute la bonne foi de ces compagnons, mais à mon avis, ils sont victimes d'une erreur : le fait de penser qu'une méthode devient anarchiste en vertu de celui qui l'utilise. Ce n'est pas le cas. Une organisation spécifique, dotée de son sigle et de ses communiqués, est avant-gardiste au-delà des personnes qui en font partie. Quel est le sens de faire parvenir une revendication directement à la police ? Quel est le sens d'expliquer ce qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer ? Mythologie révolutionnaire mise à part, tout cela n'a de sens que pour une avant-garde qui se perçoit autre et meilleure que le mouvement dans son ensemble.

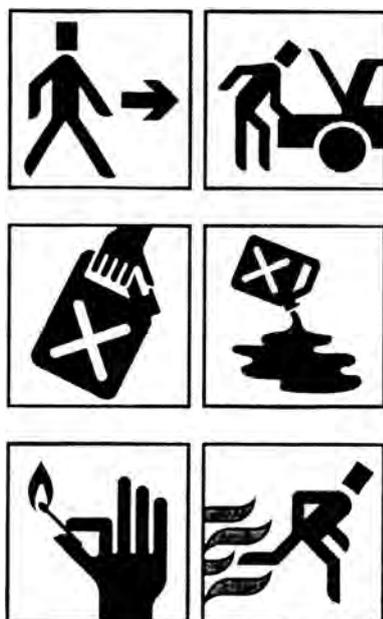
QUELS OBJECTIFS ?

La logique avant-gardiste ne pardonne pas ; une fois faite sienne, elle est appliquée dans chaque cas. Il suffit de penser au choix des objectifs, à la navrante parabole qui, au cours des ans, est allée d'un pylône abattu anonymement jusqu'à une enveloppe incendiaire – avec lettre jointe – expédiée à la télévision. Dans le premier cas, on veut saboter l'ennemi, enrayer le fonctionnement de son système en mettant hors service une structure périphérique. Il s'agit d'une attaque pratique, peut-être un peu fatigante à réaliser, mais sans faire courir de risque à personne. Dans le second cas, on veut seulement faire parler de soi, faire de la publicité à sa boutique, et pour cela on s'adresse directement aux guichets de la RAI. C'est une action uniquement symbolique, beaucoup plus facile à réaliser, et s'il y a des risques encourus, c'est pour un malheureux employé des Postes ou de la TV... dont on se fout. Apparemment, il n'y a pas seulement les jésuites qui pensent que la fin justifie les moyens, il y a aussi quelques anarchistes. Et à propos de colis incendiaires...

J'ai été injuste. J'ai dit que celui qui les envoie veut seulement faire parler de lui. J'ai oublié d'ajouter que, autosatisfaction mise à part, il veut aussi que l'on parle de quelque chose d'autre. Par exemple, des conditions de détention de quelques anarchistes et rebelles emprisonnés en Espagne. Même les socialistes-révolutionnaires russes de 1878 partageaient une telle préoccupation. Dans un de leur célèbre document, ils écrivaient : « *Si la presse ne défend pas les prisonniers, nous le faisons, nous* ». Aujourd'hui, il y a le groupe des 5C⁸. Anarchistes, pas socialistes-révolutionnaires. Anarchistes comme May Picqueray qui, en 1921, expédia un colis-piége à l'ambassadeur étasunien à Paris pour protester contre le silence qui pesait sur l'emprisonnement de Sacco et Vanzetti. L'action fut couronnée de grand succès parce que l'injustice accomplie par le gouvernement américain sortait enfin dans le domaine public, relançant une lutte qui avait du mal à démarrer.

Mais après avoir pris acte des similitudes entre le présent et le passé, il faut avoir la vue brouillée pour ne pas en voir les différences colossales. Les socialistes russes tuèrent le

42



chef de la police secrète après la mort d'un de leurs compagnons en prison : *mort pour mort*, précisément. L'anarchiste française, pour rendre publique l'infamie de la justice étatsunienne, frappa le représentant le plus éminent du gouvernement américain présent en France. Aujourd'hui, les anarchistes des 5C envoient leurs cadeaux ni plus ni moins aux employés de la RAI ou aux secrétaires des agences de voyage espagnoles. La différence devrait sauter aux yeux. Certes, les responsables matériels du régime pénitentiaire imposé aux détenus sont loin et probablement trop bien protégés pour être atteints, par contre les intérêts de l'Etat espagnol sont partout et peuvent donc être frappés. Mais ces intérêts peuvent-ils être incarnés par des employés qui travaillent dans des agences de voyage ? Et puisqu'on s'obstine à chercher l'effet médiatique, comment peut-on ignorer le fait que les grands moyens de communication amplifient les mots des rebelles seulement s'ils peuvent en distordre la signification ? Et comment ne pas se rendre compte que de telles actions facilitent cette opération de distorsion ? À travers l'envoi d'enveloppes incendiaires à droite et à gauche, on fera certainement parler des compagnons incarcérés en Espagne, tout le monde en parlera, mais en quels termes ? Naturellement, dans les termes imposés par les médias, qui s'empresseront de renforcer l'idée déjà largement enracinée que, tout compte fait, si ces détenus ont des chevaliers servants à ce point dénués de scrupules, peut-être qu'ils méritent le dur régime auquel ils sont soumis.

L'ennui est que ceux qui pensent être plus en avant, plus radicaux que les autres, le pensent pour un motif bien précis. Dans ce cas, le motif réside dans l'usage de certains moyens : qui parle bavarde seulement, qui attaque avec les armes agit. Tous ces parfaits luttarmatistes sont amoureux de leurs moyens, les aiment à tel point qu'ils cessent de les voir comme des instruments et les considèrent comme une fin. Ils ne choisissent pas le moyen en fonction de la fin, ils transforment le moyen en fin. Si je veux tuer une mouche sur le mur, j'emploie un journal roulé, si je veux tuer un rat, j'emploie un bâton, si je veux tuer un homme, j'emploie un pistolet, si je veux démolir un palais, j'emploie de la dynamite. Selon ce que je veux faire, je choisis le moyen que je retiens le plus approprié parmi ceux que j'ai à disposition. Le luttarmatiste, non. Lui ne raisonne pas ainsi. Il veut seulement utiliser son moyen préféré, celui qui lui donne le plus de satisfaction, celui qui le fait sentir plus radical, celui qui lui permet de se prélasser dans sa célébrité médiatique, et il l'emploie indépendamment du but qu'il se fixe : il tire sur la mouche, mitraille le rat, dynamite l'homme et s'il pouvait, il emploierait la bombe nucléaire pour le palais. Pour le luttarmatiste, la radicalité d'une lutte ne consiste pas dans son extension et son approfondissement, dans sa capacité à mettre en question la paix sociale. Pour le luttarmatiste, la radicalité est seulement une question de puissance de feu : un calibre 22 est moins radical qu'un calibre 38, qui est moins radical qu'une kalachnikov, qui est moins radicale qu'une bombe au plastic. C'est pour cette raison que, assoiffé de renommée et rendu obtus par son idolâtrie techniciste, il expédie des enveloppes incendiaires à de simples employés pour combattre le FIES⁹. Il fait cela parce que c'est la seule chose qu'il sait faire, la technique n'accompagne pas l'intelligence mais s'y substitue, et donc il ne se demande même pas un instant si le moyen est adapté à la fin qu'il veut atteindre. Quant aux scrupules, il n'en a

pas, pour la simple raison que dans sa tête tout est blanc et noir, sans nuances de couleurs. D'un côté il y a l'Etat, de l'autre il y a les anarchistes. Au milieu, il n'y a personne. Si on n'est pas anarchiste, on fait partie de l'Etat, donc on est un ennemi. Les exploités sont responsables de la condition qu'ils subissent, au même titre que les exploités qui la leur imposent : ils sont tous ennemis, et donc qu'ils aillent tous se faire foutre.

Etrangement, cette logique typiquement militariste est aussi en train de s'immiscer chez certains compagnons anarchistes, parmi lesquels il y en a même qui sont prêts à défendre les kamikazes palestiniens. Incroyable, quand on pense que de tels niveaux d'abjection étaient fort éloignés y compris des révolutionnaires russes de la fin du 19^e siècle : autoritaires avant-gardistes, oui, mais avec une éthique rigoureuse, prêts à tuer un exploiteur, mais sans toucher à un cheveu d'un exploité. Et si les autoritaires avaient cette attention, imaginons les anarchistes ! Les exemples abondent dans ce sens : même Schicchi, connu pour son verbiage terrifiant, a été capable de retourner là où il avait déposé une bombe pour enlever l'explosif, s'étant rendu compte que quelque étranger à l'affaire en cours aurait pu être blessé.

Mais l'image de l'anarchiste du passé, parfait gentilhomme, est trop conciliante, peu gratifiante pour certains anarchistes d'aujourd'hui. Il y a des anarchistes qui réussissent à donner un sens à leur vie seulement s'ils se sentent frappés par la réprobation publique. Plus une chose est condamnée, plus cela les attire. Plus les journaux et les magistrats dépeignent les anarchistes comme des personnes sans scrupules, plus ils ont hâte de remplir ce rôle. Privés d'une perspective propre, ils se font dicter par leurs ennemis ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent faire. Peut-être que nous ne sommes pas encore arrivés au niveau d'un Enzo Martucci, prêt à noyer dans le sang les trois quarts de l'humanité afin d'atteindre son but, mais nous n'en sommes pas loin.

Une autre des conséquences de ce qui arrive est le total obscurcissement du sens du terme « insurrectionnaliste », qui est désormais employé comme simple synonyme de « violent », ou même seulement de refus du dialogue avec les institutions. Les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui mettent des bombes, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui défoncent des vitrines, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui s'affrontent avec la police, les insurrectionnalistes sont les anarchistes qui contestent les manifestations de parti, etc. D'idées, mieux vaut ne pas en parler. Dans un certain sens, il se répète exactement ce qui s'est passé au début du siècle avec l'adjectif « individualiste ». Une fois passée la conviction que les individualistes étaient tous ceux qui soutenaient les actes individuels de violence, voilà que ce terme a été appliqué un peu partout et souvent volontiers hors de propos. Dans la frénésie des événements, qui s'est arrêté pour clarifier l'équivoque qui se répandait ? Le recours à la violence individuelle n'est pas du tout une caractéristique typique de l'individualisme, à tel point qu'il y eut même des anarchistes individualistes pacifistes (comme Tucker) ou non-violents (comme Mackay). Et encore, Galleani était-il individualiste ? Pourtant il était partisan des actions individuelles... comme le fut en certaines circonstances Malatesta lui-même. Et il y eut même des communistes favorables aux actes individuels. Mal-

heureusement, l'équivoque s'enracina à un tel point qu'il y en eut même un qui se déclara franchement individualiste, alors qu'il ne l'était pas du tout (comme Schicchi au procès de Pise). Malentendus, incompréhensions, méprises... ce n'est vraiment pas la peine d'alimenter pareille confusion. Que les médias le fassent est évident et compréhensible. Mais pourquoi le faire à notre tour ?

L'insurrection est un fait social. Ce n'est pas le défi en combat singulier contre l'État, lancé par celui qui croit que la masse est seulement bonne à se faire tondre. Le recours à la violence est inévitable et nécessaire dans un projet insurrectionnel, il l'est pendant le moment insurrectionnel, et il l'est aussi avant (puisque l'aspect social de l'insurrection ne peut pas être utilisé comme justification de l'attentisme). Donc, il l'est aussi aujourd'hui. Mais cette violence ne peut devenir autonome du reste du projet, elle ne peut penser s'y substituer. C'est à la violence d'être un instrument au service du projet, non au projet d'être un prétexte au service de la violence. Ceux qui pensent qu'une insurrection n'est pas possible, en ayant perdu (ou jamais eu) confiance dans la possibilité que les exploités se rebellent, devraient se rendre compte de la distance qui les sépare de toute perspective insurrectionnelle. S'ils veulent mener leur guerre privée contre le pouvoir, parce que c'est ce qu'elle est devenue, qu'ils le fassent, mais sans la faire passer pour une guerre sociale. S'ils veulent passer à l'histoire avec leurs actions, dans la mesure où il ne s'agit que de pure autosatisfaction, qu'ils se mettent à leur aise sous les projecteurs des médias, mais ne prétendent pas entraîner derrière eux le reste du mouvement.

Que chacun est libre de faire ce qu'il veut, c'est entendu. Que quelqu'un pense être au-dessus de toute critique et donc devoir être uniquement applaudi, compris, suivi et, de surcroît, sans jamais daigner expliquer les raisons de sa méthode, ça l'est beaucoup moins.

NdT

1. La *dietrologia* est un terme forgé vers 1974 qui indique la recherche des supposées motivations *cachées* qui seraient à l'origine d'un événement. L'élément récurrent des diétrologues est «à qui cela profite-t-il ?», en sous-entendant que tel ou tel événement pourrait avoir été provoqué à dessein pour servir le pouvoir.

2. Le général Mezenkov a été exécuté à St Petersburg le 4 août 1878 par Kravtchinskij, qui réussit à disparaître sans laisser de traces. C'est lui qui écrit l'opuscule en question. La petite erreur du texte est d'attribuer l'opuscule au groupe Narodnaïa Volia (la *Volonté du Peuple*). Or ce groupe ne fut constitué qu'un an plus tard, en août 1879. Kravtchinskij agit dans le cadre du groupe *Zemlja i Volja* (Terre et Liberté).

3. *Lottarmatismo* peut être traduit par *luttarmatisme*. On le retrouve déjà en 1977 dans des numéros d'*Anarchismo*, et la critique d'alors impliquait une conception de la lutte armée signifiant mener des actions confiées à des cellules clandestines du parti combattant dont le but était la prise du pouvoir et l'instauration de l'Etat ouvrier. Dans un tel cadre, les actions sont revendiquées dans le but d'accroître la puissance de ce parti et d'attirer à lui de nouvelles recrues. Aujourd'hui son sens a évolué, et il apparaît par exemple dans la revue *A Corps Perdu* n°3 (septembre 2010) où il désigne l'idéologie de la lutte armée en général.

4. Le 9 décembre 2002, deux engins explosent contre la préfecture de police de Gênes, revendiqués par la *Brigate 20 luglio*. Ils suivent le sommet du G8 dans cette ville qui s'est tenu en juillet 2001, et lors duquel Carlo Giuliani a été assassiné et des centaines de manifestants tabassés et torturés par la police (notamment dans la caserne Bolzaneto).

5. Le 25 avril 1997, un engin explosif est déposé au Palazzo Marino (hôtel de ville) de Milan. L'anarchiste Patrizia Cadeddu sera arrêtée en juin, accusée sur la base d'une vidéo floue d'avoir déposé la revendication de l'attaque à une radio, signée ARA (*Azione Rivoluzionaria Anarchica*). Elle prendra 3 ans et 9 mois de prison en appel, qu'elle accomplira entièrement.

6. Cette citation est extraite du communiqué n°9, envoyé fin mai 1971. L'extrait est suivi de la phrase suivante : «*Ils ont des pistolets dans leurs poches et de la colère dans leur tête*». Pour plus d'informations, on peut lire *Angry Brigade, éléments de la critique anarchiste armée en Angleterre*, Ravage éditions, juillet 2012, 104 p.

7. Il faut se rappeler qu'avant internet, beaucoup de communiqués (entendus comme un texte explicatif plus ou moins long et pas simplement la narration d'un fait) étaient envoyés aux médias ou aux agences de presse. L'autre possibilité, quand ce n'était pas de se doter d'un moyen autonome et direct (comme des tracts ou affiches dans les quartiers) avec les risques que cela comportait, était de l'envoyer aux publications du mouvement, qui prenaient alors la responsabilité (ou pas) de les reproduire... quand elles existaient, bien sûr.

8. Les 5 C (*Cellules contre le Capital, la Prison, ses Matons et ses Cellules*) ont revendiqué l'envoi de colis piégés en décembre 2002 à des agences de voyage Ibéria à Milan et Rome et au quotidien espagnol *El Pais* à Barcelone (plus un colis posé devant l'*Institut Cervantes* à Rome en juin 2003), en solidarité avec la lutte des prisonniers contre les FIES espagnols.

9. FIES (Fichero de Internos en Especial Seguimento) : régime d'isolement carcéral mis en place par l'Etat espagnol en 1991 dans le but de mater les mouvements de révolte en regroupant les prisonniers les plus repérés par la matonnerie pour leur détermination et force dans la lutte. Pour plus d'informations, on peut lire Xosé Tarrío González, *Huye, hombre, huye*, ed. Nyctalope, mai 2011, 312 p.



Quarante

Il y a quarante ans, le 17 mai 1972, le commissaire Luigi Calabresi était tué devant son domicile à Milan. Le principal responsable de la mort de Giuseppe Pinelli, l'anarchiste défenestré du commissariat de Milan quelques jours après le massacre de piazza Fontana, terminera ses jours sur le trottoir de la rue Cherubini, vers 9h15 du matin. Ce n'est pas un infarctus ni un accident, mais deux projectiles qui l'ont contraint à dire adieu à sa carrière, à sa retraite et à la vieillesse. Le commissaire Fenêtre survivra en effet moins de trois années à sa victime.

NN, mai 2012

45

Le meurtre du commissaire Calabresi a fait du tapage à travers tout le pays, mais seuls ses collègues, ses employeurs et ceux qui profitaient de sa protection l'ont pleuré. Tous les autres, c'est-à-dire la très grande majorité de la population, non. Personne ne l'a pleuré. « Ils ont tué l'assassin de Pinelli ? C'est bien fait ! » fut le sentiment le plus diffus à l'époque. Le plus immédiat en tout cas, le sentiment viscéral qui dépasse tout calcul politique. Mais la politique, on le sait, est une tare difficile à éliminer. Elle se niche, s'enracine et se développe partout. Ainsi, juste après la mort de Calabresi, ont surgi des leaders et des aspirants leaders du mouvement qui ont commencé à ronchonner, à faire la grimace, à freiner les enthousiasmes. Evidemment, l'idée que de simples individus puissent sortir de chez eux, débusquer l'ennemi et le liquider sans attendre le grand soir collectif, était intolérable. Ce genre d'actes risquait de rendre partis, assemblées, leaders et comités superflus. « Ne vous réjouissez pas, c'est un coup des services secrets ! », « ne trinquez pas, c'est un prétexte pour encourager la répression ! », « ne riez pas, ce n'est pas le produit d'une lutte de masse ! ». Au nom de la politique, de la stratégie, de la tactique -toutes choses entretenues par les différents rackets militants-, la jubilation face à l'élimination d'un des ennemis les plus implacables du mouvement était interdite ou tournée en ridicule.

C'était une action exemplaire, qui parlait d'elle-même, qui n'avait besoin d'aucune justification ou d'explication. Et de fait, le meurtre de Calabresi,

qui selon beaucoup a lancé l'assaut en armes des années 70, ne reçut aucune marque de fabrique, n'a été signé par aucun logo. Selon certains, une revendication a circulé dans les milieux subversifs, mais a été mise au panier par tous : il était impensable de la prendre en considération. Quoi qu'il en soit, même si c'est aussi grâce à la censure du mouvement et malgré les condamnations controversées de quelques représentants de Lotta Continua, reste le fait que le meurtre de Calabresi a toujours été considéré comme privé de paternité, enfant d'inconnus, anonyme. Un fruit de la jungle obscure. Seul ce qui n'est propriété de personne peut appartenir à tous.

Quarante années plus tard, le 7 mai 2012, Roberto Adinolfi a été jambisé devant chez lui à Gênes. L'administrateur délégué d'Ansaldo Nucleare, multinationale qui distribue généreusement tumeurs et radioactivité, s'est écroulé par terre sur le pavé de la rue Montello, vers 8h30 du matin. Ce n'est pas un infarctus ni un accident, mais une balle qui le contraindra peut-être à boiter le restant de ses jours. Il survivra probablement bien plus longtemps que les victimes de son travail.

La blessure d'Adinolfi a fait le tour de tous les médias du pays, mais seuls ses collègues, ses employeurs et quelques-uns de ses employés l'ont pleuré. La très grande majorité de la population semble ne s'en être même pas rendu compte, ayant bien d'autres soucis. Par contre, le mouvement, lui, s'en est aperçu. Un mouvement où la politique se niche, s'enracine et se répand toujours plus. Il n'a pas manqué de compagnons qui ont commencé à ronchonner, faire la grimace ou rete-

M O M E N T I
I N D I M E N T I C A B I L I



IL COMMISSARIO
LUIGI CALABRESI
AL SUO FUNERALE

nir tout sourire. Les arguments sont toujours les mêmes, semblables à ceux d'il y a quarante ans : « Ne riez pas, ce n'est pas le produit d'une lutte de masse ! », « ne trinquez pas, c'est un prétexte pour encourager la répression ! », « ne vous réjouissez pas, c'est un coup des services secrets ! ». Toujours le même refrain, immuable dans sa tristesse : un véritable appel au renoncement. Au nom de la politique, de la stratégie, de la tactique -toutes choses entretenues par des différents rackets militants-, on réclame un blâme pour le fait d'avoir blessé un des plus immondes managers de l'Etat. Evidemment, l'idée que de simples individus puissent sortir de chez eux, débusquer l'ennemi et le frapper sans attendre le grand soir collectif, reste intolérable. Cela risque de rendre les partis et les assemblées, les leaders et les comités superflus. Cette action aussi parle d'elle-même, elle n'a besoin d'aucune justification ou explication. Mais cette attaque contre Adinolfi a connu sa marque de fabrique, a été signée par un logo. Une revendication est parvenue aux médias, et a été immédiatement prise en compte. Ici, pas de jungle obscure, mais les lumières du néon allumées à fond pour illuminer son propre visage. En étant la propriété exclusive de quelques-uns, cette action ne pourra donc pas appartenir à tous.

A quarante années de distance, les temps ont-ils changé ? A chacun ses choix, à chacun ses conclusions...



Blanqui ou l'insurrection d'Etat

Louis

Auguste

Blanqui (1805-1881)

nous laisse au mieux un slogan et un livre. Le premier est ce *Ni*

Dieu ni Maître qui fut le titre du journal qu'il fonda en novembre 1880, quelques mois avant sa disparition.

Le second est le fascinant *L'Eternité par les astres*, une méditation sur l'existence de mondes parallèles et sur l'éternel retour. Un cri de bataille et un ouvrage philosophique d'astronomie : voilà tout ce qui mérite d'être retenu de Blanqui. Le reste, nous le laissons volontiers à la poubelle de l'histoire, qu'il s'agisse de ses autres journaux (comme *La patrie en danger*) ou de sa politique avant-gardiste et autoritaire.

NN, décembre 2011

Tous ne partagent pourtant pas cette conviction, à tel point que ces derniers temps, certains s'évertuent même de remettre à l'honneur ce nom qui semblait destiné à l'oubli. Sa redécouverte a été menée par les subversifs autoritaires les plus énergiques et les moins rigides, habiles dans l'art de flairer l'air du temps. Face à l'effondrement toujours plus impétueux de cette société, face à l'extension permanente du feu des émeutes, ils se sont rendus compte qu'il était plus probable (et aussi plus désirable) que se cache une insurrection qui vient au coin de la rue qu'une victoire électorale de l'extrême-gauche (qui se retrouverait par ailleurs à devoir gérer et résoudre une situation dont aucune issue ne serait indolore). Sans cela, ils auraient couru le risque de laisser le champ libre à ces rustres d'anarchistes, les seuls à n'avoir jamais abandonné les perspectives insurrectionnelles, même lors des années les plus grises de la pacification sociale. Ces autoritaires se sont aussi rendu compte que les sinistres ancêtres de la critique sociale, leurs soi-disant «classiques», ne pouvaient leur être d'aucune aide, vu qu'ils ont perdu leur éclat depuis longtemps déjà. Après leur avoir dressé des autels pendant plus d'un siècle, après avoir fait de leur pensée des phares lumineux au milieu d'une bourrasque révolutionnaire qui a terminé par le plus honteux des naufrages, leurs noms n'offrent désormais plus aucune garantie. Au contraire, ils provoquent de véritables phénomènes allergiques de rejet. Blanqui l'oublié, ce grand représentant de l'insurrectionnalisme autoritaire, présente à l'inverse toutes les caractéristiques pour servir de référence historique alternative, originale, charismatique, à la hauteur de l'époque qui vient.

Marx, qui réchauffait les fauteuils du British Museum pour enseigner la plus-value ou la subsumption du capital, ou Lénine, travaillant dans un comité central pour préparer le triomphe de la bureaucratie de parti, disons la vérité, n'attisent plus grand chose. Mais Blanqui, grand Dieu, quel homme ! Il y a d'abord sa vie –auteur de nombreuses tentatives insurrectionnelles, surnommé *l'Enfermé* pour avoir passé 33 années derrière les murs des prisons impériales

françaises–, qui suscite un respect inconditionnel à même de réduire toute critique éventuelle, sinon au silence, du moins à la prudence. Et puis il y a aussi son action militante explosive, son agitation incessante, son activisme fervent, liés à un langage simple et immédiat, qui exprime une pensée communiste réfractaire au froid économicisme marxiste. C'est d'ailleurs là que réside sa force d'attraction actuelle. Vu le manque de recul, en une époque où les yeux doivent être perçants, ne serait-ce que pour trouver des alliances, Blanqui peut être apprécié par tout un chacun : par les autiautoritaires qui ont soif d'action, comme par les autoritaires en mal de discipline. S'il avait été à son époque un peu snobé par les érudits du socialisme scientifique (qui reconnaissent ses bonnes intentions mais lui reprochaient au fond les mêmes défauts qu'à Bakounine), et combattu fermement par les ennemis de toute autorité, il dispose aujourd'hui –en pleine éclipse du sens– de toutes les cartes en main pour prendre sa revanche.

Blanqui n'était en effet pas seulement un agitateur permanent et fougueux (et là les libertaires s'évanouissent d'émotion), c'était également un dirigeant permanent et calculateur (et là les orphelins du communisme d'Etat se confondent en applaudissements). Il a joint le courage des barricades au martyr de l'enfermement, l'oeil perdu à scruter le firmament. Il n'a pas formulé de grands plans théoriques, d'élaborations sophistiquées indigestes pour les estomacs contemporains étriqués, il a aussi donné ses instructions pour une prise d'armes. Blanqui ne prétend pas élaborer des réflexions profondes, parce que les réflexes préparés d'avance lui suffisent. C'est l'icône révolutionnaire parfaite pour le marché d'aujourd'hui, à présent que les systèmes complexes sur lesquels se prendre la tête ne sont plus appréciés. Aujourd'hui, on veut des émotions intenses à consommer. Et Blanqui ne nous assomme pas avec des discours abstraits, c'est un type pratique, lui. Direct. Un de ceux à écouter, duquel on a tous à apprendre, et auquel on peut donc se fier. Voilà pourquoi il a été exhumé. Voilà pourquoi, parmi les nombreuses incarnations de la dicta-



ture révolutionnaire, c'est le seul qui puisse passer pour un aventurier fascinant plutôt que se révéler immédiatement comme un homme de pouvoir mesquin. Avec un siècle et demi de retard, Blanqui les attrape tous. S'il avait un compte Facebook, il ferait une hécatombe de «j'aime».

Une réévaluation rendue plus alléchante encore par sa tactique d'action. Récemment, vous avez vu la classe ouvrière terroriser la bourgeoisie, ou plutôt un sourire s'épanouir sur le visage de Marchionne [dirigeant de la Fiat depuis 2004] ? Vous vous êtes rendu compte à quel point le prolétariat se bat pour son émancipation plutôt que comment il balance aux flics les manifestants les plus chauds ? Vous avez entendu les rues gronder de masses d'insurgés se dirigeant vers le Palais présidentiel plutôt que de masses de supporters se rendant au stade ? Vous avez remarqué combien les exploités se passionnent pour la critique sociale radicale plutôt que pour la dernière émission de reality-show ? Dans ses mémoires, Bartolomeo Vanzetti se souvient de ses heures nocturnes passées à parcourir des livres, arrachées avec détermination au sommeil réparateur des fatigues du travail. C'était un ouvrier, mais il passait son temps libre à étudier : pour comprendre, pour savoir, pour ne pas rester de la matière première prise au piège par les engrenages du capital (ou par la dialectique de quelque intellectuel). Aujourd'hui, les cernes des travailleurs ont d'autres causes. Ceux qui veulent participer à la guerre sociale en cours doivent donc tenir compte de cette évidence : les masses se foutent de la révolution.

Mais ce n'est plus un problème, vraiment, et vous savez pourquoi ? Parce que Blanqui se foutait des masses. Il n'en avait pas besoin. Une élite lucide, capable, hardie, prête à déclencher un coup bien calibré au moment opportun lui suffisait. Les masses, comme d'habitude, se seraient adaptées au fait accompli. En somme, même au beau milieu de l'aliénation capitaliste actuelle, certains nous redonnent de l'espoir. Les léninistes sont dépassés, eux qui ne se rendent pas compte qu'il n'est plus utile de construire le grand parti à même de guider les exploités. Les anarchistes aus-

si sont dépassés, eux qui sont stupides au point de ne pas s'apercevoir qu'il n'y a plus de conscience à diffuser parmi les exploités, pour éviter qu'ils ne finissent aux mains des partis. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une poignée de conspirateurs subversifs capables d'élaborer et d'appliquer la stratégie correcte. Un coup de main, et la question sociale est résolue ! Il faut l'admettre – Blanqui est l'homme juste, redécouvert au moment juste par des personnes qui ne peuvent qu'être justes.

Si justes d'ailleurs, qu'elles se gardent bien de prendre en considération la pensée de Blanqui dans son essence, détestable sous bien des aspects. Et ils le savent. Ses amis imaginaires en sont tellement conscients qu'ils se limitent à en vanter la puissance, le style, le sentiment, la détermination (qualités toutes admirables sans doute, mais qui ne nous disent pas grand chose sur celui qui les possède : Napoléon, Mussolini ou Ben Laden auraient aussi pu s'en vanter). Quant à ses amis réels, comme le communard Casimir Bouis, par ailleurs son éditeur, ils n'avaient pas de doutes sur le pourquoi du prestige de Blanqui : «c'est l'homme d'Etat le plus complet que possède la révolution». Oui, la puissance blanquiste, le style blanquiste, le sentiment blanquiste, la détermination blanquiste – toutes choses mises au service d'un projet politique bien précis : la conquête du pouvoir. Et cela, même son surprenant traité d'astronomie, même son slogan le plus juste, ne réussiront jamais à nous le faire oublier.

Qui sait pourquoi parmi tous les braves gens qui veulent dresser les louanges d'un conspirateur du passé, d'un barricadier, d'un persécuté influent sur le mouvement, le nom de Bakounine n'est venu à l'esprit d'aucun ? Parce que si on se souvient du nom de Bakounine comme de celui d'un démon de la révolte, comme un synonyme de liberté absolue, celui de Blanqui serait plutôt synonyme de dictature. Bakounine souhaitait l'«anarchie», Blanqui annonçait l'«anarchie régulière» (il n'est pas adorable cet adjectif ?). Bakounine invoquait le



«déchaînement des mauvaises passions», Blanqui prescrivait qu'«aucun mouvement militaire ne devant avoir lieu que d'après l'ordre du commandant en chef, il ne sera élevé de barricades que sur les emplacements désignés par lui» (le commandant auto-désigné, *cela va sans dire*, c'était lui, évidemment). Bakounine recherchait chez les conspirateurs quelqu'un de «pleinement convaincu que l'avènement de la liberté est incompatible avec l'existence des Etats. Il doit vouloir pour cela la destruction de tous les Etats en même temps que celle de toutes les institutions religieuses, politiques et sociales, dont : les Eglises officielles, les armées permanentes, les ministères, les universités, les banques, les monopoles aristocratiques et bourgeois. Cela afin que sur leurs ruines puisse finalement surgir une société libre, qui s'organise non plus comme aujourd'hui de haut en bas et du centre à la périphérie à travers l'unité et la concentration forcée, mais plutôt en partant du libre individu, de la libre association et de la commune autonome, de bas en haut et de la périphérie au centre, à travers la libre fédération». Blanqui cherchait quelqu'un qui, à la question «juste après la révolution, est-ce que le peuple pourra se gouverner de lui-même ?», réponde : «l'état social étant gangrené, pour passer à un état sain, il faut des remèdes héroïques. Le peuple aura besoin, pendant quelque temps, d'un pouvoir révolutionnaire» ; et qui mettrait en acte ses dispositions immédiates comme la «substitution du monopole [d'Etat] à la place de tout patron expulsé... Réunion au domaine de l'Etat de tous les biens meubles et immobiliers des Eglises, des communautés et congrégations des deux sexes, comme de leur prête-nom... Réorganisation du personnel de la bureaucratie... Remplacement de toutes les contributions directes ou indirectes par un impôt direct, progressif sur les successions et sur les rentes... *Gouvernement* : dictature parisienne».

Si au cours du XIXe siècle, Bakounine et Blanqui n'ont pas été que deux révolutionnaires comme beaucoup d'autres, si leur nom a acquis une telle réputation, c'est parce qu'ils ont été l'incarnation de deux idées différentes et opposées, parce qu'ils ont représenté pour le monde entier les deux visages possibles de l'insurrection : celui anarchiste

contre l'Etat, et celui autoritaire en faveur d'un nouvel Etat (d'abord républicain, puis socialiste, et enfin communiste). Se sentir proche de l'un ou de l'autre, constitue en soi *encore aujourd'hui* le choix d'un camp sans équivoque.

Pour Blanqui, l'Etat représentait l'instrument moteur de la transformation sociale, vu que «le peuple ne peut sortir du servage qu'avec l'impulsion de la grande société de l'Etat, et il faut un beau courage pour défendre le contraire. En effet, l'Etat n'a pas d'autre mission légitime». Critiquant les idées proudhoniennes, il arguait que toute théorie qui prétendait émanciper le prolétariat sans avoir recours à l'autorité de l'Etat lui semblait une chimère ; pire, il s'agissait «peut-être» d'une trahison. Il n'était pas ingénu au point de se créer des illusions. Il était simplement persuadé que «bien que tout pouvoir soit par nature oppresseur», tenter de s'en passer ou de s'y opposer reviendrait à «convaincre les prolétaires qu'il serait facile de marcher pieds et poings liés». Ceux qui tenteraient donc de faire passer la réévaluation de *l'Enfermé* au nom d'un intérêt pour la seule pratique de l'insurrection, d'une nécessité technique qui irait au-delà de toute perspective commune, ceux-là mentiraient délibérément (à l'exception naturellement des nigauds libertaires dont ce n'est même pas la peine de parler). Si Blanqui recherchait bien un accord «sur le point capital, je veux dire les moyens pratiques qui, en définitive, sont toute la révolution», il ne cachait pas par ailleurs le lien qui unit l'action à la pensée : «les moyens pratiques se déduisent des principes et dépendent aussi de l'appréciation des hommes et des choses». Un de ses textes les plus connus, ces *Instructions pour une prise d'armes* qui ont continué après les Situationnistes à fasciner tant de jeunes intellectuels aspirants généraux d'une nouvelle armée rouge, n'est pas qu'un manuel pour des insurgés. Ce n'est pas pour rien que la revue *Critique sociale* l'avait déjà publié en 1931, non pas attirée par son «côté strictement militaire et anachronique», mais pour souligner «la valeur de cette importante contribution à la critique des soulèvements anarchiques». En effet, ces *Instructions* sont une apologie permanente du besoin d'une autorité capable de mettre fin à une liberté considérée comme contre-productive. C'est le cri écoeuré d'un homme d'ordre à la vue de tant de désordres – «de petites bandes vont désarmer les corps de garde ou saisir la poudre et les armes chez les arquebusiers. Tout cela se fait, sans concert ni direction, au gré de la fantaisie individuelle.» Ce texte est un acte d'accusation contre «le vice de la tactique populaire, cause certaine des désastres. Point de direction ni de commandement général, pas même de concert entre les combattants... les soldats n'en font qu'à leur tête».

En somme, si l'insurrection est défaite malgré le courage et l'enthousiasme de ceux qui y prennent part, c'est parce qu'il «manque l'organisation. Sans organisation, pas de possibilité de succès». Cela semble évident, mais comment obtient-on cette organisation, cette coordination, cet accord entre les insurgés ? A travers la diffusion horizontale, préventive et la plus étendue possible, d'une conscience, d'une attention, d'une intelligence sur les nécessités du moment (hypothèse libertaire), ou bien à travers l'instauration verticale d'un commandement unique qui exige l'obéissance de tous, ce tous tenus jusqu'alors dans l'ignorance (hypothèse autoritaire ?). Blanqui a bien entendu ses instructions pratiques à donner en la matière : «une organisation militaire, surtout quand il faut l'impro-

viser sur le champ de bataille, n'est pas une petite affaire pour notre parti. Elle suppose un commandement en chef et, jusqu'à un certain point, la série habituelle des officiers de tous grades». Afin d'en finir avec «ces soulèvements tumultueux, à dix mille têtes isolées, agissant au hasard, en désordre, sans nulle pensée d'ensemble, chacun dans son coin et selon sa fantaisie», Blanqui ne cesse de fournir sa recette : «il faut encore le répéter : la condition *sine qua non* de la victoire, c'est l'organisation, l'ensemble, l'ordre et la discipline. Il est douteux que les troupes résistent longtemps à une insurrection organisée et agissant avec tout l'appareil d'une force gouvernementale». Voilà la pratique blanquiste de l'insurrection : une organisation sans pitié pour l'ennemi, mais qui sait imposer en son sein ordre et discipline, sur le modèle de l'appareil d'une force de gouvernement.

Pour nous, cette peinture de caserne ne provoque qu'horreur et dégoût. Même s'il devait flotter dessus un drapeau rouge ou rouge et noir, ce serait toujours un lieu d'écrasement et d'abrutissement. Une insurrection qui, plutôt que de se développer en liberté à bride abattue, se mettrait au garde-à-vous devant une autorité serait perdue d'avance, elle deviendrait le simple vestibule d'un coup d'Etat. Contre cette possibilité lugubre, on peut heureusement toujours faire confiance à l'enivrant plaisir de la révolte qui, une fois qu'elle explose, est capable d'envoyer valser tous les calculs de ces stratèges.

49

Maurice Dommanget, qui a dédié à Blanqui une vie entière de dévotion, rapporte le climat qui régnait à Paris lors de la tentative insurrectionnelle du 12 mai 1839 : «Blanqui cherchait à donner des ordres, à empêcher les désertions qui commençaient, à "vouloir organiser la foule", tâche difficile, vu que presque personne ne le connaissait. Tous criaient. Tous voulaient commander. Et personne obéir. C'est alors que s'est produite une dispute plutôt vive et symptomatique entre Barbès et Blanqui, que personne n'avait jusqu'à présent signalée. Barbès accusa Blanqui de tous les avoir laissés tomber, Blanqui accusa Barbès d'avoir découragé tout le monde par sa lenteur, et provoqué le départ des pusillanimes et des traîtres». Lorsque l'insurrection éclate, lorsque la normalité cesse à l'improviste de freiner les possibilités humaines, *lorsque tous veulent commander parce qu'aucun ne veut plus obéir*, les prétendus chefs perdent toute autorité, s'empressent inutilement de donner des ordres, en viennent à se disputer entre eux. Le désordre des passions a été et sera toujours le meilleur et le plus efficace antidote à l'ordre de la politique.

La meilleure façon de comprendre l'abysse qui sépare la conception autoritaire de l'action insurrectionnelle de celle qui se veut antiautoritaire, est peut-être de les mettre face à face dans la même période, au sein du même contexte historique. Rien n'est plus instructif à ce propos qu'une comparaison entre Blanqui et Joseph Déjacque, l'anarchiste français proscrit après avoir participé aux journées de 1848. Quel est le modèle organisationnel dont Blanqui se fait l'apôtre ? Une structure pyramidale, rigidement hiérarchisée, comme par exemple sa Société des Saisons qui a précédé la tentative insurrectionnelle de mai 1839 : son premier élément était la *semaine*, composée de six membres et soumise à un *dimanche* ; quatre semaines formaient un *mois*, aux ordres d'un *juillet* ; trois mois formaient une *saison*, dirigée par un *printemps* ; quatre saisons formaient une *année*, commandée par un *agent révolu-*

tionnaire ; et ces agents révolutionnaires constituaient ensemble un *comité exécutif secret*, inconnu des autres affiliés, dont le généralissime ne pouvait être que Blanqui. Au moment crucial, lorsque fut enfin décrétée l'insurrection, le comité de la Société des Saisons diffusa un appel au peuple, où il lui communiquait que «le gouvernement provisoire a choisi des chefs militaires pour diriger le combat : ces chefs sortent de vos rangs ; suivez-les, ils vous mèneront à la victoire. Sont nommés : Auguste Blanqui, commandant en chef...». Les expériences qui ont suivi ne l'ont pas fait changer d'avis, comme le démontrent, en plus de la publication des *Instructions pour une prise d'armes* déjà citée et qui remonte à 1868, la société républicaine centrale de 1848 ou la Phalange et ses groupes clandestins de lutte en 1870. Toute sa vie, Blanqui n'a jamais cessé de comploter contre le gouvernement en place, mais toujours de manière militariste, hiérarchisée et centralisatrice, toujours dans le but d'instaurer un comité de salut public à la tête de l'Etat. A l'opposé, Déjacque évoquait dans ses notes à la *Question révolutionnaire* (1854) la possibilité et l'urgence de passer à l'attaque avec des sociétés secrètes, incitant à la création de petits groupes autonomes : «que tout révolutionnaire choisisse, parmi ceux sur lesquels il croit pouvoir le mieux compter, un ou deux autres prolétaires comme lui. Et que tous, — par groupes de trois ou quatre n'étant pas reliés entre eux et fonctionnant isolément, afin que la découverte de l'un des groupes n'amène pas l'arrestation des autres, — agissent dans un but commun de destruction de la vieille société». De la même manière, dans les pages de son journal *Le Libéraire* (1858), il rappelait comment grâce à la rencontre entre les subversifs et les classes dangereuses, «la guerre sociale prend des proportions quotidiennes et universelles... Nous nous complétons, nous, la plèbe des ateliers, d'un élément nouveau, la plèbe des bagnes... Chacun de nous pourra continuer à faire de la rébellion selon ses aptitudes». Là où Blanqui "invitait" le peuple à demeurer une masse de manoeuvre, encadrée, disciplinée et obéissante aux ordres de ses chefs autoproclamés, Déjacque s'adressait à chaque prolétaire pour le pousser à l'action libératrice, sur la base de ses propres capacités et aptitudes et avec ses complices les plus proches. Il n'est donc pas étonnant que le même Déjacque ait marqué au fer rouge les aspirations dictato-



riales de Blanqui : «l'autorité gouvernementale, la dictature, qu'elle s'appelle empire ou république, trône ou fauteuil, sauveur de l'ordre ou comité de salut public ; qu'elle existe aujourd'hui sous le nom de Bonaparte ou demain sous le nom de Blanqui ; qu'elle sorte de Ham ou de Belle-Ile ; qu'elle ait dans ses insignes un aigle ou un lion empaillé... la dictature n'est que le viol de la liberté par la virilité corrompue, par les syphilitiques».

Là encore, se sentir proche de l'un ou de l'autre *n'est pas indifférent*, et constitue le choix d'un camp sans équivoque.

Il y a enfin un dernier aspect de Blanqui qui, pour un oeil attentif, a peut-être semblé méritoire d'être dépoussiéré – il s'agit de son opportunisme. Affichant un certain désintérêt pour les questions théoriques et un fort attachement aux seuls problèmes matériels de l'insurrection, Blanqui est le pionnier d'une tendance aujourd'hui plutôt à la mode dans les milieux subversifs : le tacticisme (recours sans scrupules à des manoeuvres ou des expédients pour obtenir des autres ce qu'on désire) au nom de la tactique (technique d'utilisation et de manoeuvre de moyens militaires). Les spécialistes de Blanqui emploient en général le terme *éclectisme* pour décrire ses changements habiles et intéressés de positions. Sa conception de l'insurrection comme résultat d'un mouvement stratégique et non comme un fait social, le portait en effet à conclure que la fin justifiait tous les moyens. Pour lui, ce n'est pas la *manière* qui comptait, mais le *résultat*, c'est-à-dire la conquête effective du pouvoir politique. Voilà pourquoi, malgré son goût pour les conspirations, il tenta en 1848 de diriger un mouvement démocratique favorable à la participation aux élections. Comme le rappela son camarade Edouard Vaillant, son porte-parole au congrès de la Première Internationale à Londres en septembre 1871 : «l'oeuvre de la révolution était la destruction des obstacles qui obstruaient la voie : son premier devoir était de "désarmer la bourgeoisie, d'armer le prolétariat", armer le prolétariat de toutes les forces du pouvoir politique conquis, pris à l'ennemi. Dans ce but, les révolutionnaires ont du partir à l'assaut du pouvoir, marcher contre lui sur tous les chemins : agitation, action, parlement, etc. Ils ne se sont pas enfermés dans la "prison modèle" d'un dogmatisme quelconque. Ils n'ont pas de préjugés».

Cette absence de «préjugés» –qui à l'époque, au-delà de toute cohérence éthique, étaient au moins des intuitions

dictées par un minimum d'intelligence– a mené Blanqui à des résultats parfois embarrassants. En 1879, quelques années après avoir tonné qu'«il faut en finir avec le désastreux prestige des assemblées délibérantes», il tenta sans y parvenir de se faire élire député de Lyon. Pour réaliser ce louable projet insurrectionnel, il demanda de l'aide à son ami Georges Clémenceau, alors député radical, auquel il écrivait : «devenez à la Chambre l'homme de l'avenir, le chef de la révolution. Elle n'a su ni pu en trouver depuis 1830. La chance lui en donne un, ne le lui enlevez pas.» Comme chacun le sait désormais, Clémenceau fera effectivement une grande carrière, devenant d'abord sénateur, puis ministre de l'Intérieur, et par deux fois Président du Conseil. C'est à force de sanglantes répressions de grèves et de révoltes qui culmineront par plusieurs massacres de prolétaires, à force de chasses sans pitié aux subversifs de tous bords, sans parler de son interventionisme lors de la Première guerre mondiale, qu'il gagnera le surnom de «premier flic de France». On ne peut pas dire que Blanqui ait été très clairvoyant lorsqu'il a justement demandé au futur chef de la réaction de devenir le chef de la révolution ! Mais au fond, ce n'est pas si étrange. Il avait vu en Clémenceau l'étoffe du leader politique, du condottiere. Il ne parvenait pas à comprendre que le pouvoir est la tombe de la révolution.

Voilà pourquoi nous n'avons aucune raison de rendre hommage au cadavre de cet aspirant dictateur. Au-delà peut-être d'un slogan et d'un livre, sa mémoire reste puante. Puante comme sa puissance d'Etat-major, son style militaire, son esprit de caserne, sa détermination en tenue camouflage («ses amis étaient convaincus que la personnalité dominante en lui était celle d'un général», écrivait le bon Dommanget). Que ses admirateurs, vieux ou nouveaux chefs de file du parti de l'insurrection d'Etat aillent donc fouiller dans sa tombe, pour en respirer les miasmes avec émotion. Avec les tremblements telluriques de ces derniers temps, qui sait s'ils ne finiront pas ensevelis aux côtés de leur Maître – l'éternité par la fange.

50

Tout gouvernement dictatorial, qu'il soit entendu au singulier ou au pluriel, tout Pouvoir démagogique ne pourrait que retarder l'avènement de la Révolution sociale en substituant son initiative, quelle qu'elle fût, sa raison omnipotente, sa volonté civique et forcée, à l'initiative anarchique, à la volonté raisonnée, à l'autonomie de chacun. La révolution sociale ne peut se faire que par l'organe de tous individuellement ; autrement elle n'est pas la révolution sociale. Ce qu'il faut donc, ce vers quoi il faut tendre, c'est placer tout le monde et chacun dans la possibilité, c'est-à-dire dans la nécessité d'agir, afin que le mouvement, se communiquant de l'un à l'autre, donne et reçoive l'impulsion du progrès et en décuple et en centuple ainsi la force. Ce qu'il faut enfin, c'est autant de dictateurs qu'il y a d'êtres pensants, hommes ou femmes, dans la société, afin de l'agiter, de l'insurger, de la tirer de son inertie ; et non un Loyola à bonnet rouge, un général politique pour discipliner, c'est-à-dire immobiliser les uns et les autres, se poser sur leur poitrine, sur leur cœur, comme un cauchemar, afin d'en étouffer les pulsations ; et sur leur front, sur leur cerveau, comme une instruction obligatoire ou catéchismale, afin d'en torturer l'entendement !

L'autorité gouvernementale, la dictature, qu'elle s'appelle empire ou république, trône ou fauteuil, sauveur de l'ordre ou comité de salut public ; qu'elle existe aujourd'hui sous le nom de Bonaparte ou demain sous le nom de Blanqui ; qu'elle sorte de Ham ou de Belle-Ile ; qu'elle ait dans ses insignes un aigle ou un lion empaillé, la dictature n'est que le viol de la liberté par la virilité corrompue, par les syphilitiques...

DÉJÀ-VU

15. *All'aria aperta. Note su repressione e dintorni* (extrait), septembre 2004. Paru dans *A couteaux tirés*, ed. Typemachine & Mutines Séditions, 2007, pp. 93-96
17. *Dans le marécage. Limites et perspectives de la répression anti-anarchiste*, ed. La conjuration des Ego, juin 2000, pp. 11-12
20. Le criminel c'est l'électeur, in *L'anarchie* n°47, 1er mars 1906
20. Démocratie blues, à partir du *Cri du dodo*, 17 juillet 2012
22. Crève la démocratie ! (extrait de l'édito), tiré de la *Compile classe contre classe en soutien aux incendiaires engeôlé-e-s*, Avignon, janvier 2008, pp. 6-7
26. *Adoptando términos que no nos pertenecen, aportaciones para una superación de la democracia*, extrait librement traduit de l'espagnol de *Terra Cremada* n°2, Barcelone, avril 2011, pp. 27-31
27. *Lo más violento de todo sería volver a la normalidad*, traduit de l'espagnol de "¡Enrabiaos!": *Algunos apuntes acerca de la #Spanish revolution*, ed. Sin destino, 2011, p.10
30. L'incendie, in *Pourquoi pas ?* n°1, juillet 2011, pp. 5-6
38. Paul Ghio, *L'anarchisme aux Etats-Unis*, ed. Armand Colin (Paris), 1902, pp. 139-143
39. *Su alcune vecchie questioni d'attualità fra gli anarchici e non solo*, traduit de l'italien de *Guerra sociale*, janvier 2003
45. *Quaranta*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 16 mai 2012
46. *Blanqui o l'insurrezione di Stato*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 3 décembre 2011

